COMPORTEMENT DES JEUNES TUNISIENS EN PÉRIODE DE CRISE: ENTRE SOLIDARITÉ ET RÉSILIENCE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Étude réalisée par Selim Kharrat Relecture par Moez Bassalah

Novembre 2020



COMPORTEMENT DES JEUNES TUNISIENS EN PÉRIODE DE CRISE: ENTRE SOLIDARITÉ ET RÉSILIENCE FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19

Étude réalisée par Selim Kharrat Relecture par Moez Bassalah

Novembre 2020

Table des matières

Présentation de l'étude

- 1. Introduction
- 2. Objectifs de l'étude
- 3. Méthodologie de l'étude
- 4. Concepts clés de l'étude
- 5. Limites de l'étude

A. Engagement des jeunes tunisiens dans la vie publique

- 1. Contexte socio-économique et crise sanitaire
- 2. Le cadre légal et institutionnel relatif à la participation des jeunes à la vie publique
- 3. Une jeunesse distante de la sphère publique traditionnelle
- 4. Évolution des formes d'engagement des jeunes dans la sphère publique et associative

B. Enquête sur la mobilisation des jeunes durant la crise et sur ses effets sur eux

- I. Introduction à l'enquête
- || Principaux constats issus de l'enquête
- 1. Mobilisation et solidarité communautaires durant la crise de la COVID-19
- 2. Profil des jeunes enquêtés qui se sont mobilisés durant la crise de la COVID-19 : des jeunes majoritairement initiés à l'activisme
- 3. Des formes de mobilisation des jeunes enquêtés diversifiées et complémentaires
- 4. Une mobilisation des jeunes enquêtés guidée par des valeurs
- 5. Jeunesse, société civile et autorités: entre incompréhension et méfiance
- 6. Impact intrinsèque de la crise sur les jeunes: entre défaitisme et persévérance

C. Vers la pérennisation de l'engagement des jeunes

Recommandations

Annexes

Annexe 1: Exemple de projets étatiques pour la digitalisation le gouvernement ouvert

Annexe 2: Guide des questions pour les focus groupe

Annexe 3: Guide des questions pour les porteurs d'initiatives phares

Annexe 4: Résultats du questionnaire administré en ligne

Liste des abréviations

ANETI: Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant

ARP: Assemblée des Représentants du Peuple ATDS: Association Tunisienne de Droit de la Santé

BM: Banque Mondiale

CCL: Code des Collectivités Locale

CILG-VNG Centre International de Développement pour la Gouvernance Locale – **International** Agence Internationale des associations des municipalités Néerlandaise

COVID-19: Coronavirus Disease 2019 (maladie à Coronavirus 2019)

DSSB: Direction des Soins de Santé de Base

FES: Friedrich Ebert Stiftung

FTDES: Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux

GIZ: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH (Agence de

coopération internationale Allemande)

IACE: Institut Arabe des Chefs d'Entreprises

INEAS: Instance Nationale de l'Évaluation et de l'Accréditation en Santé

JCI: Jeune Chambre Internationale
INS: Institut National de la Statistique
MAC: Ministère des Affaires Culturelles
MAS: Ministère des Affaires Sociales
MEN: Ministère de l'Éducation Nationale
MENA: Moyen Orient et Afrique du Nord

MFPE: Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi MJS: Ministère des affaires de la Jeunesse et des Sports

OCDE: Organisation de Coopération et de Développement Économiques

ONG: Organisation Non Gouvernementale
ONJ: Observatoire National de la Jeunesse

ONMNE: Observatoire National des Maladies Nouvelles et Émergentes

OGP: Open Government Partnership (partenariat pour un gouvernement ouvert)

OIT: Organisation Internationale du Travail
OMS: Organisation Mondiale de la Santé
OSC: Organisation de la Société Civile
PDQ: Plan de Développement Quinquennal

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

PIB: Produit Intérieur Brut

SAMU: Les Services d'Aide Médicale Urgente

SARS-CoV-2: Severe Acute Respiratory Syndrome Coronavirus 2 (syndrome respiratoire aigu sévère

Coronavirus 2)

SC: Société Civile

STEG: Société Tunisienne de l'Électricité et du Gaz

UN: United Nations (Nations unies)

UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (organisation des

Nations unies pour l'éducation, la science et la culture)

UNICEF: United Nations International Children's Emergency Fund (Fond des Nations Unies

pour l'enfance)

USAID: United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le

Développement International)

3D: Trois Dimensions

Liste des Figures

Figure 1:	Repartition des repondants au questionnaire de l'enquete par gouvernorat
Figure 2:	Indicateurs macroéconomiques Pré et Post COVID-19, variation en %
	(à prix constant sauf pour les impôts en dinar courant)
Figure 3:	Répartition des protestations du mois de Juillet 2020 selon leur Typologie (en %)
Figure 4:	Étiez-vous engagés dans la société civile avant la crise de la COVID-19?
Figure 5:	Dans quelle mesure les jeunes se sentent-ils concernés par la crise de la COVID-19?
Figure 6:	Type d'actions réalisées
Figure 7:	Rôles des jeunes dans les initiatives auxquelles ils ont participé
Figure 8:	Première réaction des jeunes face à la crise de la COVID-19
Figure 9:	Prévision des jeunes au début de la crise quant à l'évolution de la situation
Figure 10:	Quel est l'impact de votre initiative
Figure 11:	Appréciation des jeunes des mesures prises par les autorités
Figure 12:	Les autorités assurent-elles les conditions nécessaires en appui à la vie citoyenne
	dans votre quartier?
Figure 13:	Respect des mesures sanitaires et sécuritaires pendant le confinement total et généralisé
Figure 14:	Respect des mesures sanitaires et sécuritaire depuis la levée
	du confinement total et généralisé
Figure 15:	Comment avez-vous vécu le confinement?
Figure 16:	Evaluation de l'impact de la crise par les jeunes enquêtés
Figure 17:	Considérez-vous que les conditions soient favorables à la réalisation
	de vos rêves/ambitions / projets/ aspirations?
Figure 18:	Dans quelle mesure avez-vous pu développer ces aspects durant la crise?
Figure 19:	Comment vous projetez-vous à l'avenir?

PRÉSENTATION DE L'ÉTUDE

1. INTRODUCTION

Toute crise ayant de grands impacts sur la vie humaine entraine indéniablement des changements de taille dans les sociétés et le comportement des populations, notamment sur les plans politique et socioéconomique. Ayant touché le monde entier, la pandémie de la COVID-19 paralyse les économies de tous les pays, générant une crise d'envergure. Elle dévoile également les limites des systèmes sanitaires et de protections sociales en place. Bien que les réflexions aient d'ores et déjà avancé sur les issues économiques et sociales pour dépasser la crise, peu se sont penchées sur l'expérience particulière des jeunes en période de crise. En Tunisie, les jeunes qui étaient déjà touchés de plein fouet par les crises politiques et économiques successives de ces dernières années, sont aujourd'hui aussi confrontés à l'incertitude liée à la crise du COVID-19 et à son issue encore inconnue.

C'est dans ce contexte que nous nous sommes proposés d'établir un diagnostic préliminaire du comportement des jeunes en temps de crise, et plus particulièrement des réflexes solidaires qu'ils ont pu développer ou pas à différentes échelles durant l'épisode épidémique lié à la COVID-19, des répercussions psychosociologiques de celle-ci sur les jeunes et de ses conséquences sur leur sens de l'engagement, afin de mieux comprendre comment cette catégorie de la population fait face à la crise et s'y adapte et aborder des propositions éventuelles afin de renforcer sa capacité à faire face aux aléas et à en tirer profit pour en sortir renforcée.

2. OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'étude s'attache à répondre aux questions suivantes :

- Quel est l'impact de la crise de la COVID-19 sur le quotidien des jeunes : à quel point le train de vie des jeunes tunisiens, dans leur diversité, a été chamboulé par le coronavirus ? Quelles attentes et inquiétudes ces jeunes ont développé par rapport à leur environnement (professionnel, administratif, familial et cercles de pairs) ? Comment ont-ils réagi face à la gestion politique de la pandémie, notamment face aux différentes mesures sanitaires et socioéconomiques imposées?
- Quel est l'impact de la crise de la COVID-19 sur le comportement citoyen des jeunes : quelles sont les différentes formes d'engagement prises par les initiatives conduites par des jeunes face à l'expansion de la maladie ? Quel a été le rôle des jeunes dans le mouvement de solidarité mené par la société civile à l'échelle nationale, régionale, et locale ? Quelles ont été les motivations qui ont pu déclencher cette participation citoyenne?
- Quels rapports les jeunes entretiennent-ils avec les autorités et les acteurs de la société civile dans ce

- contexte de crise ? Ont-ils été passifs dans l'application des mesures sanitaires ou ont-ils constitution une force de proposition/d'action à leur échelle ?
- Quelles leçons nous a appris la pandémie quant à la capacité des jeunes à se mobiliser et quelles sont les faiblesses qui ont été dévoilées? Quelles pistes d'action politique, institutionnelle, et citoyenne pouvons-nous formuler pour les différents acteurs concernés par la participation des jeunes afin de pérenniser le comportement positif et solidaire ainsi que la résilience de ces-derniers au-delà de la période de crise?

3. MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

L'étude se présente en deux parties :

- Une partie descriptive se basant sur la revue documentaire et présentant le contexte lié à la participation des jeunes et son évolution, le cadre légal et institutionnel en vigueur ainsi qu'une présentation de l'évolution des modes de participation des jeunes, illustrée par des expériences tunisiennes;
- Une partie analytique se basant sur les résultats des enquêtes et entretiens menés et abordant le vécu, les besoins et les attentes des jeunes en période crise, les bonnes pratiques développées en la matière ainsi que les recommandations en vue de les pérenniser.

L'approche méthodologique adoptée pour la réalisation de l'étude est la suivante:

Réalisation d'une revue et d'une analyse documentaire

Analyse du contexte: La revue documentaire¹ a porté sur diverses études liées aux thématiques de la participation des jeunes tunisiens à la vie civique / publique, qu'elles soient historiques ou conjoncturelles. Cette revue a permis de produire une analyse de la participation des jeunes et de son évolution qui tient compte des réalités sociales, économiques, politiques et historiques du pays. Elle a également été nécessaire pour appréhender le cadre (législatif, institutionnel, politique, etc.) en vigueur en matière de participation des jeunes.

Focus sur l'évolution des formes d'engagement ainsi que sur les initiatives phares portées par les jeunes pendant la crise: La revue documentaire a par ailleurs porté sur les formes d'engagement observées chez les jeunes à l'issue de la révolution tunisienne de 2011. Ce travail d'identification a permis de sélectionner des initiatives permettant d'illustrer de manière pertinente les actions de participation/engagement des jeunes telles qu'elles ont été expérimentées et telles qu'elles évoluent.

Une partie de l'étude sera ainsi dédiée à la description de l'évolution de ces différentes formes d'engagement

¹ Types de documents consultés: Rapports, ouvrages, revues scientifiques, journaux électroniques, pages et sites officiels, réseaux sociaux, etc.

et de participation observées chez les jeunes, telles que les mouvements protestataires, les mouvements informels et spontanés, l'activisme digital, etc. Cette partie a également porté sur les initiatives phares réalisées durant le confinement total et/ou ciblé imposé pendant la crise de la COVID-19 et portées par les jeunes ou les ayant fortement engagés.

Réalisation d'entretiens avec des porteurs d'initiatives phares

Des entretiens² ont été réalisés avec les porteurs de 11 projets sélectionnés lors de la revue documentaire sur la base de leur pertinence par rapport au contexte (concepts innovants, solutions adaptées aux problèmes liés à la crise, approche et mise en œuvre pertinentes) et à leurs effets sur les populations (mobilisation, médiatisation, champs d'action, résultats). Le choix a également été fait de manière à diversifier les régions de mise en œuvre des initiatives sélectionnées et à intégrer le facteur genre dans le ciblage des porteurs des projets. Les initiatives concernées sont les suivantes:

- Projet «Conolia Festival» de l'association « Fanni Raghman Anni ». Cette initiative est un festival virtuel d'une durée de 10 jours organisé lors du confinement. Il a accueilli de nombreux artistes et a offert un programme diversifié incluant ateliers, podcasts, capsules vidéo, informations, et prestations artistiques;
- Projet «Sharek» lancé par la startup « TrustiT ». Une initiative qui a pour objectif le recyclage de matériel électronique pour munir les jeunes élèves et étudiants dans le besoin d'outils technologiques leur permettant de suivre leurs cours à distance sur tout le territoire;
- Fabrication d'un prototype de machine d'oxygénothérapie nasale dans le cadre de l'initiative « Yes We Breathe» lancé par l'ENISo (École Nationale d'Ingénieurs de Sousse);
- Projet «Cohorting Concept» : réalisation d'un système de roulement des équipes médicales de garde pour les circuits COVID adapté aux spécificités tunisiennes par de jeunes médecins bénévoles;
- Collecte et distribution d'aides aux migrants subsahariens réalisées par une jeune activiste à Tunis;
- Confection et distribution de 6000 bavettes par l'association Nabdh Al Hayat à Sidi Bouzid;
- Collecte de fonds à l'échelle internationale qui a été lancée par une jeune influenceuse tunisienne soutenue par la suite par d'autres personnalités publiques en début de crise;
- Collecte de fonds en ligne pour l'hôpital de Kélibia lancée par de jeunes indépendants;

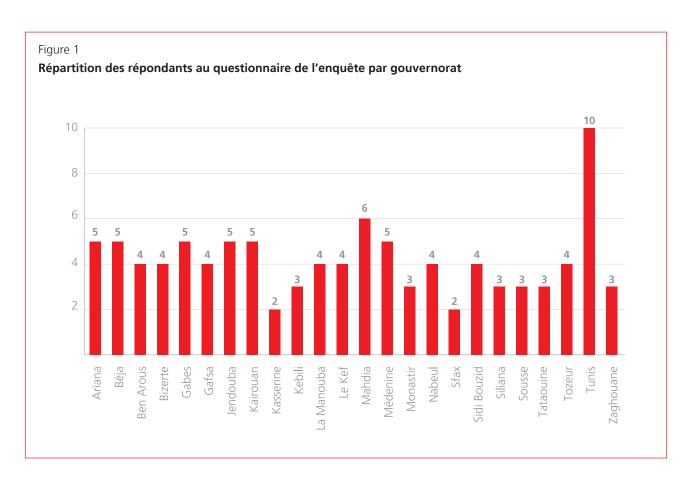
- Projets réalisés par le groupe «Lost and found Tunisia»: distribution de 14000 couffins d'aide aux familles nécessiteuses et assistance aux personnes consignées à domicile;
- Application «Circuit Covid» qui sert à optimiser la gestion de flux de malades COVID-19, et qui a évolué vers une Startup - «Liberrex» - portant une application de gestion de flux applicable dans plusieurs secteurs;
- Projet «Na7miwhom»: une initiative qui a couvert tout le territoire et permis de munir le personnel soignant et les patients dans les hôpitaux d'équipements de protection individuelle en optimisant la distribution des dons selon un système de priorisation des besoins.

Réalisation d'entretiens avec des jeunes impliqués dans des actions solidaires pendant la période du confinement

Séparément des entretiens conduits avec les porteurs de projets identifiés lors de la phase précédente, un autre échantillon de jeunes actifs pendant la même période a été constitué pour couvrir toutes les régions de la Tunisie avec au total 135 jeunes approchés par téléphone, qui ont par la suite constitué une base dans le cadre de l'enquête.

Ainsi, cette approche nous a permis d'administrer le questionnaire à 100 répondants au total. Cette prise de contact initiale a également permis d'organiser la tenue de 3 focus groupes avec 35 jeunes (distincts des répondants au questionnaire). Elle a également permis de mener des entretiens téléphoniques plus approfondis avec 11 d'entre eux (parmi les 135 jeunes abordés) afin d'étoffer davantage l'analyse selon leurs perceptions et retours d'expériences. Cette enquête a veillé à respecter la parité en interrogeant autant de femmes que d'hommes. La tranche d'âge ciblée porte sur des jeunes âgés de 18 à 35 ans.

² Un entretien physique et 10 entretiens téléphoniques.



- Enquête par questionnaire : un questionnaire a été administré en ligne auprès des jeunes identifiés lors de la première prise de contact. Au total, un nombre de 100 jeunes³, dont 55% de femmes et dont la majorité se situe dans la tranche d'âge de 26 à 30 ans, a répondu au questionnaire en ligne. Leur répartition sur les différents gouvernorats de Tunisie est représentée dans la figure 1.

Le questionnaire administré en ligne se compose de 5 chapitres adressant un ensemble de questions qualitatives et quantitatives portant sur la manière dont les jeunes ont vécu la crise (pratiques adoptées, état psychologique, perceptions). Ils ont également été interrogés sur leurs rapports avec les autorités et les acteurs de la société civile ainsi que sur leurs attentes, besoins et aspirations. Le questionnaire administré est accessible en annexe de ce rapport.

- Entretiens téléphoniques: une première prise de contact par téléphone auprès des jeunes identifiés a permis de sélectionner 11 jeunes avec qui des entretiens téléphoniques plus étendus⁴ ont été menés par la suite.
- Les focus groupes : le focus groupe a le mérite de permettre un croisement des regards entre les différents jeunes interrogés, ainsi que la mesure des

changements opérés chez eux. Parmi les outils de mesure des changements employés dans le cadre des Focus Groupes figure la technique du « changement le plus significatif » qui permet de détecter les grandes tendances communes en termes de changements opérés chez les jeunes.

Trois focus groupes ont été organisés avec des groupes de jeunes identifiés⁵ dans les régions du Grand Tunis et de Bizerte :

- Un Focus Groupe avec 4 jeunes fondateurs de la startup Liberrex ayant été actifs pendant le confinement ;
- Un Focus Groupe avec 18 jeunes adhérents de l'association «C'est à vous de changer Bizerte» ayant été actifs durant toute la période du confinement principalement à travers des actions de collecte et de distribution de dons;
- Un Focus groupe avec 13 jeunes actifs à Sidi Hassine: des indépendants, des membres du Croissant Rouge, des membres du collectif des jeunes de Sidi Hassine, ainsi que des membres de l'association «Tanaghom» de Sidi Hassine. Ces jeunes ont tous travaillé en collaboration sur diverses actions à Sidi Hassine pendant la période du confinement.

³ Six des jeunes faisant partie des porteurs de projets phares mentionnés plus haut ont également répondu au questionnaire en ligne.

⁴ Ces entretiens étant distincts de ceux réalisés avec les jeunes porteurs des projets sélectionnés.

⁵ Les trois groupes rencontrés sont des jeunes (18-35 ans) actifs pendant la période de confinement et se distinguent par leurs différentes approches de mobilisation.

L'identification des jeunes s'est faite sur la base des initiatives réalisées durant les mois de Mars, Avril et Mai 2020, c'est à dire au plus fort de la première vague de la crise sanitaire. À cet effet, différentes sources ont été consultées pour identifier ces initiatives : la plateforme associative Jamaity, le recensement des initiatives solidaires mené par l'association Al Bawsala, les groupes actifs sur le réseau social Facebook, les articles de médias, etc. Le consultant a également puisé dans ses annuaires et rapports de missions menées précédemment et portant sur l'engagement des jeunes tels que 'La cartographie des compétences des organisations de la jeunesse' réalisée en 2016 pour le compte du projet NET MED YOUTH porté par l'UNESCO ou encore l'étude sur les mécanismes de participation des jeunes réalisée pour le compte du programme EU4YOUTH appuyé par la délégation de l'Union Européenne en Tunisie.

4. CONCEPTS CLÉS DE L'ÉTUDE

La jeunesse

De bien nombreuses définitions de « la jeunesse » existent. Elles reposent généralement sur des critères démographiques, bio-psycho-sociales et sociologiques. Le concept de « jeunesse » peut se définir comme une catégorie sociale qui regroupe un ensemble d'individus d'une certaine tranche d'âge caractérisant leur passage de l'adolescence à l'âge adulte⁶. Ce concept, qui a pas mal évolué au cours de l'histoire, reste encore sujet à débat. Les délimitations ou stratifications par âge, largement employées pour définir la jeunesse, sont régies par les spécificités socioculturelles, institutionnelles, économiques et politiques de chaque population⁷. Il n'existe de ce fait aucun consensus universel délimitant l'intervalle d'âge d'une personne qualifiée de jeune.

L'Organisation des Nations Unies définit la jeunesse comme étant les personnes âgées entre 15 et 24 ans. L'UNESCO utilise la même définition universelle mais appréhende la jeunesse « en fonction du contexte, et cette définition reste souple et varie selon les régions et les pays »8. L'USAID, dans sa politique 'Jeunes', prône la non-limitation de la définition à 25 ans⁹. L'Union Africaine, dont la Tunisie est membre depuis le 25 Mai 1963, élargit l'intervalle défini par les Nations Unies pour mieux l'adapter à la réalité de ses états membres et délimite cette catégorie aux personnes âgée de 15 à 35 ans¹⁰. L'élargissement de cet intervalle peut s'expliquer par le recul de l'âge de la réalisation d'une certaine autonomie, caractéristique de l'âge adulte, notamment sur le plan financier. Sur le plan culturel, ce passage vers

6 Olivier Galland, Sociologie de la jeunesse, Paris, Armand Colin, series: «U», 2011, 256 p., ISBN: 9782200270087.

la vie adulte peut également être associé à la sortie du foyer parental, souvent par le mariage. En Tunisie, la loi délimite l'âge minimum autorisé pour travailler¹¹, définit l'âge de la majorité civile¹² et celui de l'obtention de la Carte d'Identité Nationale, ainsi que l'âge autorisant au vote¹³. Mais le terme « jeune » en tant que tel n'a pas de définition officielle en Tunisie. Dans le cadre de cette étude, et pour mieux s'adapter au contexte tunisien¹⁴, le terme jeunesse englobera les individus âgés de 18 (âge de la majorité civile) à 35 ans.

Participation citoyenne

Selon la charte européenne révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale : « Participer à la vie démocratique d'une communauté quelle qu'elle soit, ce n'est pas seulement voter ou se présenter à des élections, bien qu'il s'agisse là d'éléments importants. Participer et être un citoyen actif, c'est avoir le droit, les moyens, la place, le soutien voulu pour participer aux décisions, influer sur elles et s'engager dans des actions et activités de manière à contribuer à la construction d'une société meilleure¹⁵ ».

Ainsi, la citoyenneté ne se résume pas qu'à sa dimension juridique qui profère au citoyen un ensemble de droits civiques et politiques (notamment le droit de vote), mais elle prend un sens plus large qui répond à des valeurs telles que la civilité, le civisme et la solidarité¹⁶. Cette définition est plus cohérente avec l'origine étymologique du terme « citoyen », issue du latin « *civis* » qui soustend la vie dans la cité et en communauté.

La participation citoyenne nécessite donc d'abord un cadre favorable mis en place par l'État et se complète par les actions entreprises par le citoyen afin de prendre part à la vie de sa cité/communauté/pays, et ce de manière à l'influencer positivement¹⁷. C'est en effet l'une des pierres angulaires du concept de cohésion sociale puisque le citoyen s'engage auprès des autres membres de sa communauté dans la poursuite d'un objectif commun. Elle est également une composante importante de la construction d'une démocratie

⁷ https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/youth-0/index.html

⁸ http://www.unesco.org/new/fr/unesco/themes/youth/

⁹ Issu de la Stratégie du PNUD pour la jeunesse 2014-2017. URL : https://www.usaid.gov/policy/youth

¹⁰ https://au.int/sites/default/files/treaties/7789-treaty-0033_-_african_youth_charter_f.pdf

¹¹ Loi no 66-27 du 30 avril 1966 dans sa teneur révisée au 15 juillet 1996, portant promulgation du code de travail

¹² Loi ° 2010-39 du 26 juillet 2010, portant unification de l'âge de majorité civile

¹³ Loi organique n° 2014-16 du 26 mai 2014, relative aux élections et aux référendums

¹⁴ Notamment les spécificités culturelles et selon l'âge moyen du mariage, un des critères communément retenus dans certaines sociétés. D'après les chiffres de l'INS, pour l'année 2016, l'âge moyen du premier mariage serait de 32,5 pour les hommes et de 27,8 pour les femmes.

¹⁵ Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du conseil de l'Europe, Charte européenne révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale, Conseil de l'Europe, mars 2015 ; Préambule, p. 13.

 $^{{\}it 16} \ https://www.vie-publique.fr/fiches/23857-quelles-sont-les-valeurs-attachees-la-citoyennete$

¹⁷ http://www.dictionnaire.enap.ca/dictionnaire/docs/definitions/definitions_français/participation_citoyenne.pdf

participative¹⁸. Cette participation n'a pas à revêtir une forme particulière et peut se manifester sous formes individuelles ou collectives, de manière organisée, institutionnalisée ou encore émaner de manière spontanée de l'initiative d'individu(s) et/ou de collectifs d'individus.

L'inclusion de la liberté de s'engager dans la construction d'une société meilleure est un élément nouveau et en quelque sorte une extension de la liberté d'entreprendre à la sphère civique. Dans notre contexte actuel, il s'agit ici de déterminer les éléments constitutifs de cette participation citoyenne et de surcroit la manière dont ils se matérialisent en temps de crise. La capacité d'une population à se mobiliser face aux aléas serait ainsi ce qui construit sa résilience.

Comportement solidaire

Le comportement est défini par l'Académie Nationale de Médecine Française au sens large comme «l'ensemble des manifestations et des actions extérieures d'un individu, habituelles ou occasionnelles, tenant lieu d'interaction et de communication avec l'environnement, depuis la seule apparence physique jusqu'au geste intentionnel» 19 . L'association américaine de psychologie²⁰ le définit comme l'ensemble des actions d'un organisme en réponse à un stimulus interne ou externe, incluant les actions objectivement observables, celles introspectives et les processus inconscients. La psychologie descriptive considère quant à elle l'aspect mesurable du comportement de manière empirique en appréhendant le comportement (B) comme une composition de plusieurs paramètres observables comme l'identité, la motivation, le savoir, etc. Il se résume travers l'emploi de la formule qui suit²¹:

(B) = $(I, W, K, K-H, P, A, PC, S)^{22}$

La solidarité est communément définie comme « le devoir moral, résultant de la prise de conscience de l'interdépendance sociale étroite existant entre les hommes ou dans des groupes humains, et qui incite les hommes à s'unir, à se porter entraide et assistance réciproque et à coopérer entre eux, en tant que membres d'un même corps social »23. En cohérence avec ces définitions, l'ouvrage « Solidarity and Prosocial Behavior»²⁴ stipule que tout groupe ou société dépend fortement de la volonté de ses membres à aider ceux dans le besoin et à contribuer au bien-être général. Il décrit le degré de solidarité d'une personne dans une situation donnée comme dépendant de sa perception subjective de la situation, en l'occurrence des aspects cognitifs et motivationnels qu'elle relie à cette perception. Ces facteurs sont alors dépendants des caractéristiques personnelles du protagoniste et du contexte situationnel. Les comportements solidaires y sont subdivisés en ces 5 types de comportements: coopérativité, sens de la justice, altruisme, fiabilité et considération de l'autre.

Cette étude s'intéresse donc à analyser certaines composantes influençant le comportement solidaire des jeunes tunisiens en temps de crise et leur lien au contexte, à leurs perceptions, motivations et attentes.

Crise de la COVID-19 et contexte historique²⁵

« On désigne par crise tout événement qui survient brusquement, qui provoque une déstabilisation d'une organisation (État, entreprise, etc.) et qui s'accompagne d'une forte charge émotionnelle faisant perdre à cette organisation ses repères »26 . L'auteur Natacha Ordioni, en analysant l'évolution du concept de crise au cours du temps et de ses usages, extrapole sa définition à ce qui suit : « Le terme de crise désigne, à partir du XIXe siècle, l'état de dysfonctionnement d'un système, devenu incapable d'assurer ses fonctions, que cette incapacité résulte du retournement de la conjoncture ou bien de ses caractéristiques intrinsèques »²⁷ . Une crise représente donc une situation limitée dans le temps ayant perdu les critères marquant son état de stabilité. Elle est décrite par un état d'urgence et une désorganisation et nécessite une gestion qui permettrait de rétablir les repères de stabilité.

¹⁸ https://www.eesc.europa.eu/resources/docs/esc-11-040-activecitizenship_fr_webres.pdf

¹⁹ Dictionnaire médical en ligne de l'Académie Nationale de Médecine Française – version 2020

²⁰ American Psychological Association Dictionary –2020

²¹ Raymond M. Bergner, What is behavior? And so what?, New Ideas in Psychology, Volume 29, Issue 2, 2011, Pages 147-155, ISSN 0732-118X, https://doi.org/10.1016/j.newideapsych.2010.08.001.

²² B : Le comportement de la personne concernée; l: Identité de la personne concernée ; W: Le désir de la personne concernée par référence au paramètre motivationnel ; K: Le savoir de la personne concernée par référence au paramètre cognitif ; K-H: Savoir-faire de la personne concernée en référence au paramètre d'aptitude ou de compétence; P: Performance en référence à l'aspect procédural du comportement de la personne concernée ; A: Le résultat ou attentes à travers la réalisation du comportement en question ; PC: Caractéristiques personnelles de la personne concernée ; S: La signification exacte de ce comportement pour la personne qui le réalise.

²³ https://www.cnrtl.fr/definition/solidarit%C3%A9

²⁴ D. Fetchenhauer, A. Flache, A.P. Buunk, S.M. Lindenberg (Eds.), Solidarity and Prosocial Behavior. An Integration of Sociological and Psychological Perspectivess. 2006.

²⁵ https://www.who.int

²⁶ Article « Gestion de crise ». Centre de ressources et d'information sur l'intelligence économique et stratégique

²⁷ Ordioni Natacha, « Le concept de crise : un paradigme explicatif obsolète ? Une approche sexospécifique », Mondes en développement, 2011/2 (n°154), p. 137-150. DOI : 10.3917/med.154.0137. URL : https://www.cairn-int.info/revue-mondes-en-developpement-2011-2-page-137.htm

La crise de la COVID-19 vient s'inscrire en Tunisie dans un contexte de marasme politique et socioéconomique et d'instabilité sanitaire qui sera détaillé dans la suite du rapport. Dans le passé, de nombreuses épidémies ont terrassé les populations, laissant derrière elles des bouleversements démographiques, économiques et sociaux proportionnels à la gravité du fléau. Dans une étude récente de la fondation Friedrich Ebert « La Tunisie face au COVID-19 »²⁸ , l'un des auteurs décrits les épidémies comme « un phénomène récurrent de l'histoire de la Tunisie ». Ainsi pour ne citer que le 20ème siècle, le pays a fait face au choléra²⁹, au typhus³⁰, à la peste³¹ et au paludisme³². Des milliers de personnes ont été terrassées et les survivantes en ont subi ensuite les séquelles, notamment en matière de déséguilibre démographique. Le facteur « voyageur » des épidémies est souvent présent et influence de ce fait négativement les échanges commerciaux des pays. Le choléra de 1911, cité plus haut, est venu en Tunisie de Tripoli. La « peste d'Athènes », en l'an 430 avant J.C., a traversé l'Égypte en emportant plus d'un tiers de la population et aurait amorcé une phase de déclin³³. Le virus qui en est à l'origine n'était pas connu à cette époque.

Le SARS-CoV-2 (syndrome respiratoire aigu sévère Coronavirus 2) est une souche de Coronavirus nouvellement découverte en Chine vers la fin 2019 – début 2020. C'est le virus responsable de la maladie de la COVID-19 (Coronavirus Disease 2019). Doté d'une grande capacité de propagation, ce virus a été transmis à l'Homme par l'animal. La majorité écrasante de la population mondiale y est aujourd'hui confrontée. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qualifie la situation de pandémie mondiale dès le 11 mars 2020. La rapidité de propagation du virus met au défi les systèmes sanitaires des pays touchés dont certains se sont vite ébranlés après avoir atteint un stade de saturation de la capacité d'accueil des malades ayant développé des symptômes graves de la maladie.

Cette crise globale ne se répercute pas uniquement sur le volet sanitaire. Les conséquences sociales, économiques et politiques de la maladie sont également nombreuses. La Banque Mondiale prévoit une baisse des revenus par habitant pour cette année ainsi qu'une diminution du PIB mondial, et qualifie la situation de « *la plus grave récession planétaire depuis des décennies* »³⁴.

28 « La Tunisie à l'épreuve du COVID 19 » Hamadi Redissi et All. Friedrich Ebert Stiftung et Observatoire Tunisien de la Transition Démocratique. 2020.

- **29** En l'an 1911.
- 30 En l'an 1937 et 1938
- 31 L'année 1929.
- 32 L'année 1932.
- **33** https://www.france24.com/fr/video/20200420-les-pand%C3%A9mies-de-l-histoire-1-la-peste-d-ath%C3%A8nes?fbclid=lwAR1Zx9ewhsMtK-wTMRmXvVZ1O8eCM5hcuJjL46LuQxAOLFW8bW5HTRE7-WM
- **34** https://www.banquemondiale.org/fr/publication/global-economic-prospects

Au niveau humain, les mesures de prévention sanitaire prises par les différents gouvernements pour faire face à la contagion du virus, comme le confinement général des populations et l'imposition de la distanciation sociale, ont également eu des répercussions psychologiques néfastes sur les catégories les plus vulnérables, comme les personnes âgées. À ce sujet, l'Organisation des Nations Unies (ONU) prévient que «la détresse psychologique au sein des populations est répandue et qu'une augmentation à long terme du nombre et de la gravité des problèmes de santé mentale est probable» 35.

5.LIMITES DE L'ÉTUDE

Cette étude présente certaines limites. D'abord, elle ne prétend pas à l'exhaustivité en matière d'identification des initiatives/expériences menées par les jeunes. Vu la largesse du champ d'investigation et la multiplication des initiatives en Tunisie durant la crise sanitaire, le consultant a ciblé les actions/initiatives qui illustrent le mieux les différentes expériences vécues par les jeunes durant la crise. De plus, lors de la collecte de données, des biais peuvent exister du fait de la nécessaire subjectivité des personnes interrogées ou des études consultées. Par ailleurs, il a été difficile d'accéder à des évaluations ou à des bilans de toutes les expériences identifiées en matière de participation des jeunes durant la crise sanitaire, notamment du fait du caractère récent de ces expériences et de la difficulté de les documenter, ce qui a rendu délicat la collecte d'informations précises et détaillées en la matière.

Enfin, une limite inhérente à ce type d'étude à chaud est l'impossibilité d'isoler le facteur épidémique des autres facteurs socioculturels dans les changements comportementaux, notamment auprès d'une population dynamique.

Il est à signaler que plusieurs jeunes et associations contactés n'étaient pas disponibles, en partie en raison des contraintes du contexte de post-confinement et de la période d'élaboration de cette étude qui a coïncidé avec les vacances estivales. Ce contexte particulier n'a pas permis non plus de réaliser plus de déplacements en région, comme il était initialement prévu, et ce en raison de la recrudescence des contaminations sur tout le territoire suite à l'ouverture des frontières du pays fin juin 2020. Ainsi, par mesure de sécurité, le consultant a favorisé les outils de collecte de données en ligne et à distance.

³⁵ https://news.un.org/fr/story/2020/05/1068782

A. ENGAGEMENT DES JEUNES TUNISIENS DANS LA VIE PUBLIQUE

1. CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE ET CRISE SANITAIRE

La pandémie de la COVID-19 est survenue dans un contexte marqué par une crise de confiance relativement profonde entre les citoyens d'un côté et les institutions publiques et les décideurs de l'autre. En effet, selon les chiffres de l'«enquête auprès des tunisien.ne.s sur leur perception de la justice transitionnelle» menée par le consortium Al Bawsala, FTDES et Avocats Sans Frontières sur plus de 1000 Tunisien. ne.s en 2019, la situation du pays est en régression telle qu'elle est perçue par les tunisiens. L'enquête cite par ordre croissant les domaines de préoccupation et d'insatisfaction citoyenne suivants : la situation économique³⁶, les services de l'administration³⁷, l'équité sociale³⁸, la situation sécuritaire, les droits humains en général et la justice. La même étude stipule que les institutions inspirant le moins confiance pour les tunisiens sont : les partis politiques, les députés et les membres du gouvernement. Les tunisiens estiment dans cette enquête que les réformes actuellement en cours influencent peu la situation générale en Tunisie³⁹ et que les réformes les plus urgentes devraient porter sur les secteurs de l'emploi, de la santé et du développement régional, dans cet ordre de priorité. Cette enquête a également révélé que le taux de tunisiens qui pensent que la corruption est « très forte » aujourd'hui a augmenté de 49,6% par rapport à l'avant révolution; soit 82,9% des personnes interrogées au total.

Au-delà de la corruption perceptible qui semble toucher tous les secteurs de la société, notamment l'administration publique et les instances politiques, et qui contribue à approfondir cette crise de confiance, la défaillance flagrante de certains secteurs et services publics et la persistance de la crise économique ont renforcé la défiance des citoyens ces dernières années. Pour les besoins de cette étude, nous retenons la crise socio-économique ainsi que les défaillances des secteurs publics de l'éducation et de la santé comme les facteurs principaux expliquant la crise de confiance citoyenne et le creusement des inégalités sociales en Tunisie, ce qui, comme nous le verrons plus loin dans le rapport, impacte les jeunes directement.

Une crise économique et sociale qui impacte les jeunes en particulier

Les faibles rendements de la période postrévolutionnaire en termes d'amélioration de la situation sociale et économique des tunisiens constituent un fort motif d'insatisfaction, voire de désespoir, notamment chez les jeunes. Si la période postrévolutionnaire a fait naître un élan d'enthousiasme, nourri notamment par le renouveau de classe politique et les promesses électorales, les jeunes se montrent aujourd'hui dans leur majorité découragés et frustrés par la désillusion causée par l'aggravation de la crise socio-économique du pays après la révolution.

En effet, la jeunesse tunisienne demeure majoritairement inactive face à un marché du travail inégalement accessible. Selon une enquête nationale de l'INS datant de 2016, le nombre de chômeurs chez les diplômés de l'enseignement supérieur est estimé à **31%** au premier trimestre de 2016 (**39.8%** pour les femmes contre **20.3 %** pour les hommes).

Par ailleurs, une étude plus récente de la Fondation Friedrich Ebert relative à la jeunesse dans la région MENA⁴⁰ souligne le fort potentiel à l'immigration massive chez les jeunes interrogés qui, « *s'ils ne peuvent vivre en harmonie avec leurs idées et ambitions, ils sont disposés à quitter le pays* ». Le manque d'opportunités professionnelles, le chômage, la marginalisation et l'exclusion sociale laissent chez les jeunes un sentiment de rejet et de manque d'épanouissement. Par conséquence, un bon nombre d'entre eux sont toujours tentés par le départ en vue d'améliorer leurs conditions économiques : « *Les jeunes voient donc en la migration une réelle perspective d'avenir et l'ouverture de nouveaux horizons* »⁴¹.

La situation économique ne s'est guère améliorée avec le temps. Selon les données de la Banque Mondiale, la croissance n'a été que de 1,1%⁴² en 2019 contre 2,5% en 2018. La crise de la COVID-19 n'a fait qu'empirer la situation à travers une diminution de 21,6% du produit intérieur brut au cours du deuxième trimestre 2020 par rapport au même trimestre de l'année 2019, selon l'INS⁴³. D'après la quatrième édition de l'Observatoire de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) intitulée « La COVID-19 et le monde du travail »44 , plus d'un jeune sur 6 a perdu son travail et le reste a vu son temps de travail diminuer de 23%, et ce depuis le début de la pandémie : « La pandémie inflige un triple choc aux jeunes: non seulement elle ruine leurs perspectives d'emploi, mais elle perturbe aussi leurs études et leurs formations et constitue une entrave pour ceux qui veulent accéder au marché du travail ou cherchent à changer d'emploi »45.

^{36 84.8%} l'estimant « reculée »

^{37 74%} estiment les services de l'administration tunisienne « reculés »

^{38 64,4%} des interrogés l'estiment « reculée »

^{39 48%} des interrogés

⁴⁰ Julius Dihstelhoff « Faire face à la frustration : Une auto-évaluation de la jeunesse tunisienne » Etude de la Friedrich Ebert Stiftung relative à la Jeunesse dans la région MENA. Analyse de pays : Tunisie. Février 2018.

^{41 «} Défis de la jeunesse tunisienne », 2015, UNFPA.

⁴² Premier semestre de l'année 2019.

⁴³ http://www.ins.tn/fr/publication/la-croissance-%C3%A9conomique-au-deuxi%C3%A8me-trimestre-2020

^{44 «} Observatoire de l'OIT: la Covid-19 et le monde du travail », 4ième édition, OIT,2020.

⁴⁵ Centre d'information des nations unies Tunis : https://unictunis.org. tn/2020/05/27/covid-19-plus-dun-jeune-sur-six-se-retrouve-sans-emploien-raison-de-la-crise-oit/

Figure 2 Indicateurs macroéconomiques Pré et Post COVID-19, variation en % (à prix constant sauf pour les impôts en dinar courant)⁴⁷

	Scénario de référence	Scénario de crise Covid-19
Produit Intérieur Brut	2.7	-4.4
Taux d'inflation (IPC)	6.7	7.0
Taux de chômage	15.0	21.6
Formation Brute de Capital Fixe	2.9	-4.9
Consommation des ménages	1.9	-8.0
Exportations	5.8	-8.0
Importations	3.8	-9.6
Impôts directs	11.3	1.5
Impôts sur le revenu des particuliers	9.5	1.4
Impôts sur les sociétés	4.6	-6.0

Une étude récente⁴⁶ du PNUD portant sur l'impact économique de la crise de la COVID-19 en Tunisie rapporte que le taux de pauvreté monétaire atteindrait 19,2% de la population, contre 15,2 en début 2020; celui de la pauvreté monétaire extrême est passé de 2,8% à 3,9%. Une récession économique de -4,4% est également envisagée pour 2020 ce qui accentuerait la pauvreté multidimensionnelle de 13,2% à 15,6%. Ci-dessus (figure 2) figure un tableau d'indicateurs macroéconomiques avant la crise et de leurs valeurs prévues après la crise de la COVID-19, selon les estimations de la même étude.

Un secteur éducatif en déliquescence

Le secteur éducatif tunisien est marqué par la baisse de la qualité de l'enseignement procuré, par les mauvaises infrastructures et conditions d'enseignement et par un fort taux de déscolarisation⁴⁸ qui ne peut que refléter les difficultés rencontrées par les jeunes élèves et étudiants dans leurs parcours éducatif et académique. En effet, selon une analyse⁴⁹ comparée parue en 2016 dans la

46 PNUD « Impact économique du COVID-19 en Tunisie ; analyse en termes de vulnérabilité des ménages et des micro et très petites entreprises », 2020.

revue « L'éducation en débats » et qui se penche sur le phénomène de décrochage scolaire dans le système éducatif tunisien, la tranche d'âge regroupant les élèves qui quittent le plus les bans de l'école est celle des 13-17 ans. Les facteurs mis en cause sont divers et peuvent se résumer au manque d'épanouissement du jeune scolarisé causé par ses mauvaises conditions de scolarisation⁵⁰ et conditions socio-économiques, ce qui empêche les élèves, en particulier ceux issus de familles défavorisées, de réussir leur scolarité.

Selon l'enquête PISA⁵¹ de 2015 réalisée par l'OCDE et portant sur la performance des élèves, la Tunisie est classée à la 68ième place sur les 72 pays participants avec comme indice d'évolution moyenne sur 3 ans de 0 en sciences, -21 en compréhension de l'écriture et 4 en mathématiques. La dégradation du niveau général des élèves scolarisés dans les institutions publiques est concomitante avec la montée en force du secteur privé avec un nombre d'élèves qui y sont inscrits en croissance continue depuis 30 ans⁵². Ce phénomène creuse davantage les inégalités entre classes sociales,

⁴⁷ Idem

⁴⁸ Bien qu'ayant marqué une légère diminution ces dernières années pour passer de passant de 103.576 élèves pour l'année scolaire 2016-2017 à 101.863 élèves au cours de l'année scolaire 2017-2018, (http://www.webdo.tn/2019/11/30/tunisie-taux-dabandon-scolaire-en-baisse/); le seuil des 100 000 a été dépassé depuis l'année 2012.

⁴⁹ Boughzou K. « L'abandon scolaire en Tunisie : état des lieux, caractéristiques et perspectives ». Université de Tunis – FTDES. L'Éducation en débats: analyse comparée (2016) 7: 47-58 ISSN 1660-7147.

⁵⁰ Échec scolaire, qualité de l'enseignement se rapportant à l'enseignant ou à la pédagogie adoptée et agressions physique ou verbale subie de la part du corps enseignant.

⁵¹ Le Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves, ou PISA mis en œuvre par l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui permet l'évaluation des élèves âgés de 15 ans qui a lieu tous les trois ans dans le monde. L'analyse se concentre sur trois matières principales des programmes scolaires : (1) les sciences, (2) la compréhension de l'écrit et (3) les mathématiques

⁵² Selon un article d'Inkyfada: En 2018, plus de 2 millions d'élèves sont inscrits dans le secteur public, contre environ 150.000 dans le privé (primaire et secondaire confondus). Depuis 30 ans, on voit une augmentation presque constante du nombre d'élèves inscrits dans les établissements privés.(https://inkyfada.com/fr/2018/11/02/tunisie-chiffres-education/)

mais également les inégalités régionales avec une majorité d'établissements privés qui sont localisés entre la capitale et la ville de Sfax, les régions intérieures étant les plus désavantagées sur tous les plans (transports, disponibilité des enseignants, etc.). Dans son analyse, Khaled Boughzou constate que « Finalement, l'école – longuement considérée comme étant un ascenseur social – s'avère aujourd'hui incapable de briser les inégalités sociales ».

À l'aube du confinement, des milliers d'élèves et d'étudiants se sont retrouvés hors des bancs de l'école et des universités. Devant l'incertitude autour de la durée du confinement et du sort de l'année scolaire, l'éducation nationale s'est tournée vers les cours en ligne, les sites éducatifs et les programmes de cours télévisés⁵³. Ces mesures concordent très peu avec le taux de précarité (absence de matériel technologique et audiovisuel à disposition des élèves) et le manque d'accès à internet qui concerne la majorité des jeunes, ce qui contribue à creuser davantage les inégalités entre les jeunes défavorisés et leurs camarades plus aisés ou inscrits dans le secteur éducatif privé.

Un système public sanitaire défaillant

La défaillance du système de santé tunisien s'est accélérée ces dernières années. Plusieurs faits divers ont déferlé la chronique et ont mis en relief la décadence de ce secteur. En Mars 2019, 12 nouveaux nés au service de néonatalogie à l'hôpital Wassila Bourguiba à Tunis meurent suite à une infection nosocomiale. Les cadavres des enfants remis à leurs parents dans des boites en carton ont suscité une colère générale qui s'est exprimée autant sur la toile que dans la rue. Le groupe Facebook et le hashtag « #BalanceTonHopital » ont été créés pour que le corps médical et les citoyens puissent dénoncer l'état déplorable des hôpitaux et les dépassements qu'ils y observent, en publiant photos et témoignages.

La réforme du secteur de la santé représente un véritable défi pour l'État. Étudiant la distance d'accès aux soins et la densité des médecins spécialistes du secteur public sur tout le territoire en 2011 et en 2015, une étude publiée en 2019⁵⁴ dans la revue « Tunisie Médicale » dresse l'ampleur des disparités d'accès aux soins dans le pays. L'inégalité d'accès à un établissement de soin ou à un médecin spécialiste est le fruit de nombreuses années de politiques publiques basées sur la centralisation des ressources et du pouvoir et sur la marginalisation des régions du Nord-Ouest, du Centre et du Sud au profit de celles du littoral, accentuant ainsi les disparités entre régions et entre les différentes catégories de la population. Le rapport de l'Association Tunisienne de Droit de la Santé (ATDS) « *Droit à la santé en Tunisie* »

Ce sont ces réalités qui sont devenues encore plus alarmantes à l'aube de la pandémie de la COVID-19. A la date du 30 mars 2020, le ministre de la santé ne comptabilisait que 1000 lits de réanimation sur tout le territoire, secteurs public et privé confondus, dont une partie seulement peuvent être dédiés aux malades du Coronavirus. Quant au nombre de respirateurs, il est estimé à 700⁵⁶ pièces. Enfin, aucun dispositif de circulation extracorporelle n'était disponible à cette date.

2. LE CADRE LÉGAL ET INSTITUTIONNEL RELATIF À LA PARTICIPATION DES JEUNES À LA VIE PUBLIQUE

Après des années de politiques de marginalisation et de centralisation, les responsables et décideurs commencent progressivement à prendre conscience du potentiel transformateur de la jeunesse. Face à une réalité où les jeunes sont exclus de l'espace public et politique, une reconsidération de leur rôle et de leur représentativité s'est avérée nécessaire. Afin de répondre à la situation d'exclusion des jeunes, les gouvernements qui se sont succédé depuis 2011 ont veillé à mettre en place un cadre légal et institutionnel de nature à renforcer l'engagement des jeunes et leur implication dans la sphère publique.

En effet, la nouvelle constitution tunisienne de Janvier 2014 consacre la participation des jeunes dans plusieurs articles, notamment **l'article 8** où la jeunesse y est décrite comme « force active dans la construction de la Nation » et où « L'État assure les conditions propices au développement des capacités de la jeunesse et à la mise en œuvre de ses potentialités. Il encourage les jeunes à assurer leurs responsabilités et à élargir leur

de 2016, détaillé dans l'étude précitée, dénombre six obstacles majeurs à l'amélioration de ce secteur : les inégalités dans les déterminants sociaux de la santé; Les inégalités et l'incohérence de l'offre de soins; Le problème de l'accès aux médicaments essentiels; Le problème de la qualité des soins ; Les difficultés financières pour l'accès aux soins et la corruption multiforme du secteur de la santé. Ces constatations sont confirmées par une étude de la fondation FES qui fait état des effets de la mauvaise gouvernance du système public sur les inégalités sociales face au risque de la maladie⁵⁵. Elle met également la lumière sur les problèmes liés au financement et à la gestion des ressources financières, qui selon l'étude « mènent à la destruction du service public ».

⁵³ Programmes éducatifs prévus sur « Al Watania 2 ».

⁵⁴ « Santé Tunisie En Chiffres 2017 ». Ministère de la Santé- Direction des Études et de la Planification – S/Direction des statistiques. Mars 2019.

⁵⁵ Saïd Ben Sedrine, Mongi Amami : « La gouvernance du système de santé publique aggrave l'inégalité sociale face au risque de la maladie en Tunisie ». Fondation Friedrich Ebert Stiftung, Tunis. juin 2016.

⁵⁶ http://kapitalis.com/tunisie/2020/03/16/face-au-coronavirus-les-vraies-capacites-de-services-de-reanimation-en-tunisie/

contribution au développement social, économique, culturel et politique ».

Ces principes constitutionnels se sont traduits dans le nouveau Code des Collectivités Locales (CCL)⁵⁷ adopté en 2017. Ce texte prévoit un ensemble d'instruments en faveur de la participation citoyenne, basés sur la transparence et la redevabilité des institutions publiques et sur la participation effective des citoyens dans les affaires locales. Cela devrait permettre, à terme, une meilleure inclusion des jeunes à l'échelle locale.

Sur le plan institutionnel, l'État a pris en compte la participation des jeunes dans sa programmation pluriannuelle. Le Plan de Développement Quinquennal 2016-2020⁵⁸ (PDQ) accorde en effet une attention particulière à la jeunesse, la considérant comme une 'valeur propice à la prospérité'. Dans ce sens, l'État s'engage à 'Inscrire toutes les forces vives, notamment les jeunes et les femmes, dans le processus de développement'.

Cependant, bien que des efforts soient engagés dans le sens de l'encouragement à la participation des jeunes, ils sont rarement traduits sous forme d'actions concrètes.

Ce constat renvoie aux faibles ressources disponibles pour informer, promouvoir et faciliter l'engagement et le bénévolat chez les jeunes, au-delà des cercles des jeunes initiés. En effet, aucune structure publique et aucune plateforme en ligne ne centralise les informations, les demandes et les offres de bénévolat sur le territoire national, hormis la plateforme Jamaity qui publie ponctuellement les appels au bénévolat lancés par les associations qui utilisent la plateforme. L'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI) a lancé depuis 2010 le programme du service civil volontaire⁵⁹ qui permet aux jeunes d'intégrer les associations en tant que bénévoles moyennant une indemnité financière de 200 dinars. Mais ce programme s'inscrit dans le cadre des politiques actives de l'emploi et ne vise pas à promouvoir le bénévolat en tant que tel.

3. UNE JEUNESSE DISTANTE DE LA SPHÈRE PUBLIQUE TRADITIONNELLE

L'une des composantes de la citoyenneté active est la participation à la vie publique que ce soit via l'engagement dans un parti politique, une association ou un syndicat, la participation aux consultations

57 http://www.collectiviteslocales.gov.tn/fr/code-des-collectivites-locales/

nationales et aux débats publics ou en candidatant à une position de représentation. Mais l'un des piliers de cette citoyenneté est aussi la participation au vote lors des échéances électorales pour exprimer sa voix.

La distanciation des jeunes vis-à-vis de la politique s'est fait ressentir dès les premières élections postrévolutionnaires d'octobre 2011 et s'est traduite par leur faible participation à l'élection de l'Assemblée Constituante, et ce malgré le fait que le gouvernement de transition avait alors ouvert la voie à des élections libres et accessibles à tous les partis politiques. En effet, seulement 17% des jeunes, âgés de 18-25 ans, se sont inscrits aux premières élections présidentielles et seulement la moitié des jeunes de moins de 30 ans sont passés aux urnes⁶⁰. Lors des élections présidentielles de 2019, les jeunes âgés de 18 à 25 ans représentaient seulement 14% des électeurs⁶¹. Plusieurs études viennent confirmer ces constats, notamment celle publiée en 2018 par la fondation FES relative à la jeunesse dans la région MENA⁶²: sur un total de 998 jeunes tunisiens âgés de 16 à 30 ans interrogés dans le cadre de cette étude, 67% des répondants déclarent ne pas être intéressés à la politique, 23% s'y intéressent peu, 61% ne votent pas aux élections et seulement un quart des jeunes affirment voter. Ainsi, et selon la même étude, «la tendance générale que l'on a observée dans l'enquête menée au cours de l'été 2016 et début 2017 parmi les jeunes tunisiens est que les évènements de 2010/2011 sont perçus comme une révolution « volée», dont les effets se perpétuent mais sont généralement négatifs»63.

Une autre étude menée par la CILG VNG en 2018 et intitulée « Suivi et évaluation de la participation et de la prise de décision des jeunes dans la vie publique à l'échelle régionale et locale » fait le constat d' « un faible intérêt des jeunes pour la politique et pour la participation à des structures partisanes ». Selon cette étude, 61,2% des jeunes affirment n'avoir aucune appartenance politique et seuls 10% sont soit de simples adhérents (6,3%), soit des militants actifs (4,1%) dans un parti politique. Aussi selon cette étude, le taux d'implication en politique augmente avec l'âge et diffère significativement selon les régions. Ainsi, le centre du pays d'où est née la révolution tunisienne présente les taux d'implication politique des jeunes les plus faibles du pays.

Une enquête menée par l'Observatoire National de la Jeunesse et la Banque Mondiale⁶⁴ explique que « *les faibles niveaux de participation politique des*

⁵⁸ https://www.leaders.com.tn/uploads/FCK_files/Presentation_Note_ Orientation_%20FR_VF.pdf

⁵⁹ Le programme du Service Civil Volontaire vise à permettre aux diplômés de l'enseignement supérieur primo-demandeurs d'emploi, d'accomplir à titre volontaire, des stages dans des travaux d'intérêt général en vue d'acquérir des capacités pratiques et des attitudes professionnelles, et à les faire bénéficier d'un accompagnement personnalisé facilitant leur insertion dans la vie active dans un emploi salarié ou dans un travail indépendant.

⁶⁰ Rapport UNFPA: « Défis de la jeunesse tunisienne »

⁶¹ Selon les statistiques de l'Instance Supérieure Indépendante des Élections (ISIE).

⁶² Julius Dihstelhoff « Faire face à la frustration : Une auto-évaluation de la jeunesse tunisienne » Etude de la Friedrich Ebert Stiftung relative à la Jeunesse dans la région MENA. Analyse de pays : Tunisie. Février 2018.

⁶³ Idem

⁶⁴ « Surmonter les obstacles à l'inclusion des jeunes ». Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, Groupe Banque Mondiale. 2014.

jeunes reflètent le peu de place qu'ils perçoivent pour eux-mêmes au sein des partis établis ». De fait, il semble que la participation des jeunes à la scène politique soit directement impactée par leur faible taux de représentativité dans les instances politiques et partisanes. En effet, les jeunes furent sous représentés à l'ARP de 2014-2019, avec seulement 9 députés âgés de 35 ans et moins et ils le sont toujours à l'ARP nouvellement élue⁶⁵ avec seulement 5 députés de la même tranche d'âge sur un total de 217 membres du Parlement.

Le désengagement des jeunes de la vie politique s'explique aussi par la fracture qui les sépare des responsables politiques. Une fracture nourrie par le manque de sensibilité des politiques à l'égard des besoins et attentes de la jeunesse, par la faiblesse des stratégies de communication, de mobilisation et d'encadrement des jeunes par les partis politiques et par la déception et la désillusion grandissantes des jeunes face aux nombreuses promesses non tenues de la classe politique. Le niveau de déception des jeunes est tel qu'ils vont même à déclarer que «la révolution qui avait été initiée par les jeunes a été vite récupérée par les 'anciens' politiciens, ou ceux solidement établis», selon une enquête menée par la Banque Mondiale⁶⁶.

Ces constats sont confirmés par une étude de l'association « Mourakiboun » réalisée en 2018 en collaboration avec le bureau d'études "One to One for Research and Polling" et la Fondation Heinrich Böll⁶⁷. Les résultats de cette étude⁶⁸ sur la participation des jeunes et des femmes à la vie publique et aux affaires locales démontrent que 47% des jeunes ne sont pas concernés par la vie politique et par les affaires locales. Les niveaux très bas de satisfaction des répondant(e)s au sujet de la situation politique du pays figurent parmi les principales raisons de ce désengagement : « Les raisons de cette abstention sont divisées entre le manque d'intérêt et le manque de conviction ainsi que l'absence d'espoir en un changement positif », stipule la même étude.

Cependant, ce désengagement des jeunes de la scène politique ne devrait pas être compris comme un désintérêt total de leur part vis-à-vis de l'expression et de l'action publique, bien au contraire. En effet, selon l'évaluation rétrospective menée par CILG-VNG⁶⁹ dans

- 65 Al Bawsala (https://majles.marsad.tn)
- **66** Rapport « Surmonter les obstacles à l'inclusion des jeunes » préparé par la Banque Mondiale en partenariat avec l'Observatoire National Tunisien des Jeunes, 2014
- **67** https://tn.boell.org/fr/2018/12/19/resultats-de-letude-sur-la-participation-des-femmes-et-des-jeunes-dans-la-vie-publique-et
- **68** L'échantillon a couvert plus de 2000 citoyens et citoyennes répartis entre les tunisiennes de plus de 18 ans et les tunisiens et tunisiennes âgé(e)s entre 18 et 35 ans, durant la période allant du 26 novembre au 09 décembre 2018.
- **69** CILG-VNG internationale « Suivi et évaluation de la participation et de la prise de décision des jeunes dans la vie publique à l'échelle régionale et locale. État des lieux de la littérature et recommandations », Programme d'Appui à la Gouvernance Urbaine Démocratique et au Développement Économiques Local II, Tunis 2018.

le cadre du projet PAGUDEL II, parmi les 49% des jeunes enquêtés qui se sont dit désintéressés de la politique :

- 15% ont pris part à un sit-in;
- 14,8% ont participé à une manifestation de rue;
- 14,6% ont participé à un sit-in protestataire;
- 6% ont signé une pétition;
- 5,5% ont participé à une grève et 0,6% ont participé à une grève de la faim.

4. ÉVOLUTION DES FORMES D'ENGAGEMENT DES JEUNES DANS LA SPHÈRE PUBLIQUE ET ASSOCIATIVE

Bien que le nombre de jeunes à s'engager dans la sphère associative depuis la révolution s'est accru avec l'augmentation du nombre d'OSC et semble important en comparaison avec d'autres formes d'engagement (engagement politique ou syndical), il demeure assez faible surtout dans un contexte de transition démocratique. Selon l'enquête nationale sur les attentes des jeunes à l'égard du processus constitutionnel et de la transition démocratique en Tunisie réalisée par le PNUD en juin 2013, 58% des répondants n'avaient aucune activité associative, 26% étaient tout au plus sympathisants d'une association, 10% de simples adhérents ou des membres actifs ponctuels et seuls 6% des jeunes interrogés étaient des membres actifs ou des responsables associatifs.

Toutefois, la même enquête révèle que « malgré les faibles taux de participation à des associations, 9 sur 10 jeunes tunisiens accordent de l'importance au bénévolat bénéficiant à leurs communautés ». Ainsi, si les jeunes semblent réticents vis-à-vis des associations traditionnelles, cela ne les empêche pas de s'engager sous d'autres formes.

Ce constat est confirmé par une étude menée par le PNUD⁷⁰ où les auteurs admettent qu'à l'exception de quelques associations créées par ou pour les jeunes, il existe un désintérêt des jeunes pour l'adhésion aux formes d'organisation traditionnelles. Les auteurs expliquent que malgré ce désintérêt chez les jeunes, on remarque que beaucoup d'entre eux continuent à s'engager de manière spontanée – et pas forcément organisée - dans divers domaines (bénévolat dans les camps de réfugiés, actions de propreté, etc.). Partant de ces deux constats, les auteurs pensent que « si les mouvements de jeunes restent peu institutionnalisés, cette effervescence et ces actes de bonne volonté témoignent d'une certaine aspiration à l'engagement, qu'il conviendra de satisfaire au travers de nouvelles formes d'association qui leur correspondent davantage».

^{70 «} La société civile tunisienne au cœur d'une transformation sociopolitique », PNUD, 2014

Ces nouvelles formes d'engagement des jeunes s'inscrivent dans une tendance mondiale qui, selon la chercheuse en sciences politiques Cécile Péchu, est marquée par l'émergence de nouvelles formes de participation citoyenne exercées par une jeunesse désenchantée, basées sur un rejet du politique, prônant une «éthique de l'individualité» et «un affranchissement des communautés d'appartenance»⁷¹. Elle rajoute qu'«il s'agit là tel le cyber activisme, de formes d'engagement sur mesure et sans hiérarchie, privilégiant l'autonomie de l'individu. Ces nouvelles formes participatives ne mobilisent pas des ressources conventionnelles ou transmises, et en ce sens, remettent en question la démocratie représentative».

En outre, les jeunes démontrent une préférence pour les activités et modes d'expression culturels. A titre d'exemple, le chant et la musique représentent une forme d'expression privilégiée par de nombreux jeunes durant les manifestations de rue ou sportives. Les réseaux sociaux (Facebook principalement) sont également préférés comme canal d'expression, de dénonciation et d'influence. Ce constat est confirmé par CILG VGN⁷² selon qui « le taux de participation des jeunes à des formes d'engagements non conventionnels est supérieur à celui des engagements dits conventionnels». L'ONG, qui s'appuie sur les enquêtes du PNUD et de l'ONJ, évoque une forme d'«engagement infra politique » qui se manifeste sous différentes formes: les usages critiques d'internet et le recours à l'humour et à la dérision; le cyber activisme comme moyen alternatif de revendication utilisé par plus de 60% des jeunes; le rap et les graffitis comme des formes d'expressions contestataires de rue dans les milieux défavorisés; les rencontres sportives qui représentent souvent une occasion pour les jeunes pour faire face aux autorités policières ; ou encore le salafisme comme un mode de rejet du modèle politique dominant. Cette situation révèle le scepticisme des jeunes à l'égard de la participation dans ses formes classiques et traditionnelles, qu'ils ne perçoivent pas comme un moyen efficace d'infléchir les orientations, les choix et les décisions.

Ainsi, la jeunesse tunisienne tend désormais vers de nouvelles formes d'engagement informel et non organisé comme les manifestations de rue ou l'activisme sur internet et les réseaux sociaux. Cette tendance à préférer les mouvements non organisés et non partisans démontre le malaise des jeunes à l'égard des formes traditionnelles de participation d'une part, et leur manque de conviction dans la politique, le syndicalisme et le travail associatif comme moyens efficaces de peser sur les orientations, les choix et les décisions, politiques d'autre part⁷³. Ci-dessous figurent quelques exemples de ces nouvelles formes d'engagement des jeunes:

« Lost and Found » Tunisia

Ce groupe a été créé le 30 Décembre 2016 par deux jeunes frères pour construire une communauté d'entraide et permettre aux gens de retrouver leurs objets perdus. Le principe est simple : les membres publient le sujet problématique : pertes, vols, cas sociaux, etc. et la communauté apporte son aide sous différentes formes (informations, dons, mobilisation, etc.) ou bien commente d'un « Up » pour augmenter la visibilité de la publication.

Le groupe a connu un essor gigantesque et compte actuellement 955 500 membres. « Lost and found Tunisia » est entrain de muter vers une association et compte produire une application, un site et une émission télé pour continuer à servir ses causes.

Falgatna (On en a marre)

C'est un collectif féministe, intersectoriel, citoyen et indépendant lancé pour lutter contre le patriarcat et toutes formes de discrimination ou de violence le 5 décembre 2019. Le collectif base son activité sur la mise en œuvre d'actions et la publication de communiqués servant sa cause. Initié sur les réseaux sociaux, sa page regroupe plus de 4000 abonnés. Ce collectif s'est ensuite distingué par ses opérations « flash mob » féministes dans une reprise adaptée du chant et de la chorégraphie chilienne « Le violeur, c'est toi » tenus devant le siège du Gouvernement et qui ont rassemblé des dizaines de personnes.

⁷¹ Cécile Péchu, « Les générations militantes à droit au logement », Catherine Neveu (Dir.), Cultures et pratiques participatives : perspectives comparatives, Revue française de science politique, 1/2001 (Vol. 51), Paris, L'Harmattan, Collection Logiques Politiques, 2007, pp. 73-103.

⁷² CILG-VNG internationale « Suivi et évaluation de la participation et de la prise de décision des jeunes dans la vie publique à l'échelle régionale et locale. État des lieux de la littérature et recommandations », Programme d'Appui à la Gouvernance Urbaine Démocratique et au Développement Économiques Local II, Tunis 2018.

⁷³ Revue du CREDIF «la participation des jeunes dans la vie publique et politique», 2013

Mouvement #EnaZeda

EnaZeda ou le #MeToo Tunisien, lancé sur Twitter en Octobre 2019 en soutien à une jeune lycéenne victime de harcèlement sexuel sur le chemin du lycée par un député qu'elle a eu le courage de dénoncer. De nombreuses jeunes femmes tunisiennes se sont alors encouragées pour raconter leurs expérience de harcèlement à travers des Tweets et des publications nominatives ou anonymes. Le slogan #EnaZeda a pris de l'ampleur avec la création d'un groupe Facebook dédié et d'une page du même nom à la date du 15 Octobre 2019 dont le but est de rompre le silence des victimes, de les soutenir, de divulguer les harceleurs et de sensibiliser à l'harcèlement sexuel. Depuis, la mobilisation est passée des réseaux sociaux à la rue, notamment par l'organisation de manifestations devant l'ARP et de la campagne « El Met7arech ma Ychara3ch » (Le harceleur ne légifère pas).

Fech Nestanew (Qu'attendons-nous?)

C'est une campagne initiée en janvier 2018 essentiellement par des jeunes, dont des chômeurs, pour réclamer de la part du gouvernement la révision des prix des produits de consommation qui ont connu une hausse significative suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi des finances. Cette initiative a réussi à réunir des centaines de jeunes venant de toutes les classes sociales et de différentes régions du pays qui ont choisi la rue pour manifester leur révolte de manière pacifique.

T3alem 3oum (Apprends à nager!)

Ce mouvement est né suite à la mort d'un jeune supporter rentrant d'un match de football. Après que les policiers l'aient poursuivi en dehors du stade, l'un d'eux l'a poussé dans un lac alors qu'il ne savait pas nager. Aucun policier ne lui a porté secours. Cet événement a déclenché une grande vague d'indignation et la campagne #T3alem3oum pour dénoncer et condamner toutes formes de violences policières. La page a été créée le 5 avril 2018 et regroupe actuellement plus de 10 000 abonnés.

#7alat Wa3y (Etat de conscience)

Est une campagne lancée sur les réseaux sociaux par les jeunes tunisiens qui incite à une mobilisation citoyenne généralisée pour nettoyer, rénover et embellir l'espace public commun: rues, quartiers, écoles, jardins publics, etc. Cette campagne a débutée à la suite de l'élection présidentielle. Toutes les régions du pays ont été concernées aves des milliers de participants, surtout des jeunes.

#Balance ton hôpital

Le hashtag #BalanceTonHopital a été crée par de jeunes médecins suite au décès de douze nouveaunés dans un service de néonatalogie de la capitale.

Sous le hashtag de cette campagne Facebook, une page a été créée qui regroupe 56 589 abonnés et des témoignages dénonciateurs de la médiocrité des conditions d'hygiène des services, de l'administration, du matériel, etc. dans les hôpitaux tunisiens.

Manich Msema7 (Je ne pardonne pas)

Menich msema7 est un mouvement social contre l'amnistie des corrompus et pour la justice transitionnelle en général. Elle a été dirigée par des jeunes qui résistent au projet de loi de réconciliation administrative présenté par le gouvernement en 2015 pour décréter une amnistie générale au bénéfice d'anciens responsables du régime de Ben Ali et de l'administration tunisienne accusés de faits de corruption.

Figure 3

Répartition des protestations du mois de Juillet 2020 selon leur Typologie (en %)⁷⁸

Typologie	Pourcentage
Social	53%
Economique	27%
Infrastructurel	11%
Administratif	10%
Institutionnel Privé	1%
Politique	1%

Marqués par leur caractère informel, ces mouvements sont toujours spécifiques à une cause donnée et éclatent le plus souvent comme l'expression d'une désapprobation suite à un événement, une décision, une loi ou encore une situation problématique qui perdure.

Ces manifestations animent l'espace public depuis la révolution de 2011 et semblent depuis être le moyen d'expression privilégié des jeunes : lors du soulèvement de 2010-2011 pour demander le départ de Ben Ali, lors des sit-in de la Kasbah 1 et 2 pour demander une rupture avec l'ancien régime et l'élection d'une Assemblée Constituante, lors des nombreux sit-in pour revendiquer le droit au travail tels que les sit-in des jeunes chômeurs de Tataouine en septembre 2012⁷⁴ et du Kef en décembre 2012⁷⁵. Plus récemment, on peut citer les protestations contre le transport des ouvrières agricoles en 2019⁷⁶ ou le sit-in pour demander justice pour un jeune homme tué par des agents de sécurité⁷⁷ dans un bar restaurant de la capitale.

Sous leur forme la plus radicale, ces mouvements peuvent aller jusqu'au blocage des routes ou des voies ferrées, des administrations ou des usines. Ils ne s'articulent pas toujours autour d'une perspective politique et sociale mais plutôt dans une approche revendicative et dans un bras de fer avec le pouvoir.

Depuis la fin du confinement en Mai 2020, la Tunisie connaît un pic de mobilisations sociales spontanées et/ ou organisées : pour l'accès à l'eau dans les localités rurales, pour le versement des salaires des travailleurs du tourisme à Djerba ou dans la zone industrielle de Zaghouan, pour l'emploi dans le bassin minier de Gafsa, etc. Dans son rapport sur les mouvements sociaux, le FTDES a recensé au cours du mois de Juillet 2020 798 protestations, soit le triple du nombre enregistré au mois de Mars 2020, dont 319 actions de protestation uniquement dans le gouvernorat de Gafsa suivi de Kairouan puis de Tunis. Selon le même rapport, 84,8% de ces protestations étaient non organisées, la plupart étant en continuité avec les manifestations du mois de Juin. La plupart de ces mouvements concernent les revendications d'ordre socio-économique (figure 3).

⁷⁴ https://www.tunisienumerique.com/tunisie-les-jeunes-chomeurs-de-tataouine-entament-un-sit-in-ouvert-devant-le-siege-du-gouvernorat/141837

⁷⁵ https://www.babnet.net/kiwidetail-58136.asp

⁷⁶ https://www.lefigaro.fr/flash-actu/tunisie-manifestation-apres-la-mort-de-douze-ouvrieres-agricoles-20190429

⁷⁷ http://kapitalis.com/tunisie/2019/11/20/tunis-recueillement-a-la-memoire-dadam-boulifa-devant-le-madison/

⁷⁸ FTDES « Rapport du mois de Juillet 2020 des mouvements sociaux, suicides et violences ». Juillet 2020.

B. ENQUÊTE SUR LA MOBILISATION DES JEUNES DURANT LA CRISE ET SUR L'IMPACT DE CELLE-CI SUR LEUR QUOTIDIEN

I. INTRODUCTION À L'ENQUÊTE

Conséquences immédiates de la crise sanitaire en Tunisie

A la date du 22 mars 2020, le confinement généralisé a consigné plus 10 millions de tunisiens à leurs domiciles, avec seulement 15%79 qui ont pu poursuivre leurs activités. Au moins 12 50080 entreprises ont été atteintes de manière significative par la crise convertissant un bon nombre de tunisiens au chômage partiel. Les personnes âgées et porteuses de maladies chroniques, avisées d'éviter tout contact avec l'extérieur, se sont retrouvées devant le dilemme de subvenir à leurs besoins tout en risquant leurs vies. Selon un rapport récent du PNUD élaboré en partenariat avec le Ministère du Développement, le pays compte 274 500 nouveaux chômeurs⁸¹ suite à la crise sanitaire. D'après cette étude, « le taux de pauvreté monétaire passerait à 19,2% contre 15,2% actuellement, faisant basculer les revenus d'environ 475 000 individus en dessous du seuil de la pauvreté monétaire ». Quant au chômage qui s'élevait à 15% en début d'année, il atteindrait aujourd'hui les 21,6% de la population active. Le nombre de personnes et de familles nécessiteuses s'est accru, paralysant les capacités de l'Etat à faire parvenir les aides à tous. Parmi les raisons évoquées de cette difficulté figurent l'insuffisance des moyens à disposition des autorités et la non exhaustivité de la base de données à leur disposition. La situation des migrants, dont « on estime le nombre à guelque 20 000, dont 7 000 étudiants »82, s'est également détériorée et nombre d'entre eux se sont retrouvés à la rue ou dans la précarité ce qui a nécessité une grande mobilisation⁸³. Dans ce contexte de crise, des centaines d'appels à l'aide ont été lancé via les réseaux sociaux⁸⁴.

Par ailleurs, plus de 2 millions d'élèves et étudiants ont été contraints de quitter les bancs des écoles et de passer, pour certains, aux cours en ligne⁸⁵. Cette période a aussi été marquée par des difficultés en approvisionnement, en particulier en produits de première nécessité: semoule, farine, eau de javel, alcool, etc. et pour le matériel de protection tant pour les civils que pour les travailleurs de première ligne (gel hydroalcoolique, masque, tenue de protection, etc.). Plusieurs mesures ont été entreprises par l'État pour amortir les effets inévitables de cette crise en venant en aide aux citoyens, aux entreprises et autres structures mises en péril. Parmi ces mesures figure la distribution d'aides sociales à plus d'un million de familles⁸⁶ et le lancement de plateformes d'accès à l'enseignement à distance⁸⁷.

Enquête auprès d'un échantillon de jeunes tunisiens engagés durant la crise

La partie qui suit présente les principaux résultats et constats tirés de l'enquête réalisée au cours des mois de juillet, août et septembre 2020 à la suite du confinement généralisé qui a eu lieu en Tunisie. Toutes les figures et témoignages qui suivent en sont issus.

Sur la totalité des jeunes répondants, **92**% ont un niveau d'éducation supérieur et **87**% **étaient déjà engagés avant la crise de la COVID-19** (figure 4) et avaient déjà pris part à de nombreuses initiatives citoyennes, bénévoles et entrepreneuriales.

⁷⁹ Secteur vitaux : Santé, agroalimentaire, sécurité, électricité, eaux, banques.

⁸⁰ Nombre d'entreprises inscrites sur la plateforme électronique «Entreprise.finances.gov.tn» destinée à alléger les répercussions de l'épidémie du covid-19 : http://www.webdo.tn/2020/06/18/soutien-financier-de-letat-34-000-demandes-deposees-par-12-500-entreprises/

⁸¹ PNUD « Impact économique du COVID en Tunisie » 2020.

⁸² https://ccfd-terresolidaire.org/actualites/covid-19/covid-19-en-tunisie-des-6604

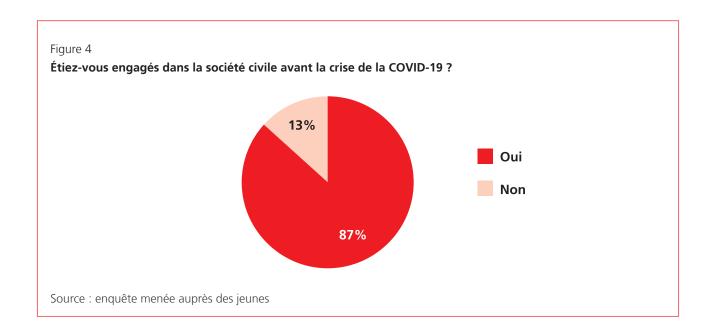
⁸³ https://www.terre-asile-tunisie.org/index.php/38-actualites/actualites/mdm/588-consequences-de-la-pandemie-pour-les-migrants-et-initiatives-solidaires

⁸⁴ https://www.facebook.com/watch/?v=237689997351743

⁸⁵ https://edupronet.com/tunisie-lecole-au-temps-du-covid-19/

⁸⁶ https://africanmanager.com/confinement-un-million-de-familles-ont-beneficie-des-aides-sociales-en-tunisie/

⁸⁷ https://www.webmanagercenter.com/2020/03/30/447037/ coronavirus-lancement-de-plateformes-dacces-gratuit-a-lenseignement-adistance-en-tunisie/



II. PRINCIPAUX CONSTATS ISSUS DE L'ENQUÊTE

Cette partie englobe les principaux constats tirés des résultats du questionnaire en ligne et des différents entretiens effectués avec les jeunes, qui ont été interrogés principalement sur la manière dont ils ont vécu la période de crise, leur engagement et motivation, leur perception et retour d'expérience du rôle joué par les autorités et les acteurs de la société civile ainsi que leurs besoins et attentes dans ce contexte. Ces résultats de l'enquête par questionnaire figurent en annexe de ce document (annexe 4).

1. Mobilisation et solidarité communautaires durant la crise de la COVID-19

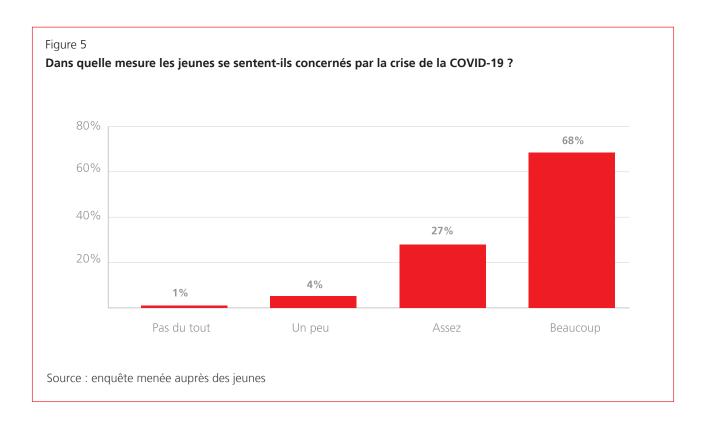
Ce passage décrit le déroulement de la mobilisation solidaire qui s'est installée lors de la crise de la Covid-19. Suite au déferlement de la première vague de contaminations, un sentiment d'effroi et d'appréhension s'est installé dans tout le pays, comme dans le reste du monde, révélant la nécessité de l'entraide citoyenne et donnant lieu en Tunisie à un vaste mouvement de solidarité sans lequel le pays aurait assisté à des conséquences beaucoup plus dévastatrices de la pandémie.

Cet élan de solidarité citoyenne⁸⁸ s'est étendu sur tout le territoire avec pour composante principale

Le fort engagement constaté chez les jeunes est confirmé par l'enquête menée, avec 95% des jeunes interrogés qui affirment qu'ils se sont sentis plutôt concernés par la crise (figure 5).

l'engagement remarqué des jeunes qui ont participé à toutes sortes d'initiatives pour apporter de l'aide à la société : campagnes de stérilisation et/ou de nettoyage, campagnes de sensibilisation, actions d'organisation (flux de patients, files d'attente, etc.), collecte et distribution de dons, confection et fabrication de masques/matériel de protection, contributions technologiques (applications, prototypage, etc.), aides et assistances diverses (orientation et conseils médicaux téléphoniques, soutien psychologique téléphonique, achat des courses, veille informationnelle, etc.).

⁸⁸ Dons en nature concrétisés du 06/07 au 09/09/2020 d'une valeur totale de 7 358 839 DT selon les données du ministère de la santé. Le montant total des dons cumulés s'élève à près de 2 000 milliards de dinars



Plusieurs initiatives ont en effet été recensées au plus fort de la crise traduisant une forte mobilisation et solidarité communautaires. S'appuyant sur son réseau de 180 observateurs locaux répartis sur tout le territoire, l'association Al Bawsala⁸⁹ a listé, de manière non exhaustive, pas moins de 205 initiatives locales menées dans le contexte de lutte contre le Coronavirus par des OSC locales ou directement par des jeunes. D'autres plateformes ont initié des initiatives d'information et de coordination des interventions sur le terrain comme « COVID Fighters »90 lancée par Jamaity, ou encore « initiative »91 lancée dans le cadre de «Jesr»92, un programme du Ministère chargé des Relations avec les instances constitutionnelles, la société civile et des droits de l'Homme visant à mobiliser les différents acteurs de la société civile autour des efforts nationaux de collecte et de distribution de dons.

L'association Terre d'Asile a également recensé 37 initiatives majeures destinées aux migrants dans une liste non exhaustive publiée sur son site⁹³. Ces actions étaient basées dans les régions de Tunis, Sousse, Sfax, Gabès, Zarzis, Médenine et Tataouine.

Favorisant une approche participative de gestion de crise, les structures gouvernementales (autorités locales, ministère des affaires sociales, police nationale,

89 https://baladia.marsad.tn/bp/coronavirus?fbclid=lwAR3Q-mjOMrtvVNxclNW-LLiRKKMz4LFoWDCFTSwv4MmMwc2DPvVSAuZ7CyU

commission des dons du ministère de la santé, etc.) ont en effet collaboré avec les organismes de la société civile. L'enquête menée auprès des jeunes confirme ces constats. Comme le montre le graphique ci-après, les actions menées par les jeunes interrogés dans le cadre de l'enquête étaient majoritairement coordonnées avec les acteurs de la société civile et avec les autorités locales. Seules 18% d'entre elles étaient isolées (Figure 6).

Les jeunes rencontrés à Sidi Hassine révèlent que plusieurs acteurs locaux de la société civile94 ont eu le réflexe d'allier leurs forces et de mutualiser leurs movens et effectifs pour pouvoir mener une multitudes d'actions coordonnées et complémentaires afin de traiter les différents aspects de la crise par une approche multidimensionnelle: sensibilisation, collecte et distribution de dons et de produits sanitaires, stérilisation de lieux publics, organisation de files d'attentes, centre d'appel en soutien au SAMU/cellule d'urgence, cellule de crise, etc. L'émergence spontanée de coalitions d'acteurs a été également observée dans la commune de Mourouj, à Ben Arous. Selon Maher Hadhri⁹⁵, conseiller municipal et rapporteur de la commission jeunesse de la municipalité de Mourouj, 12 associations et groupes locaux se sont fédérés lors de la crise pour apporter leur soutien aux autorités et populations locales, formant ainsi une coalition informelle.

⁹⁰ https://jamaity.tn/fr/covid-fighters

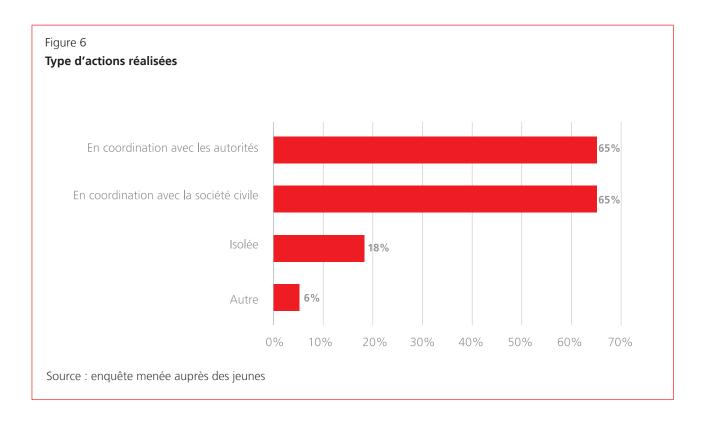
⁹¹ https://initiative.tn/

⁹² https://jesr.tn/

⁹³ https://www.terre-asile-tunisie.org/index.php/38-actualites/actualites-mdm/594-liste-des-initiatives-solidaires-a-destination-des-migrants

⁹⁴ Associations : croissant rouge, scouts tunisien, association «Nabdh», Coalition de jeunes de SidiHssine, association «I do», association «Roya», Conseil local de sécurité de Sidi Hassine, club sportif de Sidi Hassine, etc.

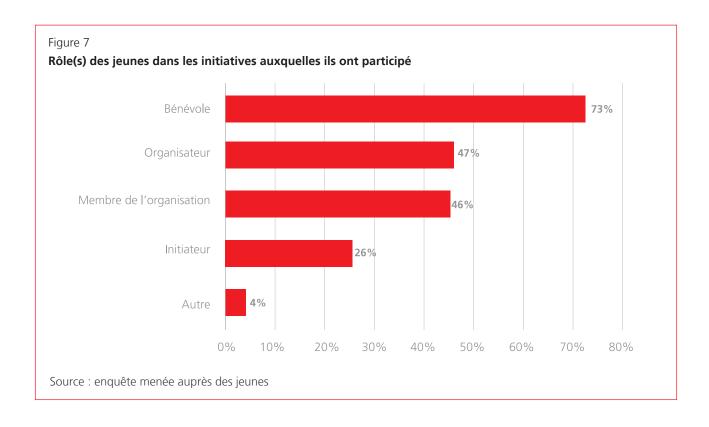
⁹⁵ Entretien avec Maher Hadhri, conseiller municipal à Mourouj.



2. Profil des jeunes enquêtés qui se sont mobilisés durant la crise de la COVID-19 : des jeunes majoritairement initiés à l'activisme

Moins exposés que leurs aînés aux formes graves de la maladie, les jeunes ont été au premier rang de la mobilisation durant cette crise. Les jeunes qui se sont mobilisés étaient pour leur majorité **déjà initiés à l'activisme et au bénévolat**. En effet, l'enquête montre que **78%** des répondants sont membres d'une association, d'un syndicat ou d'un parti politique et que **87%** étaient déjà engagés avant la crise. Toutefois, seulement **9%** des jeunes répondants sont engagés dans la société civile depuis plus de 10 ans. Leur engagement demeure donc **relativement récent et postrévolutionnaire.**

Interrogés sur leur mobilisation lors du confinement général, plus de la moitié des jeunes interrogés affirment avoir participé à 3 actions ou plus, et y avoir occupé plusieurs rôles comme illustré ci-après (figure 7). À ce sujet, il est important de souligner que plus de 1 jeune interrogé sur 4 (26%) a joué un rôle d'initiateur des actions entreprises et près de la moitié (47%) ont eu un rôle d'organisation.



Ce profil des jeunes enquêtés amène à penser que si la crise les a motivés et poussés à s'engager dans des actions d'entraide et de solidarité, elle n'a pas forcément révélé de nouvelles vocations et n'a pas converti un grand nombre de jeunes à l'engagement civil, dans la mesure où l'écrasante majorité des jeunes qui se sont mobilisés étaient des habitués de l'engagement, sous ses différentes formes. La crise aurait, dans ce sens, un rôle catalyseur pour des jeunes déjà initiés à participation citoyenne. En effet, les jeunes rencontrés dans le cadre de cette étude expliquent qu'il ne suffit pas d'avoir la volonté de s'engager pour y parvenir, mais qu'il est important d'avoir les connaissances, les connexions, les réseaux et parfois l'expérience nécessaires pour savoir qui aider, comment et avec qui le faire.

3. Des formes de mobilisation des jeunes enquêtés diversifiées et complémentaires

Les jeunes qui se sont engagés lors de la crise ont eu différentes formes de contributions qui ont été regroupées en 3 catégories, comme suit:

Mobilisation sur le terrain et sur les réseaux sociaux

Il s'agit de formes de mobilisations qui ont lieu simultanément sur les réseaux sociaux et sur le terrain, l'espace virtuel servant souvent de plateforme d'organisation et d'information des actions de terrain menées:

- Le partage d'information et la coordination des efforts: plusieurs groupes se sont créés sur les réseaux sociaux, notamment Facebook, afin de mieux faire circuler l'information dans chaque régions/localité/ quartier, faire parvenir les appels à l'aide, aux dons et à la mobilisation et surtout permettre d'apporter de l'aide de manière optimale;
- Les campagnes de sensibilisation digitales et sur le terrain: certaines se sont faites en amont du confinement, au début de la propagation de l'épidémie en Chine et en Europe. Ces campagnes ont tenté d'expliquer la maladie et ses risques ainsi que les mesures à prendre pour la prévenir en sensibilisant les citoyens par des pancartes, des flyers, des vidéos, etc.
- Les campagnes dans les espaces publics: aménagement des espaces par des pancartes indiquant les mesures sanitaires et les gestes barrières (port du masque, distanciation sociale, hygiène, etc.), organisation des files d'attentes, gestion des flux;
- La collecte, préparation et distribution des aides: aliments, produits d'hygiène, matériel de protection, matériel médical;
- Les campagnes de nettoyage et de désinfection dans les espaces publics, les structures et administrations étatiques, les institutions scolaires;
- Les achats de courses pour les seniors en confinement: les numéros des bénévoles se sont notamment relayés sur les réseaux sociaux;

- Le renfort aux centres de confinement et de guarantaine.
- La collecte de dons : en plus des grandes collectes menées à l'échelle nationale, plusieurs citoyens ont réalisé des collectes à petite échelle en puisant dans leurs réseaux personnels pour subvenir aux besoins des personnes nécessiteuses de leur connaissance; c'est le cas de plusieurs initiatives individuelles isolées;
- L'alimentation des bases de données des personnes dans le besoin⁹⁶;
- La veille: veiller au respect des mesures sanitaires et identifier les dépassements, rapporter les cas de contaminations non déclarés notamment par l'utilisation de certaines applications développées par des jeunes et mises à la disposition des citoyens et des autorités;
- La coordination et la facilitation de l'approvisionnement des épiceries et petits commerces de proximité en matières premières, par exemple en aidant les petits agriculteurs à obtenir des autorisations⁹⁷ de circulation.

Ci-dessous figurent des exemples phares de la mobilisation et de la contribution des jeunes durant la crise:

Confection et distribution de Masques de protection 98

« L'un des moments les plus mémorables était de voir le bonheur sur le visage des malades cardiaques et sous dialyse auxquels nous avons rendu visite dans les services où ils étaient hospitalisés pour leur donner des masques lavables accompagnés de fleurs »99.

Idée

C'est une initiative menée par l'association féminine « Nabdh El Hayet » de Sidi Bouzid composée de 5 membres dont 4 sont âgées de moins de 35 ans. Face à la propagation de la maladie et aux protestations du personnel de santé de l'hôpital local pour dénoncer le manque de matériel de protection, l'association a initié la confection de masques de protection conformes aux normes sanitaires internationales et leur distribution aux intervenants de première ligne.

Mise en œuvre et réalisations

Plus de 6000 masques lavables ont été confectionnés et distribués dans l'hôpital local, aux forces de sécurité (police et garde nationale), à la protection civile, aux agents de propreté, aux travailleuses agricoles, aux agents de la Douane, aux agents de transport terrestre, aux agents de la STEG, aux agents de la Poste, dans les boulangeries, les commerces, les mosquées, aux bénévoles sur le terrain et aux personnes à risques.

L'action de distribution de masques s'est étendue jusqu'au mois de juin et s'est élargie par la distribution de visières et par la collaboration avec d'autres associations locales, ainsi que par des actions de reconnaissance de l'engagement des travailleuses agricoles et du staff médical.

⁹⁶ Par des contacts de personnes qui ne sont pas inscrites dans les registres de l'État ; ou ayant perdu leur emploi pendant la crise..

⁹⁷ Entretien avec un jeune activiste et syndicaliste de Béja.

⁹⁸ https://youtu.be/H7EYW_GFHsA

⁹⁹ Nouha Akrouti membre de l'association « Nabdh Al Hayet »

Collecte et distribution de dons : initiative individuelle menée par une jeune activiste à Tunis

« Quand l'argent de la collecte ne suffisait plus, j'ai puisé dans mes propres ressources et celles de ma famille »¹⁰⁰.

Idée

L'idée est venue à la jeune tunisienne Ghofrane Binous suite aux nombreux appels lancés par les migrants subsahariens sur internet. Elle s'est rendue compte qu'ils n'allaient pas forcément comprendre les messages de sensibilisation qui sont souvent lancés en arabe. Elle a donc réalisé des vidéos en français destinées à cette tranche de la population. Suite à cela, beaucoup de subsahariens se sont adressés à elle pour lui demander de l'aide.

Mise en œuvre et réalisations

Elle a collecté des fonds à travers son réseau personnel pour confectionner des masques de protection conformes aux normes sanitaires. Près de 5000 masques ont été produits et distribués. Une centaine de couffins solidaires ont également été distribués, dont 90 furent destinés aux subsahariens en détresse dans le quartier de la Ouardia. La collecte de denrées alimentaires a permis d'apporter une aide continue à 20 familles subsahariennes dispersées entre les quartiers de « Bhar Lazreg » et « Hay Al Wahat » à Tunis (nourriture, produits d'hygiène et de protection, frais de loyers).

Kélibia City: implication de la diaspora tunisienne 101

« On ne pensait pas que ça allait marcher, on a été très agréablement surpris »102.

Idée

Après avoir constaté la faiblesse des moyens de l'hôpital local, un groupe d'amis composé de 4 jeunes déjà actifs dans leur communauté a décidé d'apporter leur aide. Pour ces jeunes, l'amicale de l'hôpital qui a lancé une campagne de collecte de dons pour l'achat de consommables ne bénéficiait pas de suffisamment de notoriété pour maximiser les fonds collectés : « les gens ne leurs faisaient pas beaucoup confiance ». Ils ont alors décidé de lancer une campagne de crowdfunding en visant les tunisiens originaires de Kélibia et installés à l'étranger.

Mise en œuvre et réalisations

Le crowdfunding a été lancé sur la plateforme « Cha9a9a.tn ». En parallèle, le site « Kelibia.city » a été consacré à l'information des donateurs sur l'utilisation de l'argent collecté, comme garantie de transparence de l'action. Au préalable, un groupe Facebook rassemblant les personnes originaires de Kélibia a été créé 4 jours avant le lancement de la collecte. Il a regroupé près de 10 000 membres qui ont pu être mobilisés avant le lancement de la campagne de collecte. La campagne a duré une semaine et a permis de collecter environ 47 000 dinars en totalité auprès de particuliers. Le montant minimal reçu fut de 3 dinars et le montant maximal de 4000 dinars.

Un agent du ministère de la santé a contacté l'équipe pour les aider dans leurs opérations d'approvisionnement dans la mesure où il chapote les acquisitions auprès de tous les fournisseurs et ce pour éviter les opérations frauduleuses et l'inflation des prix, ce qui a beaucoup aidé. En concertation avec ce dernier et avec les médecins de la région, une liste a été mise au point selon les besoins spécifiques de l'hôpital. Les dons ont été comptabilisés comme dons en nature pour le ministère de la santé et la livraison a directement été faite à l'hôpital de Kélibia. Un rapport détaillé a été publié sur le site à la disposition du public. Deux associations sont entrées en contact avec le groupe de jeunes, dont JCI Kelibia qui a aidé à réaliser le site, ainsi que la municipalité de Kelibia qui a également été d'une grande aide en matière de communication envers le grand public. Les jeunes pensent donner suite à leur initiative parce qu'il y a plusieurs problèmes qui pourraient être résolus de cette manière d'où l'idée du site et du nom assez général pour pouvoir l'inscrire dans une initiative plus large et durable.

¹⁰⁰ Ghofrane Binous : Jeune activiste, Tunis.

¹⁰¹ https://kelibia.city/

¹⁰² Shady Ben Slimene: Un des porteurs de l'initiative, Kélibia.

Dons et assistance aux confinés par « Lost and Found Tunisia » 103

« Ce qui est à retenir c'est la bonne volonté des gens à aider en Tunisie. Il y'en a énormément. Ils aident les yeux fermés et le font régulièrement »¹⁰⁴.

Idée

Le groupe Facebook « Lost and Found Tunisia » a lancé une initiative d'assistance aux personnes vulnérables ou en quarantaine qui ne doivent pas bouger de leurs domiciles. Une campagne de collecte et de distribution de dons en nature a aussi été réalisée.

Mise en œuvre et réalisations

L'équipe « Lost and Found Tunisia » composée de 58 membres répartis sur 14 gouvernorats a réussi grâce à son réseau et à sa notoriété à distribuer 14 000 couffins solidaires d'une valeur de 55 dinars chacun. Des coopérations se sont montées avec d'autres associations, notamment « C'est à vous de changer Bizerte ». Les membres ont aussi mis leurs numéros à disposition des citoyens qui avaient besoin d'assistance. Le groupe Facebook a servi de plateforme pour que les bénévoles offrant leur assistance diffusent leurs numéros et qu'ils puissent être contactés par les citoyens de leurs régions, voire de leurs quartiers respectifs.

Ce genre d'initiatives représente une pratique courante pour ce groupe dont l'objectif de base est la mobilisation et la solidarité entre citoyens. « Lost and Found Tunisia » est en cours d'évolution vers une structure associative. Une émission télévisée consacrée au groupe et à ses actions est également au programme pour l'année qui vient.

Initiative « #Na7miwhom» 105

« L'association a organisé une réunion virtuelle pendant le confinement, avec un comité très élargi. Voyant que la crise été imminente, on s'est dit qu'il fallait réagir rapidement »¹⁰⁶.

Idée

L'idée est née du constat que, face au problème d'approvisionnement en matériel de protection individuelle, la solution était de centraliser et distribuer les aides et dons selon les besoins réels des hôpitaux.

Mise en œuvre et réalisations

L'initiative menée par l'association « Carthage Health association », en partenariat avec l'association « Beder » et le Conseil National de l'Ordre des Médecins, a duré 2 mois. Elle a été réalisée à travers la coopération d'un réseau hétérogène composé de plus de 175 bénévoles dont 151 rapporteurs travaillant dans les hôpitaux et âgés entre 25 et 35 ans. En majorité de formation médicale, ces jeunes se sont chargés de communiquer au niveau central un rapport journalier sur les besoins des hôpitaux en matériel et sur les accidents d'exposition à l'infection. L'équipe a réussi à identifier les hôpitaux prioritaires et à couvrir plus de 66 hôpitaux en matériel de protection à travers tout le territoire, d'une valeur de 87 000 DT.

Cette initiative a été marquée par une bonne collaboration avec les autorités locales (police, hôpitaux, etc.): « Avec les forces de l'ordre, ce fut une parfaite collaboration. Ils nous ont aidé en nous permettant de nous déplacer pendant le couvre-feu et en nous escortant parfois. Les hôpitaux se sont aussi montrés coopératifs notamment en nous donnant accès aux informations ». Néanmoins, la corruption a également été au rendezvous et s'est traduite par certains vols survenus après la distribution du matériel dans les hôpitaux. Grâce aux jeunes bénévoles, cette initiative a été réalisée sans aucun appui financier.

103 https://www.facebook.com/groups/LaFTNgrp

https://www.facebook.com/165077903564676/photos/devant-les-circonstances-actuelles-de-notre-h%C3%B4pital-%C3%A0-k%C3%A9libia-durant-cette-p%C3%A9rio/3640928759312889/

104 Mehdi Bouchair : Un des fondateur du groupe « Lost and Found Tunisia », Bizerte.

105 https://www.facebook.com/na7miwhom

106 Youssef Blaïech : Membre de la Carthage Health Association

Apport en savoir-faire

- Support technologique aux autorités locales: ce type de mobilisation a consisté à appuyer les autorités locales dans des opérations de saisie de données, de réalisation de sites internet et de plateformes digitales, de création d'applications mobiles en réponse à un besoin spécifique. Grâce à la mobilisation des jeunes, un grand nombre de plateformes et d'applications numériques ont été créés et mises à la disposition des autorités publiques comme solutions digitales pour la coordination, la gestion des flux de personnes ou de dons, la veille informationnelle, la transmission de l'information, etc.
- Apport en main d'œuvre pour la construction/ le réaménagement/ la rénovation/ la réparation d'équipements et/ou d'espaces hospitaliers: des jeunes se sont proposés pour aider les établissements hospitaliers à la construction de nouvelles chambres de garde et d'appareils de stérilisation¹⁰⁷, pour le réaménagement d'espaces dans les hôpitaux¹⁰⁸ et pour la réparation de matériel médical en panne.
- Bénévolat au bénéfice des centres d'appels d'urgencel de renseignements/ d'orientation/ de soutien psychologique: plusieurs jeunes médecins (et pharmaciens également) se sont présentés comme volontaires aux centres du SAMU et de l'ONMNE ou bien se sont mis à la disposition de leurs compatriotes pour apporter un soutien médical en cas de besoin. Certains ont également proposé de faire de l'écoute médicale en partageant leurs contacts personnels afin d'apporter des conseils médicaux ou leur soutien psychologique aux citoyens. Ce type de bénévolat a aidé à mieux gérer la saturation des services d'écoute, d'urgence et de prise en charge des patients.
- Support technique et technologique par la mise à disposition des jeunes de leur savoir-faire: certains jeunes ont contribué à la conception de prototypes et à la fabrication de matériel et de dispositifs médicaux comme les masques et les visières de protection. Ces jeunes se sont investis pour apporter des solutions technologiques aux problèmes rencontrés durant la crise sanitaire. Ainsi, plusieurs écoles d'ingénieurs ont relevé le défi et ont réussi à innover en créant de nouvelles solutions et de nouveaux produits qui ont été ensuite validés et homologués par les structures sanitaires utilisatrices. Certaines sociétés privées ont mis à disposition leurs imprimantes 3D pour créer des visières et d'autres leur personnel pour la confection de masques de protection.

¹⁰⁷ Entretien avec une jeune étudiante bénévole au croissant rouge de Sousse.

¹⁰⁸ Entretien avec une jeune bénévole de Siliana.

Sharek¹⁰⁹

« L'idée était de mettre à contribution notre savoir-faire pour aider les gens. Quand on a commencé, il y avait des jeunes bénévoles et des universitaires avec nous. Le mot est passé de bouche à oreille ce qui nous a permis ensuite d'avoir des financements »¹¹⁰.

Idée

« Sharek » est une initiative lancée par la startup « TrustiT » pour coordonner un réseau de réparateurs d'appareils électroniques réparti sur 15 Gouvernorats. L'idée est née de la constatation du besoin des étudiants et élèves en outils technologiques leur permettant de suivre les cours en ligne pendant le confinement. Il s'agissait donc de collecter auprès de particuliers et d'entreprises d'anciens appareils électroniques qui ont ensuite été recyclés et redistribués aux bénéficiaires.

Mise en œuvre et réalisations

Sharek a réussi à se forger un réseau de partenaires logistiques (20 partenaires associés) et médiatiques (15 passages médiatiques) ainsi que de donateurs (dons et promesses de dons) ce qui a permis de collecter 600 appareils électroniques et 200 000 dinars en fonds de gestion. L'initiative repose sur une plateforme web opérationnelle et a bénéficié de la mobilisation de réparateurs et de bénévoles dans toutes les régions.

Environ 80 étudiants ont déjà bénéficié d'appareils électroniques réparés grâce à l'initiative. Un projet est en cours de formalisation, en partenariat avec l'UNICEF, pour atteindre 650 bénéficiaires à la rentrée scolaire 2020-2021. 150 autres bénéficiaires seront couverts grâce à l'appui du Fonds Canadien d'Initiatives Locales.

« TrustiT a lancé l'initiative « Sharek » de manière bénévole mais il nous a rapidement fallu obtenir des financements pour couvrir les frais logistiques. Ces besoins en financement ont d'abord été couverts par la contribution de particuliers puis à travers l'appui de bailleurs de fonds »¹¹¹.

Production d'un prototype de machine d'oxygénothérapie nasale à haut débit¹¹²

« L'approche multisectorielle était très fructueuse, elle a permis d'associer médecins, techniciens et ingénieurs qui ont contribué, chacun avec son domaine de spécialité, à créer le prototype »¹¹³.

Idée

L'ENISo a porté, en collaboration avec l'hôpital Farhat Hached, l'initiative « Yes We Breathe », qui a consisté à lancer un challenge pour les étudiants afin de fabriquer une machine d'oxygénothérapie : « Au début, nous voulions voir ce qui se passait dans les hôpitaux pour pouvoir aider. Puis l'idée de créer localement un prototype de machine médicale s'est imposée face aux faibles moyens des hôpitaux et au coût élevé d'importation de machines. Ce défi technologique nous a plu et nous étions encouragés par un fort sens de la responsabilité visàvis des personnes qui risquaient de mourir sans assistance respiratoire »¹¹⁴.

Mise en œuvre et réalisations

L'équipe qui a réalisé ce prototype est constituée de 8 jeunes entrepreneurs (startup Factoorya) incubés à l'ENISo, d'étudiants et d'ingénieurs de différentes spécialités (mécatronique, informatique, électronique et hydraulique) qui ont travaillé en collaboration avec le service de réanimation de l'hôpital Farhat Hached et avec l'encadrement de professeurs et techniciens de l'école d'ingénieurs. Au bout de 10 jours, un premier prototype a pu être développé et présenté avec une forte présence médiatique (CNN, France 24, etc.), la présence du ministre de la santé et celui de l'enseignement supérieur. C'était du travail intensif pouvant aller jusqu'à 16h par jour pour pouvoir arriver à développer le prototype en un temps aussi court. Le concept a été validé et son fonctionnement testé sur un patient de l'hôpital. Ce premier prototype a été financé grâce aux dons récoltés par le challenge « Yes We breathe ».

« Pendant le confinement, le prix de ces machines importées, qui était initialement de près de 18 000 dinars, est monté jusqu'à 30 000 dinars. Notre prototype a coûté dans les 4 000 dinars. Ainsi, la production locale est beaucoup plus abordable »¹¹⁵

Une nouvelle version améliorée du prototype est en cours de développement en collaboration avec le partenaire industriel « AXIA » et avec la contribution de la même équipe de jeunes (6 jeunes âgés de 21 à 27 ans), mais sans le personnel encadrant. D'autres partenaires industriels ont également exprimé leur intérêt pour ce projet, ce qui a motivé les jeunes à monter leur propre startup de fabrication d'appareillage médical au nom de « D-WEE ». Cette startup est actuellement en phase d'accélération dans le cadre du « Novation Business Accelerator » et suite au prix de 15 000 dinars gagné lors du challenge lancé par cet incubateur et intitulé « Safe Tunisia Challenge ».

¹¹² https://www.facebook.com/watch/?v=617419022151104

¹¹³ Amine Rekhiss et Yassine Khlass : jeunes ingénieurs et entrepreneurs, Sousse.

¹¹⁴ Amine Rekhis : Ingénieur, participant à l'invention du prototype de la machine d'oxygénothérapie nasale.

¹¹⁵ Yassine Khlass: Ingénieur, participant à l'invention du prototype de la machine d'oxygénothérapie nasale.

Circuit Covid

« J'ai senti que j'avais les moyens pour aider J'avais juste besoin qu'on croie en moi et qu'on adopte le projet »¹¹⁶.

Idée

Tout a commencé quand la porteuse l'idée, Raja Jomni, était bénévole au sein de l'ONMNE. Comparant le système de gestion des circuits COVID en Tunisie avec les systèmes en place à l'étranger, Raja a commencé à conceptualiser son projet avec comme but de digitaliser et d'informatiser les circuits des patients COVID. Ainsi est née « Circuit COVID », une application informatique qui gère le malade COVID-19 suspecté ou confirmé dès le moment où il entre dans le circuit COVID et après l'étape de pré-tri qui se déroule à l'entrée de l'hôpital. Le système intègre les coordonnées du patient et son tableau symptomatologique. Les données sur le patient sont regroupées sous 2 types de fiches, une pour les patients hospitalisés (normal, oxygéné, en réanimation) et une autre pour les patients renvoyés chez eux en cas de symptômes légers. Pour ce dernier cas de figure, le patient était lâché dans la nature sans suivi. Avec cette initiative, il est télé-suivi et contacté par des volontaires à partir d'un centre d'appels dédié, et ce tous les jours pendant 15 jours pour relever sa symptomatologie. Le SAMU est prévenu en cas d'aggravation de l'état de santé du patient confiné chez lui pour le ramener à l'hôpital qui l'a initialement pris en charge. Les données collectées par le premier type de fiche patient servent ultérieurement au traitement des données épidémiologiques et pour la réalisation d'études.

Mise en œuvre et réalisations

Raja a d'abord présenté son idée de projet à ses amis. Leurs encouragements l'ont poussé à persévérer. Un ami lui a réalisé le prototype de l'application, qu'elle a ensuite présenté à la Direction des Soins de Santé de Base (DSSB) du Ministère de la Santé. Le projet a été grandement apprécié d'autant qu'il pouvait être étendu aux maladies à déclaration obligatoire. Le responsable des initiatives technologiques auprès du ministre de la santé a également validé le projet.

Un appel aux volontaires pour le développement de l'application a été lancé par l'initiatrice, ce qui a abouti à la formation d'un groupe de 8 volontaires bénévoles. Ces jeunes ont alors fait le tour des hôpitaux pour présenter leur concept. Ils ont été accompagnés par 3 conseillers du ministère de la santé qui les contactaient tous les 2 jours. Ce sont les parents des jeunes volontaires qui ont pris ont charge leurs dépenses et frais de déplacements dans les hôpitaux régionaux.

L'application a été utilisée à Tunis à l'hôpital Abderahman Mami, La Rabta et l'hôpital Mongi Slim, à Monastir à l'hôpital Fatouma Bourguiba et dans les centres de confinement. Tous les droits de l'application ont été cédés au ministère. L'utilisation s'est arrêtée à la fin de la première vague de contamination. Les centres de confinement de Monastir ont continué à travailler avec.

Ce projet a mené à la rencontre de l'équipe de la startup « Liberrex¹¹⁷ », qui a développé une application similaire pour permettre la gestion de flux et de rendez-vous à distance, pas uniquement le secteur médical mais dans tout le secteur privé. La promotion des deux applications s'est faite en parallèle pour mieux équiper les structures hospitalières à travers le pays. Le ministère de la technologie et celui de la santé ont attribué à la jeune Raja le prix de remerciement et de reconnaissance des initiatives COVID-19.

¹¹⁶ Raja Jomni : Porteuse de l'idée.

Cohorting Concept¹¹⁸

« L'aspect recherche et l'effort de travail nous a apporté beaucoup de plaisir. Ce qui nous importait le plus, c'était que ce soit fait. Nous avons donc cédé la propriété intellectuelle »¹¹⁹.

Idée

La porteuse de l'idée, Mariem Bouanani, une jeune médecin, s'est rendue compte d'une défaillance dans le système de garde COVID-19 du personnel soignant : « Le même soignant qui se charge des urgences dédiées au COVID-19 retourne à son service non COVID-19 le lendemain. Le médecin deviendrait alors un vecteur de transmission du virus ». Cela engendre également une surconsommation de matériel et l'augmentation des risques liés à l'utilisation de l'équipement de protection individuelle qui suit un protocole précis que seuls les soignants formés maitrisent. Après concertation avec quatre amis du domaine et suite à une recherche bibliographique sur les protocoles en place dans le monde, le groupe de jeunes élabore un système de circuit fermé qui correspond aux spécificités locales et nationales. Ce système est également adaptable aux différents services (urgence, hospitalisation, réanimation) et aux hôpitaux régionaux dont les caractéristiques peuvent différer de ceux des hôpitaux de la Capitale (débit moins fort de patients, moins de personnel soignant, etc.).

Mise en œuvre et réalisations

Le groupe de jeunes¹²⁰ a eu le soutien du Conseil National de l'Ordre des Médecins à qui le projet a été présenté ainsi que celui de la société d'anesthésie réanimation. A partir de cette double approbation, les jeunes sont allés proposer le circuit développé aux directions des hôpitaux, aux conseils scientifiques, aux conseils des résidents, à l'Instance Nationale de l'Evaluation et de l'Accréditation en Santé (INEAS) et aux différentes structures du ministère de la santé : santé publique, recherche, etc. Le concept a obtenu l'appréciation de tous.

Le département de la médecine du travail de l'INEAS a également approuvé le circuit et l'a recommandé à la médecine du travail. Cependant, le circuit n'a pas été généralisé. Au final, c'est l'hôpital «Abderahman Mami», alors promulgué hôpital de référence COVID-19, qui a adopté le concept dès qu'il leur a été présenté. Sa mise en application a très bien fonctionné. L'équipe de jeunes compte produire un article scientifique sur ce protocole en se reposant sur l'expérience réussie de l'hôpital Abderahman Mami.

¹¹⁸ https://jeunesmedecinstunisiens.com/2020/04/02/video-le-cohorting-comme-systeme-de-roulement-des-equipes-de-garde-covid-19/?fbcli d=lwAR01nhQSPWqrxxpwMzmo6dxv4RRVudzBqju4WuU1JMe1Une-skp2pSNZ9vE

¹¹⁹ Mariem Bouanani : Porteuse de l'idée.

¹²⁰ Dr. Fatma Habboubi, Dr. Mariem Bouanani, Dr. Sara Ben Youssef, Dr. Inès Boughzala et Dr. Ilhem Boukthir

Mobilisation des jeunes par l'art et le divertissement

Des initiatives plus recherchées ou plus ciblées, basées sur l'art et le divertissement, ont également vu le jour comme la réalisation de vidéos et d'histoires pour enfants. Les petits n'étant pas habitués à l'enfermement toute la journée pendant plusieurs semaines, leur divertissement a été parmi les tâches les plus ardues pour les familles. Un contenu qui leur est dédié et qui joint l'éducatif au ludique a alors été développé par des jeunes.

Beaucoup de jeunes artistes ont par ailleurs mis en commun leurs créations pour distraire enfants et grands en période de confinement. Des spectacles musicaux, de danse ou encore des entraineurs sportifs se sont engagés pour animer le quotidien de millions de tunisiens confinés. La période de confinement a également été marquée par l'augmentation de l'offre de formation en ligne dans des domaines très variés allant du développement personnel à des disciplines plus pointues comme le management en temps de crise ou encore des activités ludiques comme la danse ou le chant.

Conolia Festival¹²¹

« L'objectif était de mettre l'art et la culture au premier plan et parmi les priorités en période de confinement »¹²².

Idée

Ayant pour objectif d'utiliser l'art pour combattre certains effets de la COVID-19, l'association « Fanni Raghman Anni » a lancé un concept de festival en ligne pour encourager les citoyens à rester chez eux durant le confinement. Porté par une équipe de 10 jeunes, le « Conolia Festival » a été monté pour une durée de 10 jours (du 1ier au 10 avril) afin de valoriser la diversité artistique, promouvoir la solidarité, soutenir les acteurs culturels en période de crise et mobiliser le soutien du public aux créations culturelles alternatives.

Mise en œuvre et réalisations

Le festival a visé un public de tout âge avec une programmation quotidienne variée s'étalant de 10h du matin jusqu'à minuit : exercices sportifs divers, ateliers pour enfants, ateliers de sensibilisation contre les violences faites aux femmes, cours de cuisine, dance et théâtre, bricolage, diffusion en ligne de musique, de films et de performances artistiques, capsules vidéo humoristiques, podcasts « Hakawati » (performances en storytelling), etc.

Le festival a ainsi combiné produits purement artistiques ou culturels avec des services de divertissement (sport, yoga, ateliers pour enfants et pour les grands, cuisine, journal).

15 artistes ont participé au festival à travers des diffusions en direct dont Yesser Jradi, Amel Mathlouthi, Nordisten, Lobna Noman, Mahdi Chakroun, Haider Hamdi, etc.

Un formulaire a été diffusé sur internet avant le début du festival d'une semaine pour demander aux personnes qui voulaient participer d'envoyer leurs propositions en vidéo.

« On a monté le programme du festival au jour le jour. On voulait que ce soit participatif et diversifié afin d'occuper les gens de manière ludique pendant le confinement »¹²³

Plus de 400 artistes ont proposé leurs produits. Les sessions en direct ont rassemblé en moyenne entre 1000 et 1500 « spectateurs ». Aussi bien l'équipe organisatrice que les artistes étaient tous bénévoles.

¹²¹ https://www.facebook.com/conoliafestival/

¹²² Seil Eddine Jlassi : Directeur du Conolia Festival.

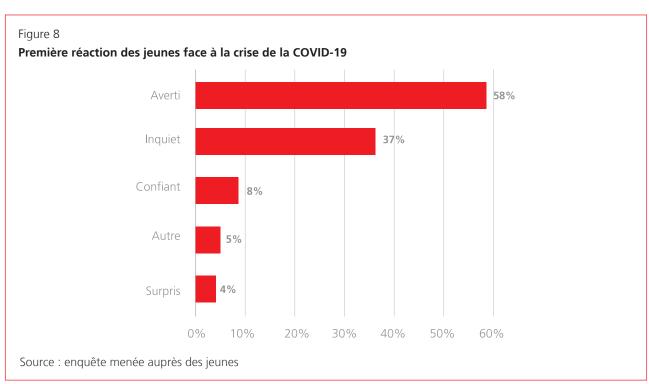
¹²³ Idem

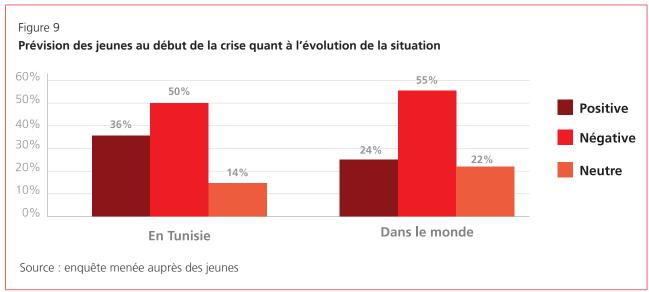
4. Une mobilisation des jeunes enquêtés guidée par des valeurs

« Au vu des dégâts potentiellement dévastateurs de la crise sanitaire et socio-économique, et étant donné la vulnérabilité des groupes marginalisés et invisibles, nous n'avons pas hésité à agir » 124

L'enquête révèle que si 37% des jeunes répondants ont ressenti de l'inquiétude quand la crise a touché la Tunisie, une majorité (58%) s'est décrite comme « avertie » comme illustré dans la figure 8.

Plus particulièrement, 68% des jeunes interrogés se sont sentis « Très concernés » par la crise et seulement 5% d'entre eux se sont sentis « Peu concernés ». Ces mêmes jeunes se sont par ailleurs montrés plus confiants quant à l'évolution de la situation épidémique en Tunisie comparé au reste du monde, tout en restant réalistes dans leurs prévisions dans la mesure où ils ont été légèrement plus nombreux à prévoir une évolution négative de la situation, ce qui se confirme de nos jours (figure 9).





¹²⁴ Explique l'un des jeunes répondants à l'enquête.

D'après les données de l'enquête, plusieurs facteurs de motivation ont poussé les jeunes à agir de la sorte :

• L'empathie et le sens de la participation

Plusieurs jeunes enquêtés ont déjà été initiés au travail associatif et au bénévolat avant la crise. Cette initiation préalable a permis de cultiver et d'amplifier chez eux les valeurs de **compassion**, **d'empathie** et **d'entraide**. Certains jeunes interrogés ont immédiatement décidé d'agir en pensant à la souffrance des personnes vulnérables : personnes sans domicile fixe, personnes impotentes, familles démunies, malades chroniques, femmes en situation de vulnérabilité, etc. L'un des jeunes adhérents de l'association « C'est à vous de changer Bizerte » rencontré dans le cadre de l'étude décrit sa contribution dans la distribution de couffins solidaires à des familles vulnérables comme « **un plaisir inouï** » qui a fait passer la crainte de tomber malade et l'angoisse générée par la crise au second plan.

Les jeunes, en majorité déjà actifs, ont donc eu une certaine facilité d'action, l'obstacle du premier passage à l'acte étant levé chez eux, ce qui leur a permis de rapidement se porter volontaires, d'initier eux-mêmes des initiatives ou de participer à plusieurs projets à la fois. Leurs expériences précédentes de bénévolat leur ont également permis de développer leur **empathie** et leur **sens de la participation**. Interrogés sur ce qui les a motivés à s'engager, voici les réponses de certains jeunes enquêtés:

« Je crois que servir l'Homme est l'œuvre la plus noble d'une vie »

« Mon amour du travail associatif m'a motivé »

« Les gens ont faim et n'ont pas de quoi nourrir leurs familles »

« Je veux aider les autres qui sont dans le besoin »

• L'engagement comme seul choix possible face à la gravité de la crise

Comme expliqué dans la première partie de l'étude, le secteur sanitaire tunisien était déjà en crise avant la pandémie. Les tunisiens savent les faibles movens à la disposition de l'État et sont conscients de la précarité des structures sanitaires. Face à cette situation critique, les jeunes enquêtés ont jugé indispensable le passage à l'acte, individuellement et collectivement. Pour eux, c'était le **seul choix possible** pour faire face à la crise et on ne pouvait compter uniquement sur les autorités publiques. L'état d'esprit du « Ce sera fait par quelqu'un d'autre » a laissé place au « Si je ne le fais pas, personne d'autre ne le fera » ou encore « Nous devons tous le faire ». La majorité des répondants qui ont évoqué un sentiment de peur expliquent qu'il s'agissait d'une peur pour le pays, pour la famille, pour le quartier où ils vivent, pour la situation sanitaire générale, etc. Ce

sentiment de peur, qui aurait pu être paralysant, a plutôt poussé les jeunes interrogés à agir. Plutôt que d'adopter une posture passive, ces jeunes ont préféré une posture active qui leur a conféré l'impression d'une certaine maîtrise de la situation:

« Je me suis engagé car c'est la seule issue possible à la crise »

« Je me suis engagé pour briser l'angoisse »

« Dépasser la crise ne se fait qu'à travers le bénévolat et le travail collectif »

• Le sens du devoir

Devant la gravité de la crise sanitaire, beaucoup de jeunes interrogés ont vu dans leur engagement une obligation citoyenne et un engagement envers les autres. Comme en situation de guerre, il fallait pour eux agir par n'importe quel moyen pour « sauver le pays ». Cette forme de patriotisme s'est aussi observée lors des événements qui ont suivi la fuite de Ben Ali à travers la formation de comités de quartier pour protéger les habitants, et plus récemment lors des campagnes de propreté et d'embellissement des espaces publics initiées par les jeunes suite aux élections présidentielles et appelée communément «7alet wa3i» (prise de conscience). Ce sens du devoir va de pair avec un sentiment d'appartenance envers la famille, le quartier, l'entourage direct ce qui explique pourquoi l'engagement et la lutte contre la pandémie deviennent une guestion de devoir.

> « Nous avons eu le sentiment que le pays avait besoin de nous »

« Nous nous sommes engagés par patriotisme envers notre beau pays »

« J'ai senti que chaque citoyen devait participer à la lutte contre ce virus »

« Ce qui m'a motivé c'est un sentiment de responsabilité envers mon pays et mes concitoyens »

• Le sens du service

Face à une problématique donnée, le premier réflexe naturel est de réfléchir à des solutions et de se demander ce que l'on peut faire. Interrogés à ce sujet, beaucoup de jeunes ont mis en avant leur volonté de **se sentir utiles**. La réflexion la plus récurrente chez eux fut le questionnement interne de savoir « Comment puis-je aider ? ». Chacun a ensuite su apporter son aide selon les moyens à sa disposition : un savoir-faire, un apport matériel, une aide physique, etc. Ainsi, des couturières se sont confinées dans leur usine pour produire des masques, un paysagiste a créé des vidéos

éducatives sur le jardinage et l'écologie pour distraire et éduquer les enfants, des danseurs ont fait des directs sur internet pour encourager à l'auto-confinement, etc. La conviction d'avoir le potentiel d'aider génère un sentiment d'espoir et une aspiration à se rendre utile, ce qui motive à agir.

« J'ai senti que je ne pouvais pas rester les bras croisés, je me suis directement mise à réfléchir à ce que je pouvais faire »

> « J'avais un plus à apporter et je ne pouvais pas rester les bras croisés »

• Autres éléments de motivation

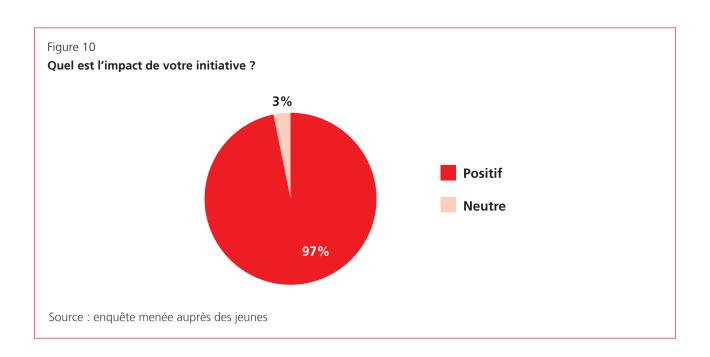
D'autres motivations ont également été mentionnées par les jeunes enquêtés comme **l'esprit de groupe et d'équipe** qui a marqué l'action réalisée. Ce facteur est d'une grande importance pour les jeunes rencontrés et renforce fortement leur degré d'engagement. C'est le fort esprit de groupe qui a permis aux membres de la startup « Liberrex » de faire face aux nombreux obstacles et événements démotivants qu'ils ont rencontré. Quant aux membres de l'association « C'est à vous de changer Bizerte », ils se déclarent être **une famille**. L'un des répondants au questionnaire mentionne comme motivation son « amour de l'association et de son ambiance de travail ».

La confiance est également citée comme un facteur motivant, comme l'explique une jeune de Sidi Hassine devenue membre du Croissant Rouge pendant le confinement:

« Je n'avais jamais été active avant. C'est en rencontrant mon instructeur lors d'une formation de secourisme dans le cadre de mes études et après ses encouragements que j'ai commencé à y penser. J'ai adhéré par ce que j'avais confiance en lui et que je savais qu'une activité à laquelle il appelle sera sûre pour moi. »

D'autres répondants évoquent **le goût du challenge** ou encore **la passion pour les technologies** en parlant de ce qui a motivé leur participation à des inventions. Très rarement, **l'ennui** et le fait d'avoir du **temps libre** ont été mentionnés.

Suite à leur participation à ces initiatives, **74%** des jeunes enquêtés estiment avoir été **utiles à leur communauté** et **97%** d'entre eux pensent que leurs actions ont eu **un impact positif** (figure 10).



5. Jeunesse, société civile et autorités : entre incompréhension et méfiance

Rapports des jeunes avec les structures de la société civile : l'esprit participatif règne

La majorité des actions et initiatives entreprises se sont déroulées dans un cadre organisé et concerté, bien que les jeunes y aient souvent participé de manière bénévole et sans forcément appartenir à des associations et organismes gestionnaires. Il est aussi important de noter que de nombreuses coalitions, des regroupements et des plateformes de coopération se sont montées entre les acteurs de la société civile dans différentes régions et gouvernorats. Parfois, les zones d'interventions des groupes de jeunes et associations locales ont dépassé leur territoire direct pour toucher les localités voisines¹²⁵. Dans les cas où les associations n'ont pas coopéré entre elles, on constate qu'il y a eu un minimum de coordination des actions pour optimiser les interventions et parvenir au plus grand nombre de bénéficiaires. Certaines organisations ont formé des bénévoles ou des membres des autorités locales en gestion des catastrophes, comme c'est le cas du Croissant Rouge de Sousse.

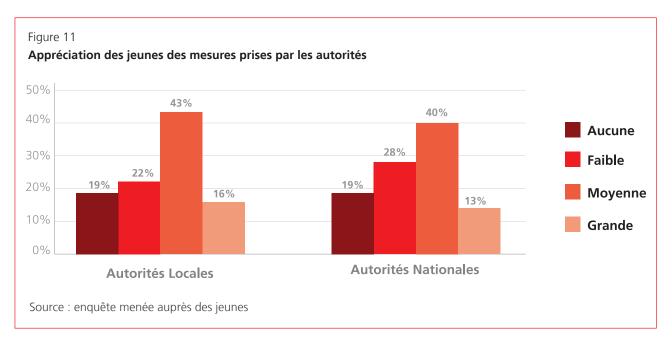
L'esprit participatif est très notable chez les jeunes bénévoles rencontrés, qui placent l'intérêt général au-dessus des litiges et animosités interpersonnelles. Toutefois, certains jeunes ayant réalisé des actions indépendantes regrettent l'opportunisme de certaines associations: «Il y a eu beaucoup d'associations qui voulaient s'approprier l'initiatives individuelle que j'ai lancé pour se faire un nom, surtout quand l'action a bénéficié d'une grande couverture médiatique» 126.

Certains jeunes rencontrés préfèrent garder leur indépendance comme preuve de leur intégrité et pour encourager les gens au don et garantir un minimum de transparence quant à l'utilisation des dons collectés. Ils expliquent que les citoyens peuvent se montrer sceptiques lorsque la campagne de dons est chapotée par une association. D'autres jeunes déplorent le fait de ne pas être pris au sérieux à titre individuel et indépendant lorsqu'il s'agit d'interagir avec certaines structures ou administrations: «Comme nous ne sommes chapotés par aucune structure ou association, ils se sont permis de s'approprier nos travaux» 127.

Rapports conflictuels des jeunes avec les autorités

Interrogés sur leur appréciation des mesures prises par les autorités locales et nationales pour faire face à la crise, les jeunes interrogés font part d'une **appréciation mitigée**, avec une opinion légèrement meilleure s'agissant des réponses apportées par les autorités locales (Figure 11).

Les mesures les plus appréciées par les jeunes sont celles du confinement obligatoire et général qui arrive en première position, suivi de la fermeture des frontières, de la distanciation sociale et de l'obligation du port du masque. La centralisation de la collecte des aides à travers le comité des dons du ministère de la santé est également une mesure appréciée par les jeunes, car elle garantirait selon eux un minimum de transparence en facilitant le suivi de l'utilisation de ces dons. Néanmoins, beaucoup de jeunes se montrent critiques vis-à-vis du manque d'organisation des autorités publiques, notamment pour la distribution des dons et aides sociales ou lors de l'ouverture des frontières.



¹²⁵ Exemples : JCI Béja, JCI Jandouba, groupe « Mouch Haka khir » Tataouine, etc.

¹²⁶ Mayssa Kasbi : Jeune influenceuse, qui a lancé une initiative de collecte de dons pour la Tunisie à l'échelle internationale.

¹²⁷ Mariem Bouanani ; initiative « Cohorting Concept ».

Plus spécifiquement, les jeunes déplorent le **rapport vertical** imposé par les interlocuteurs les plus âgés des structures étatiques. Ils dénoncent le **comportement paternaliste**, **dévalorisant**, voire **condescendant** de certains responsables ce qui bloque souvent l'implication des jeunes et les décourage de participer. Pour certains jeunes rencontrés, le réflexe de **dénigrement des initiatives des jeunes** est une pratique assez courante dans la fonction publique :

« Un décideur d'une des structures étatiques que j'avais rencontré m'a appelée par la suite au téléphone et m'a dit, mot pour mot, que nous n'arriverons à rien. Un autre m'a réprimandée pour lui avoir dit qu'il m'avait mal comprise, en m'accusant de le prendre de haut »¹²⁸

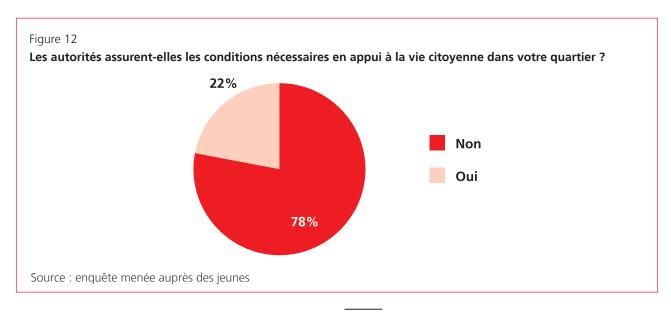
Un autre membre de la même équipe déplore la résistance des responsables seniors au changement. Shady, l'un des jeunes porteurs de l'initiative « Kélibia City » et également conseiller municipal, regrette le manque de considération envers les jeunes souvent traités par certains décideurs de « gosses » ou de «gamins». Il explique que « les jeunes sont associés comme accessoires, pour faire joli, et ils ne sont pas mêlés aux décisions importantes et aux sujets sérieux ». Cette mentalité paternaliste maintient le cloisonnement entre les autorités et les jeunes.

De plus, plusieurs jeunes interrogés accusent les autorités d'opportunisme, de manque d'action et de manque de fermeté dans la prise de décision. Ils regrettent par ailleurs la faiblesse de l'aide publique consacrée aux initiatives des jeunes et le manque d'appropriation de leurs actions et projets. Cette impression est accentuée par le manque de financement public disponible d'une part, et par la mauvaise gestion des fonds existants d'autre part.

« Ce qui n'a pas été apprécié, c'est le manque de prise de décision au niveau du Ministère de la Santé. C'était aberrant de voir des hauts responsables et des leadeurs qui avaient apparemment peur de la prise de décision. La mise en place d'un nouveau système de fonctionnement à travers notre initiative pouvait ne pas être à la convenance de certaines personnes (risque de grève, risque de conflits internes, etc.). Aussi, on peut regretter la politisation de telles initiatives. Après avoir présenté notre initiative et après avoir reçu des retours positifs des responsables, rien de concret n'a été décidé au final, ce qui est frustrant. Pire, il y a eu une récupération de notre travail sans aucune reconnaissance ni référence aux auteurs »¹²⁹

« Nous recevons des financements dérisoires de la part de la municipalité, qui n'ont aucune cohérence avec le projet proposé ou la somme demandée. Ce faible appui n'est attribué que si le projet est déclaré en collaboration avec la municipalité. Cette collaboration s'arrête en général à la subvention, puis les responsables n'hésitent pas à venir se prendre en photo lors de la mise en place des actions du projet. Pour le projet « Bizerte with Colors » de rénovation et d'embellissement des maisons de la Ksiba à Bizerte, nous n'avons pas eu de subvention mais quelques aides en nature (ciment, matériel, etc.). Pour une autre subvention que je demande depuis 2 ans, nous n'avons reçu que 500 dinars, c'est une somme insignifiante » 130

À ce sujet, l'enquête démontre que **78%** des jeunes interrogés estiment que les autorités n'assurent pas les conditions nécessaires à l'appui de la vie citoyenne dans leurs quartiers (Figure 12).



¹²⁹ Mariem Bouanani ; initiative « Cohorting Concept ».

¹³⁰ Président de l'association « C'est à vous de changer Bizerte ».

Les solutions technologiques développées par les jeunes, comme les applications mobiles, ont parfois fait face à l'hostilité de certains responsables car elles étaient de nature à bousculer leurs habitudes et/ou à toucher à leurs intérêts directs, comme l'explique un représentant de la startup Liberrex :

« Il y a aussi eu beaucoup de résistance au changement de la part de certains fonctionnaires qui redoutent l'abolition des circuits de corruption habituels qu'engendrerait la mise en place de systèmes de gestion digitalisés, performants et transparents. Notre initiative s'est heurtée à beaucoup d'enjeux et de litiges politiques, voire à des conflits d'intérêts ce qui a engendré des obstacles dans notre parcours et provoqué parfois une réticence à la prise de décision ou bien une résistance à l'application des décisions au niveau administratif »

Beaucoup de jeunes répondants ont aussi déploré le manque de reconnaissance pour leurs efforts de la part des autorités. Certains l'ont vécu comme un découragement, comme ils en témoignent ci-dessous:

« Je ne pense pas participer de nouveau à la gestion de la crise lors de la deuxième vague. Prendre autant de risques sans aucune reconnaissance, même pas informelle, c'est déplorable »¹³¹

« Le manque de reconnaissance de la part des autorités nous a beaucoup démotivé, personne ne nous a aidé. Nous avons agi seuls, les autorités n'ont même pas pris la peine de nous remercier symboliquement »¹³²

« Mis à part les remerciements de la part des forces de l'ordre, nous n'avons eu aucune aide de la part des autorités. C'est nous qui les aidons »¹³³

Enfin, la **lourdeur des démarches administratives** et la **bureaucratie** ont représenté un lourd fardeau pour les jeunes. Certains relient cela aux procédures en vigueur qui ne laissent pas de marge aux fonctionnaires de l'administration, d'autres l'expliquent plutôt par les convictions et orientations personnelles de ces mêmes fonctionnaires qui peuvent se réfugier derrière les barrières administratives pour faire de la résistance. Les jeunes pensent désormais à se détourner des démarches administratives pour éviter d'éventuels blocages :

« Si c'était à refaire, je le referais à travers une autre démarche et en passant par le minimum d'intermédiaires. Ce qui démotive, c'est la bureaucratie. Il y a beaucoup trop de paperasse à remplir dans un contexte d'urgence »¹³⁴

En revanche, les autorités se sont montrées beaucoup plus coopératives et serviables vis-à-vis des projets des jeunes qui aident directement à la réalisation de leurs propres objectifs et à améliorer leur image comme les actions de nettoyage, de stérilisation, l'appui en effectifs, la collecte et la distribution de dons, etc. Dans ce cas de figure, l'aide des autorités se manifeste à travers l'octroi d'autorisations, l'assistance ou le conseil. Ces contributions des autorités, bien que teintées d'opportunisme, ont malgré tout été accueillies par les jeunes avec beaucoup d'enthousiasme. L'exemple de la réactivité de la commission centrale nationale de collecte et de gestion des dons a suscité beaucoup de motivation chez les porteurs d'initiatives et a encouragé à la coopération.

« L'aide du ministère de la santé était très appréciée. Ses représentants se sont montrés coopératifs. C'est eux qui nous ont appelé et nous ont sollicité pour connaître nos besoins. Cela nous a beaucoup encouragés, notamment à travailler avec eux. Nous avons eu des autorisations spéciales pour circuler, même après le couvre-feu. Le président de la municipalité a également réalisé une vidéo en notre compagnie pour encourager aux dons »¹³⁵

« Le soutien de certains responsables et de certaines structures nous a beaucoup encouragé. Une équipe de la Direction des Soins de Santé de Base (DSSB) a organisé une collecte pour nous payer les frais de déplacement à Monastir »¹³⁶

6.Impact intrinsèque de la crise sur les jeunes : entre défaitisme et persévérance

Interrogés sur leur suivi des mesures sécuritaires et sanitaires imposées par les autorités lors du confinement, la moitié des répondants ont déclaré globalement les respecter. (figure 13):

¹³¹ Témoignage d'un jeune bénévole au Croissant Rouge, Tunis

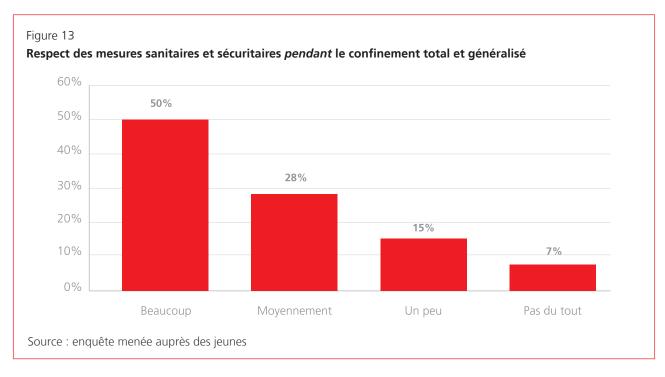
¹³² Ibrahim Melki, jeune bénévole de Béja.

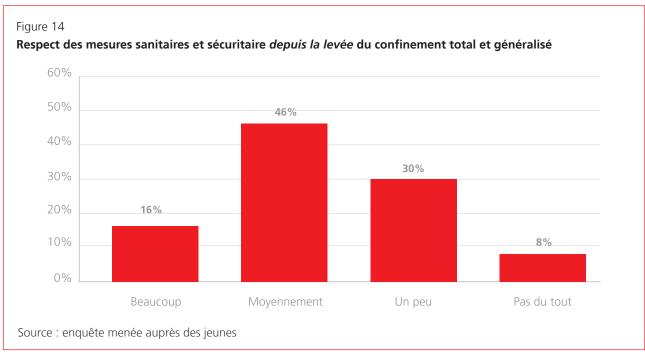
¹³³ Mehdi Bouchair ; Un des fondateurs du groupe « Lost and Found Tunisia ».

¹³⁴ Mayssa Kasbi Jeune influenceuse, qui a lancé une initiative de collecte de dons pour la Tunisie à l'échelle internationale.

¹³⁵ Shady Ben Slimene : Un des porteurs de l'initiative « Kélibia City ».

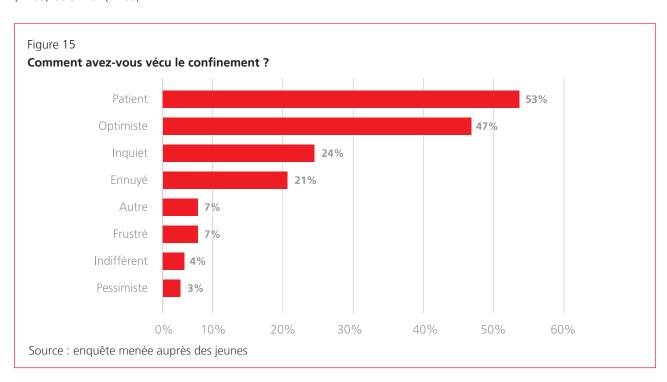
¹³⁶ Membre de l'équipe de la startup Liberrex.





Cette vigilance a diminué après la levée du confinement total et généralisé, avec une diminution du nombre de répondants faisant preuve d'une grande vigilance et l'augmentation du nombre de jeunes respectant moyennement ou peu les mesures sanitaires et sécuritaires (Figure 14).

Le ressenti des jeunes interrogés est **mitigé** quant à l'impact qu'a eu la crise sur eux. La période de confinement, qui a semblé **longue** pour **32%** des répondants, est décrite paradoxalement à la fois comme **ennuyante** (pour **36%** des répondants) et **constructive** (pour **46%** des répondants). Pour la majorité, le confinement a été vécu avec patience (**53%**) et optimisme (**47%**), beaucoup plus qu'avec inquiétude (**24%**) et ennui (**21%**):



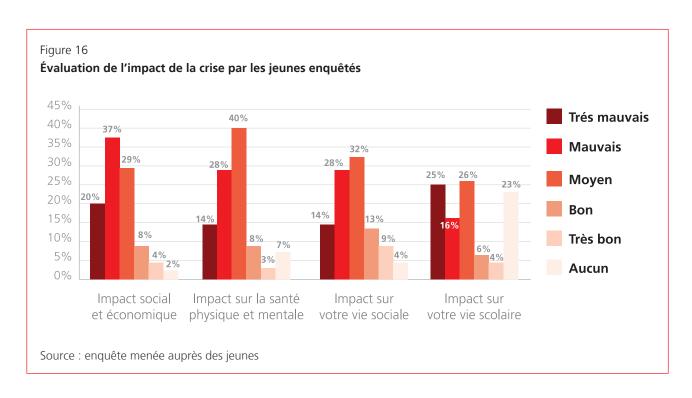
Par ordre d'importance, l'impact de la crise a été ressenti par les jeunes comme mauvais ou très mauvais sur leurs conditions socio-économiques (57% des répondants), leur santé mentale et physique (42%), leurs études et vie scolaire (42%) et sur leur vie sociale (37%).

Les principales difficultés évoquées par les répondants sont celles liées à la situation générale du pays. Les difficultés financières, l'inquiétude face à l'instabilité socio-économique et politique, les problèmes d'approvisionnement en produits sanitaires/ matériel de protection / aliments de première nécessité sont autant de facteurs à la source des difficultés et à l'origine de l'angoisse ressentie par les jeunes. Dans leurs réponses, ils détaillent les difficultés évoquées comme suit:

- **Situation socio-économique** : Précarité de certains foyers; licenciements ; pénuries en eau et coupures d'électricité; augmentation de violence au sein des foyers familiaux;
- Problèmes et ruptures d'approvisionnement en produits de première nécessité;
- Problèmes liés aux mesures sanitaires: Manque de conscience générale de la gravité de la crise, manque de respect des mesures de sécurité et de quarantaine; la distanciation sociale et l'éloignement de la famille et des amis;

- État du système sanitaire et surtout état des établissements publics; système de santé défaillant;
- **Problèmes liés aux autorités:** administration inefficace; manque d'agilité; politisation de la gestion de la crise; corruption; manque d'organisation, de développement et de transparence;

De plus, le manque de contact humain, l'enfermement, le chamboulement du rythme de vie et la recrudescence des conflits familiaux ont été mal vécus par les jeunes. Dans ce contexte, de nombreux organismes¹³⁷ ont tiré la sonnette d'alarme quant à la dégradation de la santé mentale de la population et recommandé la mise en place de mesures de prévention de la détérioration de l'état psychologique des citoyens face à la pandémie. En Tunisie, un centre d'assistance psychologique a été créé, le centre « Ahkili »¹³⁸, qui est le premier de ce genre dans le pays. Aussi, de nombreux jeunes ont mis leurs contacts à la disposition du public pour apporter un soutien psychologique aux personnes qui en ressentent le besoin.



¹³⁷ Comme les Nations Unies : https://news.un.org/fr/story/2020/05/1068782

¹³⁸ https://www.baya.tn/rubriques/home/sante/psycho/tunisie-lancement-du-premier-centre-dappel-specialise-ahkili/

Enfin, interrogés sur l'après crise, les jeunes formulent un avis mitigé selon que l'on se place sur le court terme ou le long terme. Après la crise du printemps, une majorité de répondants se sentent **plus engagés** (56%), **plus forts** (57%) et **plus utiles** (48%). Cette positivité est certainement nourrie par leur forte satisfaction de leur engagement et mobilisation durant la crise comme en témoigne l'un des jeunes rencontrés à Bizerte: « *Je me remémore le bonheur dans les yeux d'une famille la première fois que je suis allé faire la distribution. Cela me procure une satisfaction, une joie et une détermination immense ». Cependant, à plus long terme, une majorité des jeunes enquêtés considère que les conditions ne sont pas favorables à la réalisation de leurs rêves et ambitions (Figure 17).*

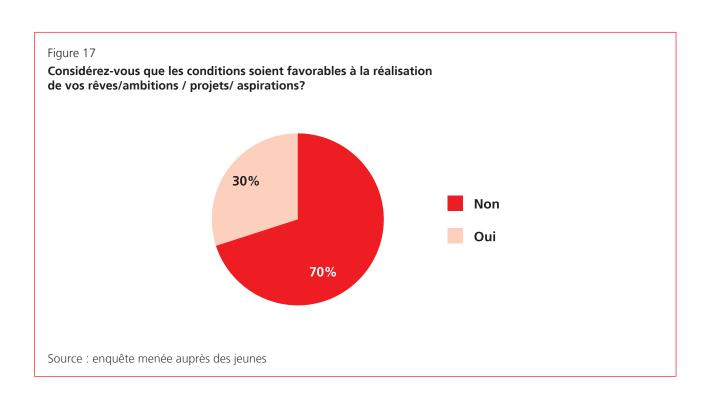
Ces jeunes portent un regard négatif sur les conditions qui s'offrent à eux actuellement, autant dans leur rapport avec l'État qu'envers les mesures prises par ce dernier pour améliorer leur situation. Ils en témoignent: «Tu ne peux pas rêver en Tunisie »; « Notre situation générale est précaire et l'administration est corrompue». Cette vision s'est assombrie par l'effet de la crise: « La crise du Corona a réduit encore plus les chances » et par les faibles perspectives d'amélioration de la situation

« Pas assez de ressources, pas assez d'encouragement des jeunes »; « Pas assez de considération »; « l'État ne soucie pas des priorités du citoyen ».

L'enquête réalisée démontre le **défaitisme** qui impacte la vision de l'avenir chez la majorité des jeunes interrogés. S'agissant de :

- Leur avenir personnel, 48% des répondants se disent moyennement (32%), peu (13%) ou pas du tout (3%) optimistes;
- L'avenir du pays, **80%** des répondants se disent moyennement (41%), peu (25%) ou pas du tout (14%) optimistes;
- L'avenir de la société, **76%** des répondants se disent moyennement (44%), peu (21%) ou pas du tout (11%) optimistes;
- L'avenir politique du pays, **89%** des répondants se disent moyennement (22%), peu (30%) ou pas du tout (37%) optimistes.

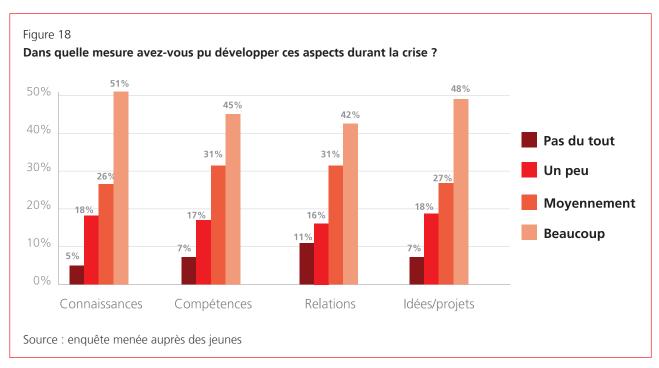
Cette vision négative est nourrie par plusieurs facteurs en lien avec la situation générale du pays et renforcée par la désillusion causée par la lenteur que prend la réalisation des changements dans le pays.

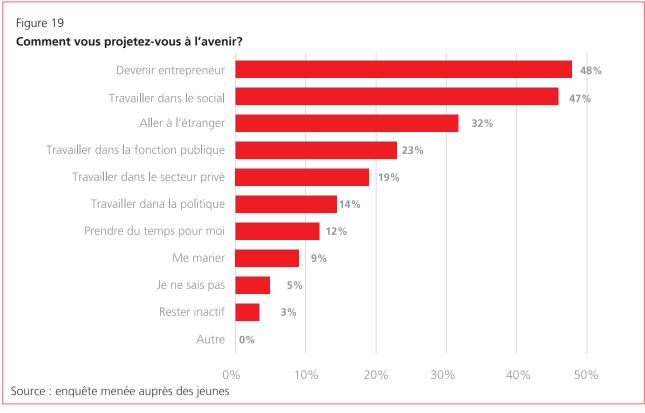


Les jeunes enquêtés estiment par ailleurs globalement avoir pu tirer profit de cette période, qui leur a permis de se développer sur plusieurs aspects comme illustré ci-dessous (figure 18).

Questionnés sur leurs projets d'avenir, **47%** des jeunes prévoient de continuer à œuvrer dans le domaine social et **48%** aspirent à devenir entrepreneurs, dont **32%** qui aimeraient **partir à l'étranger**. Seulement 9% d'entre eux prévoient de se marier, quand **5%** ne savent toujours pas ce qu'ils aimeraient faire à l'avenir (figure 19).

Les éléments principaux sur lesquels comptent ces jeunes pour changer leur situation, ou auxquels ils relient leur réussite, sont principalement leur volonté et leur persévérance: « Je suis optimiste »; « Avec un peu de volonté et beaucoup d'obstacles, j'ai réalisé une partie de mes rêves »; « Par la volonté personnelle, on peut réaliser nos objectifs »; «Je n'attends rien de l'Etat»; « Il faut persévérer même si les conditions ne sont pas propices »; « J'aime la Tunisie ».





C. VERS LA PÉRENNISATION DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES

Cette partie présente les attentes et besoins des jeunes qui ont pu être identifiés à travers cette étude ainsi que des recommandations en vue de pérenniser les comportements positifs et solidaires des jeunes.

Les résultats de l'enquête indiquent que malgré le fait que les jeunes mobilisés lors de la crise ont pu coopérer avec les autorités locales et/ou nationales dans le cadre de leurs initiatives, la relation entre les deux parties demeure entachée par le manque de confiance, l'absence de considération et l'inertie administrative et bureaucratique. La fragilité de cette relation a comme effet direct de mettre à mal la pérennité des actions positives qui ont marqué la mobilisation des jeunes durant la crise, ce qui se traduit par l'insatisfaction des jeunes vis-à-vis des autorités et le découragement que cela génère chez eux.

Afin de rétablir le contrat social entre les jeunes, l'État et ses représentants ainsi que les autres composantes de la société, il est indispensable d'agir de manière simultanée sur deux niveaux : la perception qu'on a des jeunes et les pratiques courantes envers les jeunes.

Redonner confiance et espoir aux jeunes

Les focus groupes animés avec des jeunes enquêtés indiquent qu'ils ont besoin de regagner espoir et confiance envers les autorités publiques et les acteurs de la société civile. Ces jeunes sont en quête de sens et de reconnaissance dans tout ce qu'ils entreprennent, et sont en attente de **concrétisation** rapide des changements attendus. Les projets de réformes, les nouvelles formes de gouvernance participative, les promesses électorales et les stratégies nationales déclarées – notamment celles qui portent sur la jeunesse tunisienne - doivent se traduire rapidement sur le terrain, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. La même logique s'applique également aux OSC, bien qu'avec une acuité moindre, les jeunes ayant plus confiance envers les OSC qu'envers les autorités publiques. Ainsi, des actions à court terme, aux coûts raisonnables mais aux effets rapides – soit des « **Quick-Wins** » - peuvent être envisagées pour permettre l'atteinte d'objectifs concrets et des réalisations tangibles. Il peut simplement s'agir de la mise en application de lois et de réformes passées mais non appliquées 139, ou de la mise en œuvre de projets qui apportent une aide / un changement visible aux yeux des populations, notamment les jeunes. Il est primordial d'accompagner toute mise en œuvre par une communication efficace qui fasse en sorte

que l'information atteigne directement les jeunes sans qu'ils doivent aller à sa recherche. Cette communication devrait également être **transparente** pour témoigner de l'intégrité de l'approche.

Prise en considération des idées des jeunes et leur implication effective

Afin de renouer avec les jeunes, il est important de rompre avec les pratiques et postures ascendantes, condescendantes et paternalistes qui sont dévalorisantes pour les jeunes et qui peuvent être à l'origine d'une rupture du dialogue avec eux, comme l'ont démontré certaines expériences vécues par les enquêtés. Les jeunes ont besoin tant de sentir un terrain propice à leur intégration et participation, que d'interlocuteurs ouverts à la communication et à l'échange d'idées et qui joueraient le rôle de facilitateurs des initiatives portées par les jeunes plutôt que d'obstacles supplémentaires à leur concrétisation.

Les expériences étudiées dans le cadre de cette enquête indiquent qu'à chaque fois qu'on a exprimé de **l'intérêt** et de la **considération** pour les jeunes, ceuxci ont répondu positivement et ont été encouragés à aller de l'avant. Certaines structures qui ont adopté une approche consistant à aller vers les jeunes pour proposer une aide, de l'écoute ou une collaboration ont été accueillies par beaucoup d'enthousiasme¹⁴⁰. Il serait intéressant de généraliser cette méthode qui consiste à **aller en appui à des initiatives émergentes pensées et portées par les jeunes, plutôt que de lancer des appels à projets cadrés, thématisés et conditionnés pour leur offrir de l'appui.**

Pour une implication effective des jeunes, il conviendrait aussi de **renforcer l'engagement des parties prenantes** envers eux. Que ce soit en raison de leurs conditions sociales précaires, de leur exclusion de la vie publique ou de la dévalorisation de leurs compétences et capacités par les ainés, les jeunes ne reçoivent que très rarement l'attention et la confiance nécessaire et ne bénéficient que rarement de la bienveillance des structures publiques et de leurs représentants. Les échanges avec les jeunes à ce sujet ont révélé l'impact négatif du manque de considération sur leur mobilisation et participation. Dans ce sens, il serait plus approprié de déployer des actions et approches qui **valorisent les jeunes aux yeux des responsables au pouvoir afin de renforcer leur engagement envers eux.**

¹³⁹ Comme la loi intégrale de lutte contre les violences faites aux femmes, qui peine à donner des effets sur le terrain. Il est à rappeler que le Ministère de la femme a reporté début mai et suite à la période de confinement plus de 7000 cas de violences faites aux femmes signalés auprès du numéro vert mis en place par le Ministère.

¹⁴⁰ Exemple : Le centre informatique du Ministère de la santé qui charge des conseillers pour accompagner les jeunes porteurs d'initiatives; les représentants du Ministère de la santé de la commission des dons chargés de contacter et d'aider les donneurs; Certains responsables municipaux et décideurs du gouvernement l'ont également fait selon les témoignages. Les incubateurs, notamment Accelerator Lab du PNUD (en collaboration avec Ernest and Young) a à titre d'exemple lancé un Hackathon le « Hack4Covid-19 ». Aussi, les instituts de recherches comme l'ENISo lanceur du challenge « Yes we Breathe » et offrant un espace encadrant l'innovation des jeunes sont également un exemple.

Rapports de proximité avec les jeunes

Dans une vision plus inclusive de la jeunesse, l'approche de proximité est primordiale. En effet, il a pu être constaté que se rapprocher davantage de l'environnement direct des jeunes permet de cerner au mieux leurs besoins et donc de prioriser de manière plus efficace les objectifs imminents à réaliser ou encore les activités les plus attractives à leurs yeux et qui seraient à même d'encourager leur participation. La coopération avec les leaders communautaires, les comités ou associations de quartier et/ou la communication directe avec les jeunes concernés peuvent être un moyen efficace pour se rapprocher d'eux. Il s'agit là d'adopter une démarche moins élitiste de ciblage et d'inclusion des jeunes.

L'approche de proximité se concrétise également à travers les outils de communication utilisés et / ou proposés aux jeunes. La communication digitale et interactive, qui est particulièrement adaptée à la nouvelle génération, est encore peu ou mal exploitée, notamment par les autorités. La nouvelle génération éprise d'activisme digital et de réseaux sociaux trouverait pourtant plus de facilité à s'informer et participer à travers ces outils.

Initiation des plus jeunes à la participation et renforcement de leurs capacités

Beaucoup de jeunes enquêtés déplorent une certaine méconnaissance des mécanismes, moyens et enjeux dela participation citoyenne et décrivent leurs premières expériences de bénévolat comme une découverte et le début d'un apprentissage sur le tas. Certains jeunes actifs disent également avoir fait face à d'autres citoyens qui remettent en cause leur engagement et abnégation, voyant leur bénévolat comme une action qui est ou devrait être rémunérée. Cela témoigne de la faiblesse de la culture du bénévolat et de l'engagement citoyen au sein de la population, notamment les jeunes.

Des mesures d'initiation des enfants et adolescents à la vie citoyenne sont à envisager pour instaurer une culture de la participation et généraliser cette pratique dès le plus jeune âge. La majorité des jeunes qui ont participé à des initiatives durant la crise de la COVID-19 ont déjà été actifs auparavant. Le passage du statut de citoyen « inactif » à celui de citoyen « actif » peut prendre du temps et être compliqué. C'est pourtant une activité qui est rapidement adoptée par les jeunes comme une habitude courante suite à une première expérimentation. Dès que les jeunes commencent à prendre part à des actions en dehors des circuits classiques (études, famille, etc.), ils acquièrent plus de facilité à s'exprimer, à proposer, à passer à l'acte et à prendre l'initiative en se sentant capables d'impacter leur environnement positivement.

Une stratégie commune entre les différents acteurs gouvernementaux et ceux de la société civile pourrait être mise en place pour inclure des activités de participation citoyenne dans les cursus scolaires et éducatifs afin **d'ancrer les valeurs de la participation citoyenne** chez les élèves et de leur permettre de s'initier à la participation sans avoir forcément à adhérer à un club ou à une organisation donnée.

Le renforcement des capacités des jeunes a également de l'importance pour pérenniser leur engagement, comme démontré précédemment. L'importance du sentiment d'avoir quelque chose à apporter à leurs communautés respectives est déterminante pour stimuler la participation des jeunes sous toutes ses formes et garantir son caractère durable dans le temps. Le renforcement des capacités nourrit et consolide les compétences des jeunes en élargissant leur potentiel de prise d'initiative.

Valorisation et reconnaissance des efforts des jeunes

L'étude démontre que les jeunes ont besoin de reconnaissance et de valorisation de la part des différentes parties prenantes. Les jeunes interrogés ont fait part de leur grande déception, voire désolidarisation vis-à-vis de l'État, en l'absence de toute reconnaissance des efforts déployés. Le manque de reconnaissance décourage les jeunes de la prise d'initiative et peut entraver la poursuite de leur participation pour certains d'entre eux. La réaction contraire a été observée quand les jeunes ont bénéficié de l'appréciation des autorités ou des organisations de la société civile.

La reconnaissance valorise les efforts des jeunes et leur apporte une certaine validation ce qui encourage à davantage d'activisme. Une communication valorisante, une écoute bienveillante et une validation des initiatives des jeunes sont donc des pratiques à adopter et généraliser.

Appui financier adapté aux initiatives des jeunes

Devant la situation de crise économique qui touche le pays, les jeunes ont besoin de financer leurs actions et initiatives pour les pérenniser. Ce problème se pose souvent, contraignant souvent les bénévoles et meneurs d'initiatives à puiser dans leurs propres ressources et économies.

Cependant, les dispositifs de financement disponibles ne sont pas toujours adaptés aux attentes et besoins des jeunes, en particulier ceux qui ne sont pas affiliés à des OSC éligibles aux subventions des bailleurs de fonds, et ceux-ci sont les plus nombreux. Ces mêmes jeunes peinent aussi à satisfaire les exigences des bailleurs et à leur fournir les garanties nécessaires en termes d'éligibilité et de capacités de gestion. Ils sont ainsi exclus de facto des aides disponibles. Certaines OSC ciblent en particulier cette catégorie de la population à

travers leurs interventions, mais la majorité peine encore à approcher les jeunes les plus exclus et défavorisés.

Il apparaît alors primordial soit de créer de **nouveaux** dispositifs de financements plus souples, plus adaptés et moins exigeants à l'adresse des jeunes les plus vulnérables et exclus, soit de favoriser les financements en cascade en appuyant les organisations les plus fédératrices de la jeunesse active, comme le Croissant Rouge Tunisien ou encore les associations de quartier, et en mesure d'approcher la jeunesse tunisienne dans toute sa diversité.

RECOMMANDATIONS

Afin de mieux appréhender la réponse la plus appropriée à apporter à ces attentes et besoins, nous recommandons une stratégie d'intervention adaptée à chacun des trois acteurs essentiels de la mobilisation des jeunes, à savoir les pouvoirs publics, les OSC, et les jeunes eux-mêmes, avec des actions spécifiques pour chacun de ces groupes, synthétisées dans le tableau cidessous.

Nous tenons compte ici de la sphère des responsabilités de chacun dans ce processus :

- Au niveau des structures publiques (législatives, gouvernementales et locales), les actions à entreprendre doivent s'attacher essentiellement à rétablir un lien de confiance avec les jeunes, à travers une communication transparente et proactive, un soutien et une valorisation de leurs initiatives, et une meilleure compréhension de leurs besoins.
- Pour ce qui est des OSC, celles-ci devraient veiller à jouer un rôle de facilitateur et d'intermédiation entre les autorités et les jeunes en étant non pas uniquement le porte-parole des jeunes mais leur point d'accès direct vers les décideurs et autorités publiques. Cela passe notamment par une responsabilisation des jeunes et un renforcement de leurs capacités afin que ceux-ci soient plus aptes à appréhender l'engagement communautaire.
- Enfin, les jeunes eux-mêmes doivent être encouragés à pratiquer un réel exercice d'introspection afin de mieux identifier leurs centres d'intérêt et leurs causes.

Structures publiques

Organisations de la Société Civile

Jeunes

- Mise en œuvre d'actions de façon participative, effective et transparente en impliquant les jeunes dans la prise et mise en œuvre des décisions et en les responsabilisant, tout en privilégiant une approche de proximité.
- Informer les jeunes des différentes mesures entreprises par l'État et initiatives portées par d'autres jeunes, de leur avancement et de leur réalisation, en misant sur l'emploi de canaux de communication et d'outils technologiques modernes et plus proches des pratiques des jeunes (médias sociaux, capsules vidéos, applications mobiles fonctionnelles et ergonomiques).
- Concrétiser les réformes, lois et stratégies portant sur la jeunesse en privilégiant les *Quiks-wins* afin de redonner de l'espoir aux jeunes.
- Élaborer et mettre en œuvre des actions d'initiation des plus jeunes à la participation citoyenne (enfants et adolescents).
- Élaborer une **réforme adaptée des procédures de financement**des associations, mouvements,
 groupes, initiatives et projets de
 jeunes, en facilitant les démarches
 et en assouplissant les règles en
 vigueur.
- Digitaliser les démarches administratives et faciliter l'accès des jeunes aux décideurs.
- Sensibiliser les cadres et décideurs publics pour améliorer leur perception et traitement des jeunes.
- Mettre en place des mesures systématiques de reconnaissance pour les initiatives des jeunes.

- Miser sur des approches moins élitistes et plus inclusives dans l'implication des jeunes, en leur proposant un cadre moins formel, basé sur les valeurs plus que sur l'appartenance à l'OSC.
- Miser sur la création de liens horizontaux avec les jeunes, qu'ils soient adhérents, bénévoles ou bénéficiaires en veillant à donner aux jeunes des rôles de meneurs dans les projets et activités. Il est important d'apporter un soutien qui mette plus en avant l'apport des jeunes que celui de l'organisation.
- Élaborer des projets se focalisant sur les thématiques prioritaires des jeunes en rapport avec la crise socioéconomique et politique du pays. L'identification des besoins doit se baser sur une approche de proximité. Veiller à ce que ces projets débouchent sur des résultats plus tangibles et plus rapides.
- Élargir d'avantage les actions de renforcement de capacités des jeunes pour toucher les plus exclus.
- Réaliser des campagnes de sensibilisation et des activités pratiques auprès des jeunes et moins jeunes pour les initier au travail associatif et au bénévolat.
- Veiller à communiquer via les réseaux sociaux sur les réalisations menées et les résultats atteints pour motiver la participation des jeunes.
- Ouvrir le dialogue et la coopération avec les groupes et mouvements informels directement ou à travers des associations/ leaders qui leurs sont proches.

- Faire l'inventaire de ses aptitudes et compétences afin d'identifier les pistes / domaines d'engagement citoyen qui y correspondent le mieux.
- S'initier à être un citoyen actif en identifiant une/des causes ou une/des thématiques d'intérêt.
- Se renseigner davantage sur les associations locales présentes dans son quartier afin d'intégrer le tissu associatif de proximité. Considérer les activités citoyennes, projets et associations à plus grande échelle. Bien choisir ses sources d'information en privilégiant les sources officielles et/ou crédibles et en faisant attention à la désinformation.
- Commencer par participer à travers des activités peu contraignantes et facilement réalisables.
- Essayer différents moyens/ formes de participation pour trouver les activités qui conviennent le plus sans se démotiver, tout en faisant preuve de patience quant à la réalisation des résultats attendus.
- Privilégier l'entraide et l'esprit coopératif avec les autres acteurs de la société civile afin de multiplier les effets des actions de mobilisation.
- S'organiser pour s'engager collectivement dans des rapports de force avec les autorités locales ou nationales les plus récalcitrantes à la participation des jeunes afin de s'imposer, en privilégiant des actions d'influence, de plaidoyer et de mobilisation de l'opinion publique en faveur de sa/ses cause(s).

ANNEXES

ANNEXE 1: EXEMPLE DE PROJETS ÉTATIQUES POUR LA DIGITALISATION

- LE GOUVERNEMENT OUVERT

Nom du projet	Porteurs et partenaires du projet	Descriptif
Data.gov.tn	L'Etat Tunisien	Plateforme des données ouvertes gérée par l'Unité de l'Administration Électronique à la Présidence du Gouvernement, ce portail lancé en 2012 répond à l'un des engagements prévus dans le premier plan d'action du PGO.
Les conseils locaux des jeunes	L'Etat Tunisien La Banque Mondiale	Les conseils locaux visent à inciter les décideurs locaux à mettre en œuvre les réformes qui tendent à répondre aux besoins des jeunes. En Tunisie, c'est à partir de 2016 que l'Etat a exprimé sa volonté de réactiver le projet de conseil national des jeunes.
Legislation.tn	L'Etat Tunisien	Lancé en 2014 par le gouvernement, c'est un portail national de l'information juridique qui offre un accès gratuit aux informations relatives à différentes rubriques: la Constitution, les circulaires, les codes en vigueur, les conventions et traités internationaux
Sicad.gov.tn	L'Etat Tunisien	Le « Site d'Information et de Communication Administrative » (SICAD) offre depuis 2015 l'accès à une base de données exhaustive sur les procédures administratives.
Portail national de l'information juridique de la Présidence Du Gouvernement	L'Etat Tunisien	Le Portail national de l'information juridique de la Présidence Du Gouvernement propose aussi des consultations en ligne dans sa rubrique « Projets de textes soumis pour avis»
Commerce.gov.tn/ consultation	Le ministère du Commerce et de l'Artisanat	Le ministère du Commerce et de l'Artisanat propose une consultation en ligne permanente en vue d'améliorer ses services et prestations
Prestations.agrinet.tn	Le ministère de l'Agriculture	Le ministère de l'Agriculture propose une consultation en ligne en vue de simplifier les démarches administratives et d'améliorer ses services et prestations à travers une page dédiée à la consultation
L'enquête de satisfaction auprès de ses citoyens	La Municipalité de la ville de Menzel Bourguiba La GIZ	La ville de Menzel Bourguiba (Bizerte) a testé, en 2014, l'enquête de satisfaction auprès de ses citoyens afin de mesure leur niveau de satisfaction par rapport aux services municipaux. Elle a concerné 135 individus sur leur niveau de satisfaction par rapport : aux services, la communication communale, les employés municipaux et la participation citoyenne.
E-people.tn	L'Etat Tunisien	Ce portail est un dispositif de participation citoyenne multi canal (Mobile, web, face to face, téléphone). Il offre depuis 2018 des services de médiation pour le citoyen pour lui permettre de faire parvenir sa voix à l'administration

ANNEXE 2: GUIDE DES QUESTIONS POUR LES FOCUS GROUPE

- Comment avez-vous vécu la crise de la COVID-19? Le confinement? Couvre-feu? Mesure sanitaire et sécuritaire?
- Qu'avez-vous pensé des mesures prises par le gouvernement? En matière de crise, gestion, information, transparence...?
- Dans quelle mesure la crise a eu un impact sur votre quotidien (ou activité en temps normal)?
- Dans quelle mesure la crise a eu un impact sur votre état moral? (Inquiétude, angoisse, etc.)
- Est-ce que vous étiez déjà actifs au sein de la SC ou non?
- Décrivez nous en bref l'initiative mis en place en temps de COVID-19? Quel impact avez-vous détecté à l'issue de l'action?
- Qu'est-ce qui vous a motivé à vous engager durant la crise?
- Pensez-vous qu'inscrire ce genre d'action dans une stratégie nationale pour les jeunes soit une bonne idée? Pourquoi? Si oui, Comment?
- Aujourd'hui, êtes-vous autant actifs au sein de la SC ? Si non, pour quelle raison?
- Aujourd'hui quels sont vos besoins vis-à-vis de l'Etat? Des autorités locales? De la SC?
- Selon vous, quelles sont les solutions pour garantir le volontariat/ la participation citoyenne continue et durable chez les jeunes?
- Quelles leçons avez-vous tiré de cette crise (sur la plan personnel, ou sur un plan large/global)?

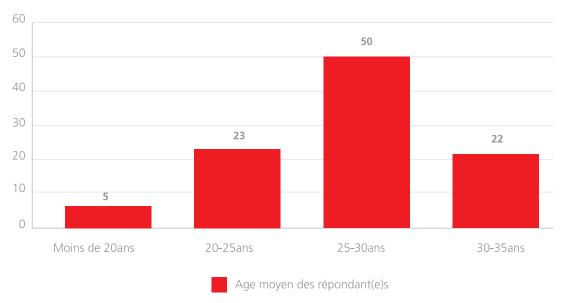
ANNEXE 3: GUIDE DES QUESTIONS POUR LES PORTEURS D'INITIATIVES PHARES

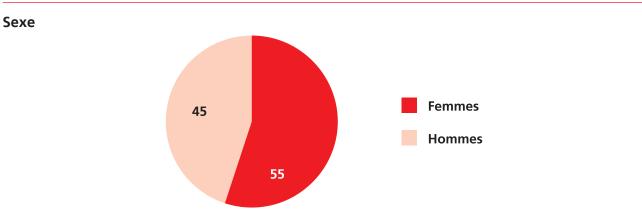
- Comment avez-vous vécu la crise de la COVID-19? Le confinement? Couvre-feu? Mesure sanitaire et sécuritaire?
- Qu'avez-vous pensé des mesures prises par le gouvernement ? En matière de crise, gestion, information, transparence...?
- Dans quelle mesure la crise a eu un impact sur votre quotidien (ou activité en temps normal)?
- Dans quelle mesure la crise a eu un impact sur votre état moral? (Inquiétude, angoisse,...)
- Est-ce que vous étiez déjà actifs au sein de la SC ou non?
- La naissance de l'idée?
- Ce qui vous-a motivé à passer à l'action?
- Comment a eu lieu la mise en œuvre de l'initiative?
- Quelles ont été les difficultés et les aides et soutiens que vous avez eu?
- Y avait-il des partenaires ou des collaborations (autorités locales, associations, indépendants)?
- Quels ont été les résultats de vos activités? Les changements que vous avez observés?
- Quel sera le devenir de votre initiative?
- Quel est votre retour d'expérience, vos impressions/ ressenti après la réalisation?
- Selon vous qu'est-ce qui motive ou démotive les jeunes à aller vers ce genre de passage à l'acte?
- Quelle sont les mesures qui pourraient être entreprise pour provoquer/pérenniser ce genre d'initiatives?

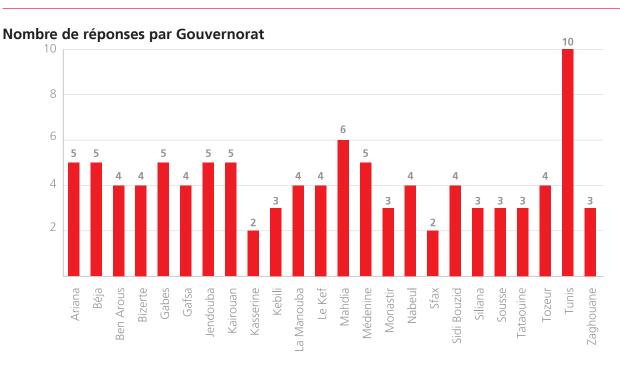
ANNEXE 4: RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE ADMINISTRÉ EN LIGNE

Total réponses : 100

Âge





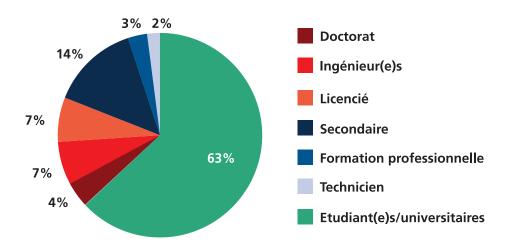


Activité actuelle

- 5 personnes Actives au sein de la SC
- Activiste Politique
- Agriculteur
- 20 personnes dans le Bénévolat
- 8 Cadres exécutifs au sein daune association
- 7 personnes au Chômage
- 3 Coachs sportifs
- 2 Commerciaux
- Communicatrice
- Comptable
- 4 Consultant-e-s formateur/rices
- Designer
- Directeur de projet
- 2 Elues municipales
- 3 Employés
- 2 Personnes employées dans le domaine de la santé
- 4 Entrepreneurs

- 7 Etudiant-e-s
- 3 Fonctionnaires
- 2 Ingénieurs
- 3 Personnes dans benseignement
- Médecin
- Membre Scout
- Youth Mentor
- 2 Présidents d>association
- Program Manager
- Responsable marketing
- 3 Techniciens
- Délégué médicale
- 3 Project managers
- Directrice de communication
- Dentiste
- 2 infirmiers
- Téléopérateur

Niveau d'étude



Êtes-vous membre d'une association/ syndicat/ parti politique/ club?

78 personnes oui contre 22 non.

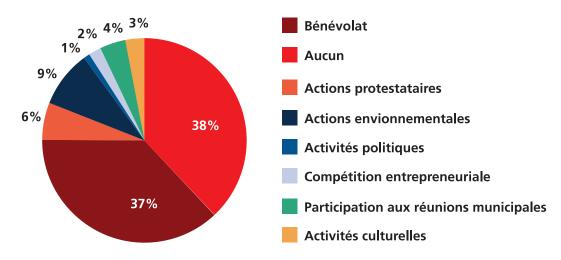
Étiez-vous engagé avant la crise du COVID-19?

87 personnes oui contre 13 non dont 91 depuis 2011 contre 9 personnes avant 2011.

Avant la crise du COVID-19, quelles sont les initiatives /activités/ mouvements associatifs auxquels vous participez (ou avez participé)?

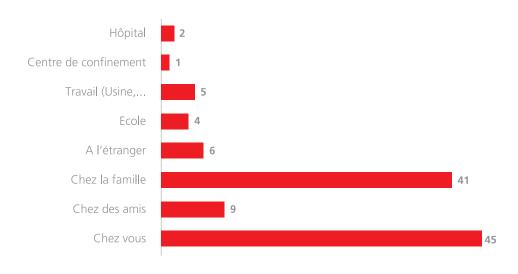


Avant la crise du COVID-19, quelles sont les initiatives/ activités/ mouvements spontanés hors du cadre associatif auxquels vous participez (ou avez participé)?



CHAPITRE I: PÉRIODE DE CRISE DU COVID-19

Où avez-vous passé la crise du COVID-19?



Quelle était votre première réaction quand le COVID-19 a touché la Tunisie?

Inquiet	37
Surpris	4
Confiant	8
Averti	58
Angoissé et effrayé	1
Effrayé	1
Navré	1

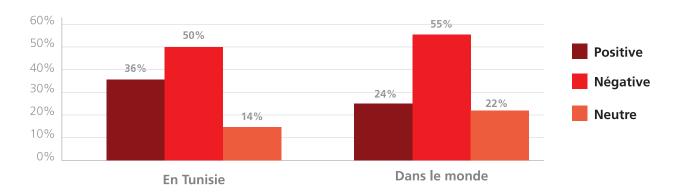
Quelle était votre première réaction dès que le couvre-feu a été décrété?

Inquiet	18
Surpris	7
Confiant	16
Averti	67

Quelle était votre première réaction dès que le couvre-feu a été décrété?

Inquiet	30
Surpris	8
Confiant	18
Averti	51
Stressé	1
Heureuse de la décision	1
Peur	1

Quelles étaient vos prévisions au début de la crise quant à l'évolution de la situation (En Tunisie/Dans le monde entier) : Positive/Négative/Neutre



Quelle a été la durée de votre confinement en nombre de jours?

Nombre de jours	Réponses	Nombre de jours	Réponses
1	10	30	10
2	6	35	1
3	4	38	1
5	2	40	4
6	1	42	1
7	6	44	1
8	1	45	2
10	4	47	1
12	1	50	1
14	3	60	9
15	6	65	1
20	5	74	1
21	2	75	1
25	1	90	4

Comment vous-a semblé cette période?

Longue	32
Courte	3
Moyenne	15
Ennuyante	36
Constructive	46
Difficile et fatigante	6

Quelles nouvelles activités/comportements/routines avez-vous développé durant la crise ?

- Bénévolat : travaille sur le projet oxygénothérapie nasale à haut débit, collecte et distribution de don, sensibilisation, organisation des files d'attentes, gestion de catastrophe avec le croissant rouge, Prévention et sécurité, expérience dans le domaine des activités de la société civile et des relations avec les autorités locales;
- *Professionnel* : le télétravail, capacité de travailler à distance, aménagement d'un espace de travail chez soi, découvrir Zoom, entrepreneuriat;
- Apprentissage : E-learning, E-teaching, Façons de traiter avec différentes catégories de la société, Respect des nouvelles mesures sanitaires, reconnaître les faiblesses des établissements publics, Intérêt pour les médias, langue, coaching en ligne, Capacité à travailler avec les gens qui ont des principes différents, Accordez plus d'attention aux actualités nationales et internationales, couture;
- Loisirs et sport : faire du sport, cuisine, lecture, musique, histoire de la Tunisie, écritures, dance, pâtisserie
- Aspect personnel: Profiter de la vie davantage, Elargir son réseau, gagner en responsabilité, esprit tranquille et repos, Rétrospection, se consacrer du temps, Rester seul et faire des activités individuelles, la gratification, la famille, patience, capacité d'adaptation, la prière, gestion de stress, Comment se débrouille avec les moyens disponibles, gestion de temps;
- Autres: Mauvaises habitudes (manger ne pas faire d'exercice);
- Rien de particulier.

Dans quelle mesure vous-êtes-vous senti(e) concerné(e) par la crise?

Pas du tout	1
Un peu	4
Moyennement	27
Beaucoup	68

Quels moyens avez-vous utilisé pour vous informer sur ce qui se passe durant la crise?

Les réseaux sociaux	78
Les médias (radios/tv/presse écrite)	63
Internet (articles, documentaires)	58
Les communiqués officiels du gouvernement	82
Entourage	73
Aucun	1
OMS	1
Les autorités locales	4

Comment avez-vous vécu le confinement?

Optimiste	47
Pessimiste	3
Indifférent	4
Patient	53
Ennuyé	21
Frustré	7
Inquiet	24

Tout cela en même temps	1
Normal	1
Occupé	2
Peur/faible confiance	2
Sommeil agité/vulnérabilité psychique	2
Pression de la responsabilité	1
Patient	1

Quelles nouvelles activités/comportements/routines avez-vous développé durant la crise?

• L'isolement ; le bénévolat ; la rédaction d'article ; la prière ; le sport ; Regarder des films et jeux ; Coaching en ligne pour une attitude positive ; études ; patience ; lecture ; faire des choses dont je n'avais pas l'habitude de faire à la maison ; cuisine ; internet ; partage des ressentis dans le cadre d'une réunion avec la psychologue du croissant rouge avec toute l'équipe ; échanger avec les amis ; travailler.

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées durant la crise?

Les principales difficultés sont celles :

- Du quotidien: pécuniaire, financière, d'approvisionnement d'aliment de base et nourriture, transport et déplacement, pénurie, foule dans les files d'attentes, être limiter par les heures de circulation et le contrôle dans la rue;
- Dans les actions bénévoles: difficulté à communiquer avec les personnes âgées pour les convaincre de respecter la distanciation sociale et le port de la bavette ; Faible conscience des gens et peur d'être contaminé durant les actions bénévoles ; Difficultés avec les citoyens non conscient et méfiants surtout quand ces derniers n'ont ni à manger ni de l'argent qui mène des fois à de la violence ; continuer le bénévolat ; Difficulté à obtenir les matières premières pour les bavette ; difficulté de convaincre les gens de la gravité de la situation ; Difficulté à obtenir une autorisation pour la distribution des dons ; Peur d'être contaminé durant les actions bénévoles de distribution des dons prise de conscience des conditions des gens défavorables;
- Psychologique et moral: Peur pour les proches, psychose, difficulté à avoir une vie normale, ennui, être enfermé à la maison, être sur les nerfs, inactivité, Inquiétude, routine, ne pas avoir de contact physique avec les autres, l'inquiétude, voir l'impact de cette crise sur le pays etc. Manque de visibilité sur l'évolution de la pandémie, manque d'interactions sociales physiques, Peur de contaminer les proches qui ont une santé vulnérable, Pression psychologique, peur d'attraper le virus;
- Faible réactivité: Faible réactivité de l'Etat, Faible réactivité des citoyens, Faible sensibilité des citoyens et persistance de la foule, Inquiétude pour la famille, le manque de prise de décision par les décideurs à différents échelons hiérarchiques;
- Faire face aux crises : économique, sociale, sanitaire, la pauvreté;
- *Professionnel:* surcharge, stress, difficulté à enseigner à distance, impact sur les études, mauvaise couverture internet;
- Loisirs et vie sociale: Fermeture des cafés, Interdiction de voir ses amis et familles, conflit familiale,
- Autres: la maladie, prise de poids, rien à signaler, peur de la pluie qui n'a pas arrêté pendant 30 jours.

Dans quelle mesure cette période de crise a représenté un obstacle à vos activités quotidiennes?

Complètement (Arrêt total)	20
Beaucoup	24
Moyennement	21
Un peu	16
Pas du tout	19

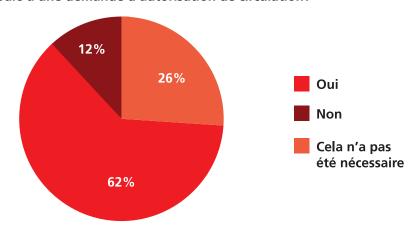
Dans quelle mesure avez-vous respecté les mesures sanitaires et sécuritaires durant la pandémie?

Beaucoup	50
Moyennement	28
Un peu	15
Pas du tout	7

Et aujourd'hui, continuez-vous à les respecter?

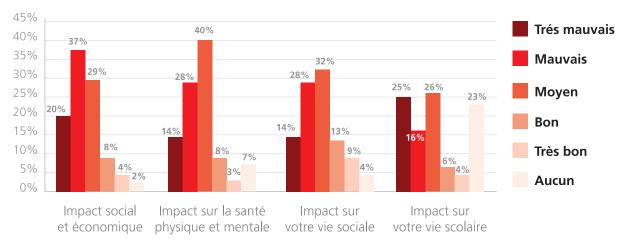
Beaucoup	16
Moyennement	46
Un peu	30
Pas du tout	8

Avez-vous eu recours à une demande d'autorisation de circulation?

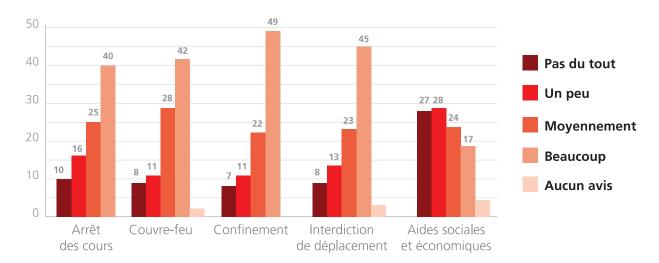


Avez-vous obtenu votre autorisation de circulation suite à votre demande ? 55 (83.3%) oui contre 11 non (16.7%).

Comment évaluez-vous l'impact de la crise sur vous?



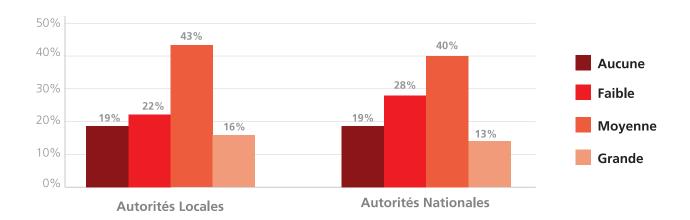
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) par les mesures prises par le gouvernement?



Témoignage:

« Tous les éléments sont discutables mais à mon sens les mesures strictes prises globalement dès me début ont permis de limiter les dégâts d'un virus inconnu qui a ravagé le monde entier, ça a cependant eu des répercussions désastreuse sur la situation économique du pays (qui n'a plus les même moyens de faire face à une 2ème vague) mais ça reste inévitable et peut être avons-nous eu le temps de nous familiariser avec les nouvelles pratiques qui ont découlé de cette pandémie et cette crise? Concernant les aides, le fait d'avoir donné une aide de 200dt est peu mais ça reste cohérent avec les moyens économiques du pays ça, cependant semé la zizanie avec des personnes qui ne respectaient plus la distanciation ni le fait qui m ne faut pas se rassembler. Aussi le fait de prélever une partie des pensions de retraites des professionnels ainsi qu'une partie des salaires des médecins pour les aides sans même leur accord m'a paru aberrant ».

Quel est votre degré d'appréciation de la réponse des autorités à la crise? Autorités locales / nationales



Quelles sont les mesures mises en place par le gouvernement qui vous ont parues les plus utiles, Pourquoi?

Mesures	Nombre de réponses récurrentes
Obligation du Confinement	42
Fermeture des frontières	20
Instauration du Couvre-feu	11
Interdiction de circulation	8
Interdiction de se réunir, de Fermeture des cafés	4
Toutes les mesures	1
Aucune	2
Laisser la possibilité à la SC d'aider ; Facilitation, simplification des procédures et ouverture à toute initiative et potentiel de collaboration	2
L'aide apportée aux personnes sans emploi/nécessiteuses	2
Obligation du port de la bavette	1
Distanciation sociale	2
Gestion des dons par le biais du Ministère de la Santé	1
La fixation du prix des masques et gel hydro alcoolique	1
Les tests massifs	1
Isolation des cas positifs	1
Suspension des études	1

Quelles sont les mesures mise en place par le gouvernement qui vous ont parues les moins utiles, Pourquoi?

Mesures	Nombre de réponses récurrentes
Couvre-feu	12
Fermeture des frontières	2
Fermeture des cafés/restaurants	4
L'arrêt de l'économie/du travail	7
L'ouverture des frontières	12
L'octroi des subventions et aides sociales	15
Interdiction de circuler	4
Fermeture des mosquées	2
L'annonce de maitrise du Virus	1
Accueil des personnes résidentes à l'étranger (sans test ni confinement)	5
Transports en public toujours en fonction	2
Limité le taxi à une personne	1
Toutes	2
Limitation des bureaux ouverts de différentes administrations publiques	1
Lever du confinement	1
Le confinement	1

Mesures	Nombre de réponses récurrentes
L'arrêt de cours	1
Octroi d'autorisation de circulation facilement	1
Déplacement du SAMU qu'en cas de contamination par le COVID-19	1
Le port de masques	1
Les mesures prises pour la gestion de la crise économique	1
Le rapatriement	1
Réduction du nombre des personnes autorisée dans les lieux publiques	1
Méthodes de distribution des aides sociales	5
Toutes	2
Ne sait pas	14

CHAPITRE II: ENGAGEMENT ET INITIATIVE

Pourquoi vous avez décidé de participer à cette action / mouvement? Quelles étaient vos motivations?

Les principales motivations telles que mentionnées par les jeunes sont :

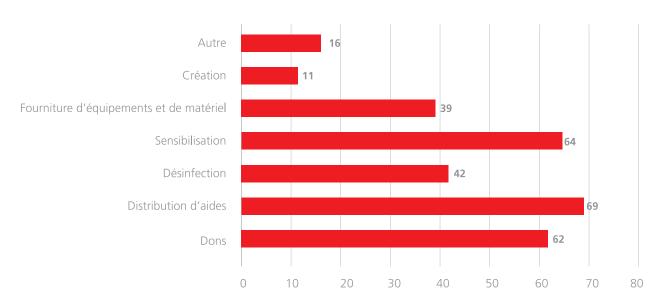
- Sens des responsabilités
- Solidarité
- Patriotisme
- Aider le pays
- La passion pour la technologie
- Peur pour la famille
- Apporter une aide sociale
- Le manque de conscience de certains citoyens
- L'importance du bénévolat particulièrement de ceux qui ont l'habitude du travail associatif, des initiatives nationales et du terrain
- Le besoin des personnes démunies
- Baisser l'angoisse
- Aider les femmes dans cette situation de crise
- L'amour du travail associatif
- Le sens communautaire
- Vivre une nouvelle expérience
- J'ai senti que chaque citoyen doit participer à la lutte contre ce virus
- Le rôle de la société civile est important dans ce genre de crises
- J'aime aider
- Je suis activiste à la base
- J'avais un plus à apporter et je ne pouvais pas rester les bras croisés
- La situation générale et mes anciennes expériences dans l'aide sociale

- Je suis un membre du bureau régional du croissant rouge Mahdia
- Je veux aider les autres qui sont dans le besoin
- Aider les autres fait partie de mes objectifs de vie
- Aider les habitants de la ville
- La situation générale déplorable
- Par solidarité avec les SDF qui étaient encore plus vulnérables dans ce contexte
- La responsabilité envers le pays, et le fait d'avoir du temps
- Je crois que servir l'humanité constitue l'œuvre la plus noble d'une vie
- Mon devoir autant que bénévole
- Pour aider les autres
- Ma passion pour le travail associatif et le bénévolat
- Mon amour pour le bénévolat, pour le pays et son peuple et mon devoir. C'est la moindre des choses par laquelle je veux aider.
- Devoir
- Je veux être active dans mon environnement et aider mon pays
- Humanité
- La situation particulière de la crise a dénudé la crise socio
- Soutenir l'effort de l'état
- Ma conviction que dépasser cette crise ne peut se faire qu'à travers le travail bénévole

- Aider ceux dans le besoin
- Sauver ma ville
- La responsabilité envers la région
- Le croissant rouge
- Faire un changement, créer un impact positif, face à cette crise
- Les résultats positifs attendus dans l'étude de l'activité
- La situation de la Tunisie ... et le patriotisme que j'avais avant l'arrivée de la Corona
- Le principe d'humanité et de volontariat
- Je fais du bénévolat depuis l'enfance
- Devoir national
- L'amour de l'organisation et l'ambiance de groupe
- Mon amour et ma préférence pour les services sociaux
- Travail bénévole pour nettoyer le dortoir universitaire

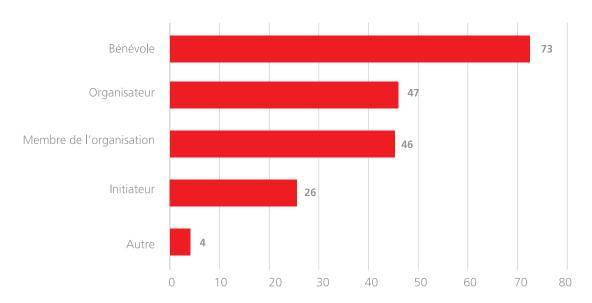
- et le préparer pour les patients
- Les gens ont faim et n'ont pas de quoi nourrir leurs enfants
- Le seul moyen de sortir de la crise est le travail collectif et participatif
- J'ai l'habitude de servir dans les situations de crise
- L'intervention dès les débuts avant que la situation ne s'aggrave, car il faut éduquer, et c'était notre rôle en coordination avec la municipalité
- Un sentiment de solidarité
- Mon amour pour ma région et ma compréhension de la signification de la pauvreté et du besoin
- Mon sens du patriotisme et mon amour du bénévolat à un moment où je sentais que mon pays avait besoin de moi
- La prévision des problèmes sociaux accrus et la compréhension la détérioration de la situation économique de la population fragilisée.

A quel mouvement de solidarité / quelle action avez-vous participé?

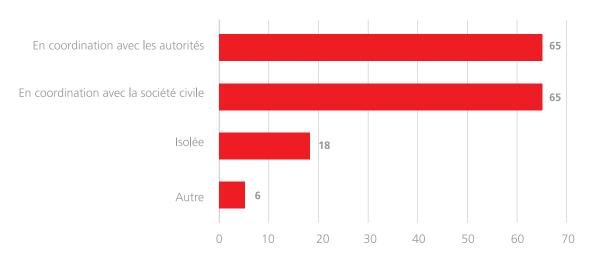


D'autres types d'actions et initiatives ont été stipulée telles que l'accompagnement de femmes victimes de violences, l'organisation des queues dans les espaces publics et les rassemblements, le veille à l'application des mesures d'hygiène dans les espaces publics, le conseil à titre bénévole, des séances de phytothérapie gratuites, dons de sang, etc.

Quel été votre degré d'implication dans ces mouvements?

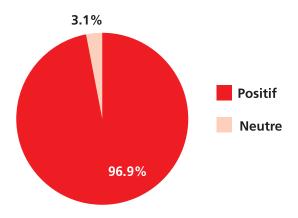


Type de l'action solidaire

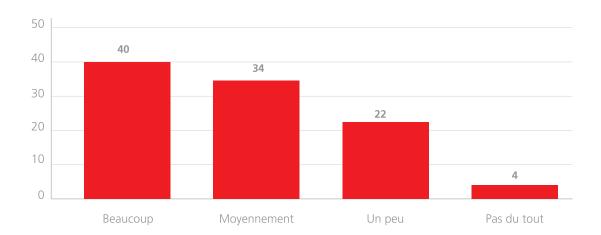


Exemple d'autorités publiques : Municipalités, le délégation, maison de jeunes, Gouvernorat, écoles et facultés, hôpitaux régionaux, bureaux locaux des affaires sociales, conseil national de l'ordre des médecins, UTICA, Garde Nationale, Ministère de la santé, La poste Tunisienne, Ministère des technologies de la communication et la transformation digitale, etc.

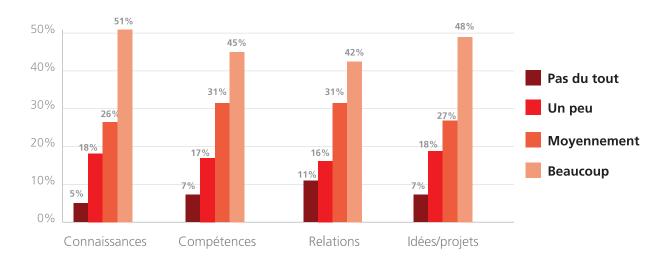
Quel impact a eu l'action à laquelle vous avez participé, selon vous?



Dans quelle mesure vous êtes-vous senti utile pour votre communauté durant la crise?



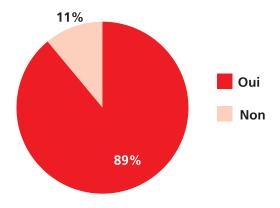
Dans quelle mesure avez-vous pu développer ces aspects durant la crise : des connaissances/des compétences/des relations/des idées, projets?



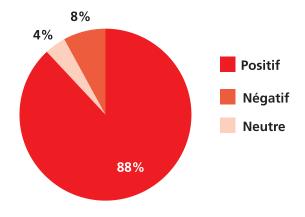
Les principaux changements les plus marquants observés dans le comportement des citoyens durant et après la crise évoquée par les répondants

	Changements	Causes selon les répondants
Positifs	La solidarité sociale, meilleure hygiène, la discipline, la conscience, sens des responsabilités, le respect mutuel, la mobilisation communautaire sur terrain et sur les réseaux sociaux, l'empathie	La peur pour sa vie ; pour ses proches ; pour son pays, les campagnes de sensibilisation, la prise de conscience, sentiment d'appartenance, patriotisme, la solidarité, l'application stricte des lois, appréhension, remise en question due au confinement, empathie
Négatifs	Le nom respect des réglementations, la monopolisation, l'exploitation de la situation (augmentation des prix par exemple), la nonchalance, la nervosité et l'agressivité, l'individualisme et l'égoïsme, la violence, le pessimisme, la surconsommation, la discontinuité de la prise de conscience, la dégradation du respect des mesures d'hygiène au fil du temps	La peur du virus ; de la monopolisation, du futur, le confinement (stress, frustration, ennui), la cupidité, la situation socio- économique, l'inconscience/ le manque de sensibilisation, l'absence des forces de l'ordre dans certains endroits, la précarité, banalisation des risques

Connaissez-vous d'autres jeunes de votre quartier ou autres ayant réalisé/participé à des actions durant la crise COVID-19?



Quelle est votre évaluation de leur action?



Les principales initiatives déployées par les associations et/ou les citoyens, évoquées par les répondants

	Initiatives	Causes selon les répondants
Les plus utiles	Stérilisation et nettoyage des espaces et structures publiques, les campagnes de sensibilisation, fabrication et distribution de masques et de gel hydroalcoolique, collecte et distribution de dons, les action en coordination et la formation de groupes et de coalitions, actions préventives, les inventions en matériels et applications, Faire les courses et livrer aux autres, Traduction en langage des signes du journal télévisé, campagne de sensibilisation éducative pour les enfants sur le COVID-19, Construction de nouvelles unités COVID	Elargir la prise de conscience, aider le maximum de personnes démunies, c'était le nécessaire étant donné les conditions, efficacité de ces solutions, ça a des résultats directs pour améliorer la situation, c'est innovant, ça facilité le travail des professionnels et des administrations, ça a comblé un manque préexistant, rassurer le peuple, parce que c'était par patriotisme, parce que ça a aidé beaucoup de gens, les autorités ne pouvaient pas y arriver seules.
Les moins utiles	La stérilisation des rues, la non collaboration avec les autorités, la distribution de flyers/ pancartes, l'organisation des queues, l'apport d'aides sociales à des personnes qui ne sont pas dans le besoin, certaines campagnes de sensibilisation, distribution de bavettes, actions bénévoles opportunistes (pour se faire un nom, pour avoir une autorisation de déplacement), les formations en ligne, le boycott du confinement, récolter des aides/ dons de plusieurs sources	Ce n'est pas efficient, ça peut augmenter la propagation du virus, redondance, ne contribue pas à combattre le virus, réaliser avec une mauvaise organisation, dispersion des efforts

A quelles autres actions/mesures auriez-vous aimé prendre part ?

Plusieurs répondants estiment être satisfaits de leur apport ou encore avoir fait le maximum dont ils étaient capables. Un bon nombre aurait aimé « Tout » faire. Mais les principales activités évoquées pour cette question sont :

- Participer aux initiatives réalisées auprès du ministère de la santé ou des structures de santé
- Participer à la mise en place de certaines applications mobiles
- Participer à des actions de divertissement pour apporter un soutien psychologique au gens
- La distribution d'aides sociales
- La désinfection
- Les campagnes à échelle nationale

- Aider le croissant rouge
- Participer et donner des formations en ligne
- Contribuer aux initiatives technologiques
- Aider le personnel soignant pendant ses fonctions

Actions/mesures qui auraient dû être faites, principalement citées par les jeunes:

- Garder le confinement obligatoire pour toute personne venant de l'étranger
- Prolonger la clôture des frontières jusqu'à la fin de la pandémie
- Veiller à l'application du confinement obligatoire de manière plus stricte
- Plus de campagnes de sensibilisation
- Impliquer les citoyens dans toutes les initiatives
- Vérifier les cas de familles nécessiteuses avec plus de soin
- Que l'état doit plus dans la prévention et agissent beaucoup plus à l'avance
- De la sensibilisation pour la gestion de crise
- Etendre la livraison à domicile pour tous les domaines

- Organisation et coordination de la part de l'état
- Des initiatives d'appui pour l'éducation à distance
- Suivi plus rigoureux des malades
- Les tests rapides
- Digitalisation de la récupération des aides sociales
- Fournir une assistance pour les personnes vulnérables, ayant des maladies chroniques : livraison de leurs médicament, unités de soin, etc.
- Protection des travailleuses agricoles
- Se concentrer sur le secteur de la santé plus particulièrement dans les régions du centre
- Le télétravail pour les administrations étatiques
- Distribuer les retraites et aides sociales à domiciles pour les personnes âgées

Les principaux problèmes soulevés lors de la crise, qui touchent le plus les répondants sont:

- La pauvreté et la précarité
- Les conditions désastreuses des hôpitaux et du secteur de santé
- Le manque d'organisation de l'état
- Le manque de développement de l'état
- Les rassemblements
- L'absence d'encadrement des jeunes
- La pénurie de certains produits
- Les conditions désastreuses des hôpitaux et du secteur de santé
- Le manque d'allocations sociales
- Le manque de respect et d'engagement envers la guarantaine

- Les cas de violence
- Le mangue de digitalisation en Tunisie
- Le manque de moyens de l'état particulièrement en gestion de crise
- L'absence de la citoyenneté active
- Les problèmes psychologiques répandus en Tunisie
- Le ralentissement des services administratifs
- L'opportunisme et la monopolisation
- La pénurie dans différents produits de première nécessité
- Dépendance des pays occidentaux
- Manque de conscience généralisé

Les pistes de résolutions proposées se résument comme suit:

- Concentration de l'état pour trouver des solutions drastiques au secteur sanitaire
- Revoir le système de prise en charge médicale
- Adoption d'une démarche stratégique et préventive à la gestion de crise
- La reprise de certaines mesures entreprises par l'état et leur application de manière plus stricte : confinement obligatoire, quarantaine, stérilisation, interdiction des rassemblements, prévoir des pénalités
- La mise à jour des bases données concernant les personnes en situation précaire
- La généralisation de la digitalisation
- L'amélioration des services de l'état notamment au niveau administratif
- Réformes politiques (mode de gouvernance), économiques et sociales

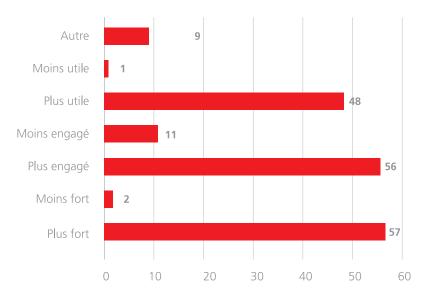
- Mobilisation d'un budget plus important pour cette crise
- Une démarche inclusive
- Plus de sensibilisation
- L'entrepreneuriat
- La solidarité
- Aide financière aux volontaires
- Plus de discipline et de conscience collective
- Poser un cadre légal pour les dons
- Booster la production
- Fournir une assistance psychologique à travers des centres ou des équipes d'assistance mobile à l'échelle locale
- Baisse des prix
- Ne pas arrêter le travail
- Une plus grande mobilisation sécuritaire

Principales propositions pour prévenir ou se préparer à de futures crises:

- Comité de prévention des catastrophes/ de lutte contre la COVID-19
- Une prise de conscience citoyenne
- Un cadre légal plus strict
- Imposer le respect des règles sanitaires
- Pénaliser les dépassements
- L'anticipation et la prévention (par des programmes et des stratégies): Anticiper et prévoir à l'avance des mesures bien spécifiques pour les crises, dans chaque domaine; une question d'organisation et de remplacement des pratiques actuelles par des pratiques plus flexibles.
- Transmettre les valeurs du bénévolat et de la participation
- Restructuration du secteur de santé
- Restructuration du secteur social
- Réforme du secteur de services de l'état

- Responsabiliser, sensibiliser et informer les citoyens
- Collaboration de l'état et de la société civile pour trouver et mettre en application des solutions
- Généralisation des tests
- Digitalisations de toutes les démarches administratives
- Formation continue du personnel soignant
- Eviter tous les manquements rencontrés lors de la première vague
- Entreprendre une approche multisectorielle
- Formation et apprentissage la gestion de crise
- Capitaliser et communiquer les expériences positives
- Fermeture des frontières
- Former des comités de jeunes polyvalents à l'intervention en situation d'urgence dans toutes les régions

Aujourd'hui, après la crise, vous vous sentez?



Certains répondants se sentent également fiers et plus réalistes, d'autres estiment ne pas avoir changé.

CHAPITRE III: RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS PUBLIQUES/ ASSOCIATIONS NATIONALES/ ORGANISATIONS DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

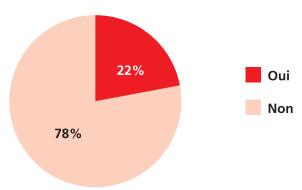
Comment évaluez-vous l'état des services publics dans votre quartier?

Bonne	13
Moyenne	57
Faible	30

Que proposez-vous pour améliorer l'état de votre quartier?

Amélioration de l'infrastructure et des services (les routes, les écoles, l'électricité, etc.)	79
Amélioration de la relation entre les citoyens et les autorités locale	65
Création d'espaces de loisirs et d'espaces verts	69
Création d'emplois	51
N'a pas besoin d'amélioration, son état est bien	1

Selon vous, l'Etat assure-t-il les conditions nécessaires en appui à la vie citoyenne dans votre quartier ?



Parmi les principales raisons figurent :

- Moyen financier : Faible infrastructure, manque de moyens, pouvoir d'achat faible (augmentation des prix), instabilité économique, budget de l'Etat limité, absence d'appui financier pour les OSC ;
- Moyen de communiquer : Faible communication entre les autorités locales et le citoyen, faible collaboration entre la SC et l'Etat, faible confiance entre l'Etat et le citoyen, faible appui à la SC ;
- Les Services : La bureaucratie, administration complexe, faiblesse de l'administration et des services publics (santé, éducation,), faible capacité des agents publics ;
- Les Actions : Marginalisation et exclusion des régions d'intérieures, absence d'espaces verts et de loisirs, faible intérêt pour les jeunes, absence de vision claire et de volonté politique, difficulté à créer des emplois, faiblesse des lois et des décisions, faible sécurité, La tendance des responsables de l>Etat à régler leur conflits politiques et à ignorer le déficit économique et social ;
- Autres : Cela dépend des régions et de ses moyens, existence du strict minimum, la municipalité est à l'écoute des citoyens.

Selon vous, quels seraient vos devoirs citoyens à l'égard de la société?

Payer les impôts	62
Respecter la loi	82
Respecter les droits d'autrui	88
Aider en temps de crise	86
Voter	73
Je n'en ai pas	1
Dénonciation de tout dépassement en matière de droits humains et corruption	1
Dons pour les nécessiteux	1

Selon vous, quel rôle devrait jouer l'Etat?

Emploi	75
Economie	80
Infrastructure	91
Services publics (santé, éducation,)	96
Sécurité	91
N'a pas de rôle	0
Trouver des solutions aux crises	1
Offrir l'opportunité aux jeunes de rêver (faciliter le quotidien aux citoyens)	1

Selon vous, quel rôle devrait jouer les associations nationales?

Encadrer les jeunes et les aider à développer leurs potentiels	95
Lutter contre la fraude et la corruption	61
Jouer le rôle de médiateur entre les citoyens et les autorités publiques	69
Défendre les droits humains	68
Améliorer la relation entre le citoyen et l'Etat	68
Mener des actions caritatives	69
N'ont pas de rôle à jouer	0
Participation des citoyens ans la vie publique	1

Selon vous, quel rôle devrait jouer les organisations de coopération internationale?

Encadrer les jeunes et les aider à développer leurs potentiels	73
Lutter contre la fraude et la corruption	43
Jouer le rôle de médiateur entre les citoyens et les autorités publiques	30
Défendre les droits humains	73
Améliorer la relation entre le citoyen et l'Etat	39
Mener des actions caritatives	47
N'ont pas de rôle à jouer	2
Appui technique et financier des OSC tunisiennes	2
Jumelage entre projet national et international	1

Selon vous, quelles sont les priorités aujourd'hui pour le pays?

Politique	26
Économie	84
Sécurité	62
Emploi	64
Jeunesse	65
Éducation	68
Autre secteur : (agricole, touristique,)	28
Santé	3
Transports	1
Agricole	2
Droits et libertés humaines	6
Lutte contre la corruption	6
Lutte contre le terrorisme	1
La Cour Constitutionnelle	1

CHAPITRE IV: ASPIRATIONS

Comment vous projetez-vous dans l'avenir?

Travailler dans la fonction publique	29
Travailler dans le secteur privé	19
Travailler dans le social	47
Travailler dans la politique	14
Devenir entrepreneur	48
Aller à l'étranger	32
Rester inactif	3
Prendre du temps pour moi	12
Me marier	9
Je ne sais pas	5
Etudier à l'étranger puis retourner en Tunisie	1

Considérez-vous que les conditions soient favorables à la réalisation de vos rêves/ ambitions/projets/ aspirations?

30 personnes ont répondu Oui (%30) contre 70 Non (%70).

Parmi les principales raisons figurent, témoignages :

Pessimiste

- Absence de diplomatie correcte
- Absence de l'Etat du coté financier et de la corruption
- Absence de qualification professionnelle de base
- Absence de visibilité et de vision
- Absence d'opportunités et faiblesse du taux d'emploi
- Après la crise du Corona faible opportunité
- Ça fait plus de 5 ans que j'essaye mais la situation se dégrade de plus en plus malheureusement
- Conditions financières difficiles et manque de soutien pour les jeunes
- Corruption de l'Etat et absence de conscience chez les citoyens
- Crise économique
- Dans ce genre de question je pense que je ne peux pas dire oui parce que beaucoup de choses sont à revoir et à changer dans tout le système pour que les conditions deviennent favorables
- De la détérioration de la situation politique
- Difficultés économiques et sociales et absence de soutien moral
- État qui assassine l'ambition
- Il n'y a pas justice
- Il y a des difficultés économiques et sociales

- Instabilité politique
- Instabilité politique et économique
- Instabilité politique et économique
- Jusqu'à présent, méconnaissance de la valeur réelle du travail social et de son efficacité, ni l'État, ni ses structures responsables
- La détérioration de la situation en Tunisie, qu'elle soit matérielle ou morale
- La faiblesse de l'état «la génération des années 90 sont chanceux»
- La situation économique du pays ne le permet pas et je ne suis pas vraiment optimiste
- La situation économique et politique s'aggrave de jour en jour
- La situation économique rendre la création des entreprises difficile
- La situation ne s'améliore pas (le pays fonce droit dans le mur)
- La Tunisie est un pays où tu ne peux pas rêver
- L'absence du principe d'égalité des chances
- L'administration tunisienne est trop lente
- Le climat n'est pas propice pour les fournir actuellement
- Le Corona
- Le pays fonce droit dans le mur

- Le pays traverse de nombreuses crises successives, et la vérité il n'y a aucun espoir
- Les capacités de l'État sont limitées
- Les rêves se réalisent à tout moment
- L'État dit qu'il encourage les jeunes entrepreneurs, mais le système qu'elle a mis en place a rendu impossible leur réussite
- L'Etat ne s'intéresse aux préoccupations des citoyens
- Niveau d'éducation
- Par la volonté personnelle, on peut réaliser nos objectifs
- Parce qu'avec un peu de volonté et beaucoup d'obstacles j'ai réalisé une partie de mes rêves
- Parce qu'il faut être privilégié pour trouver les conditions favorables pour faire quoi que ce soit dans un pays ou les chances ne sont pas égales entre les citoyens

- Parce qu'on est en Tunisie
- Pas assez de ressources, pas assez de considération
- Pas de visibilité politique, sociale et économique claire pour le moment
- Problème économique, je n'attends pas de l'Etat de m'offrir du travail mais au moins faciliter pour les jeunes la création de projet privé
- Situation du pays méconnue, aucun élément ne te permet de savoir si tu peux ou non réaliser tes ambitions
- Situation générale précaire / corruption au sein de l'administration
- Situation non rassurante
- Situation dégradante, crise économique et exclusion des jeunes
- Système éducatif sous-développé

Optimiste

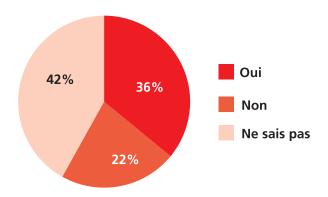
- Celui qui veut peut
- C'est nous qui créons nos opportunités
- Dans le social, tant qu'il y a du travail à faire, tu peux réaliser tes rêves
- D'après mon évaluation il y a des indicateurs et situations ou tu peux travailler
- Difficile mais il faut créer soit même notre chemin
- Il faut un peu de patience et beaucoup de travail
- J'aime la Tunisie
- Je m'adapte
- Je suis entrain de le faire et je n'attends plus rien de l'Etat
- La nécessité de s'adapter à la situation actuelle
- Les lois (tel que Startup Act, Crowdfunding) et l'écosystème entrepreneurial est en plein développement
- Nous devons s'adapter et vivre avec la situation actuelle et nous résoudre à réaliser nos ambitions, quels que soient les difficultés et les obstacles
- Je suis optimiste
- Parce que je travaille dure

- Quand on veut on peut
- Quand tu as un objectif que tu poursuis et que tu y travailles tu finis par le réaliser
- SC riche
- Si nous attendons le moment où tout soit prêt, nous ne commencerons jamais
- Parce que j'ai tenu bon, pour intégrer le secteur public et le domaine social. Quant à avoir mon propre projet, c'est un rêve pour moi, et j'ai entamé les démarches avant, j'ai rencontré des obstacles, le plus important était que je n'avais pas une stabilité financière sur laquelle je pouvais lancer mon projet, mais aujourd'hui j'ai atteint cette stabilité financière qui me permettra d'atteindre mon rêve et avoir mon propre projet
- Aujourd'hui, le citoyen tunisien a pris conscience de l'importance du jardin de la maison, des espaces verts, de l'importance de la plantation et ce sont les deux domaines de création d'espaces, d'espaces verts ... les conditions sont appropriées, mais j'ai besoin de plus d'expérience pour la compréhension profonde du terrain

CHAPITRE V: BESOINS ET ATTENTES

• Maintenir l'esprit de « crise »

Existe-t-il des facteurs pouvant influencer les comportements positifs (les actions menées durant la crise de COVID-19)?



Positivement	Négativement
Le financementLe réseautage	Le manque d'encadrementL'impulsivité dans la prise de décision
 Le réseautage Être en concordance avec les conditions réelles de son environnement Concrétisation de certains projets Encouragement de ces jeunes sur le moyen terme La persévérance et la résilience (individuelle et communautaire) Que les autorités locales valorisent l'initiative et que les citoyens la préservent La sensibilisation/ la prise de conscience La prise de responsabilité des jeunes Le travail participatif des autorités La coopération multisectorielle Le soutien/ l'encouragement L'entraide et l'intégrité Valorisation et considération des jeunes actifs Gratifier tous ceux qui ont été actifs dans la lutte contre la COVID-19 Former des leaders 	 L'impulsivité dans la prise de décision Ne pas impliqué d'autres acteurs Vouloir utiliser les activités sociales et les initiatives des jeunes à des fins politiques (de la part de certains partis) Les conditions économiques Les conditions sanitaires Les conditions politiques Les conditions sociales La mauvaise foi Manque de coopérativité des autorités Retour des procédures classiques Incapacité du gouvernement Chômage
La volonté politique et sociétaleL'initiative et la continuité	
L'organisation et la coordinationVeiller à poser un cadre légal	
 Une vision stratégique Facilitation des procédures administratives	

Principaux facteurs pour les pérenniser au-delà des situations de crise selon les répondants?

- L'entraide entre les citoyens
- L'éducation
- Le financement
- La reconnaissance
- L'échange de savoir faire
- Le soutien et l'encouragement de l'état : financier, logistique, moral
- L'encadrement
- La conscience sociale
- Sensibilisation des jeunes
- Garder l'esprit de la crise (just do)
- Encourager les jeunes à décider et prendre l'initiative
- La réussite
- Fournir des opportunités
- Développer la responsabilité sociétale
- Avoir un rôle majeur dans la création de changements positifs par le biais de projets civiques
- Stratégie nationale incluant les jeunes de façon réelle et non fictive dans les différents domaines

- Une bonne coordination et une vision stratégique
- Faciliter les démarches auprès des institutions étatiques
- La communication
- Adapter les lois et les restrictions
- Poser un cadre légal pour les dons
- Former les jeunes
- Organiser et coordonner les initiatives
- Coopération et travail participatif entre les autorités publiques et la société civile
- La volonté politique et sociale
- Amélioration des méthodes de gestion de crise de l'état
- Rendre hommage et reconnaissance aux personnes actives
- Amélioration des conditions politiques
- Valorisation du rôle des jeunes actifs dans la société
- L'approche multisectorielle

Aujourd'hui quelles sont vos attentes / demandes vis-à-vis de :

Gouvernement	Ministère de la jeunesse et des sports	Autorités locales
•Me traiter autant qu'être humain	•Soutenir les jeunes	•Soutenir et encourager les
•L'emploi	• Garantir aux jeunes leurs droits	initiatives
 Développer l'économie 	• Encadrer les jeunes	• Créer des espaces pour les
•Soutenir, encourager, croire en la jeunesse	•Former les jeunes et forger leurs compétences	associations militantesEncourager la participation
• Aider les jeunes à réaliser leurs rêves	•Travailler plus les jeunes dans les jeunes frontalières	citoyenne à la prise de décision • Des droits
 Encourager les jeunes à l'entrepreneuriat 	• Fournir des espaces pour les pratiques sportives	Qu'elle fasse ses devoirsSe rapprocher des citoyens
Développer la relation entre le citoyen et le gouvernement	•Enraciner l'amour de la patrie chez les jeunes	Réaliser des actions concrètesSoutenir les efforts individuels
 Donner plus d'importance à la recherche scientifique 	•Former les jeunes et les aider à faire évoluer leurs compétences	•Se concentrer sur les priorités de leurs citoyens, pas sur les leurs
 L'intégrité et la transparence/ combattre la corruption 	•Se soucier et gérer concrètement les affaires des jeunes et ne pas se	Améliorer leur relation avec le citoyen
 Ne pas reproduire les mêmes erreurs 	contenter d'en porter le nom. •Travailler à davantage de	Ouvrir la voie aux jeunes et communiquez avec eux
 Améliorer le secteur agricole 	partenariats notamment avec	•Coopération avec les citoyens
• Elaborer une stratégie d'amélioration du système	les autorités locales pour se rapprocher des jeunes. • Encourager les associations des	•Fournir des lieux de loisirs aux jeunes
sanitaire tunisien	jeunes	• Assurer la propreté des lieux
La justice et l'égalitéEmploi, liberté, dignité	• Elaborer une vraie stratégie visant	publics
• La sécurité	les jeunes	 Répondre aux exigences des citoyens
 Penser plus à la population qu'à la 	 Créer des structures qualifiées pour mobiliser les jeunes et les 	•Transparence et intégrité
politique	former à être actifs.	• Faire participer les citoyens
 Un gouvernement socialement engagé 	•Conclure des partenariats avec les jeunes	• Améliorer l'infrastructure des quartiers
Plus d'organisation	• Établir une stratégie efficace	•Coopérer davantage avec les
•La justice	et sincère de renforcement	associations
•L'éducation	des jeunes et prendre en considération la spécificité des	 Se charger des réclamations des citoyens
• Encadrement des jeunes	besoins des jeunes dans les	• Moins de rigidité plus
 Impliquer la société civile dans le processus de prise de décision 	milieux marginalisés	d'adaptation aux nouvelles
• Faire ses devoirs	• Améliorer l'état des stades de jeux	initiatives
 Améliorer le secteur de santé 	Animation d'activitésOrientation et conseil	• Faire preuve de reconnaissance
 Impliquer les jeunes dans le processus de prise de décision 	• Créer des installations et des	Facilité ses services pour le citoyenSe concentrer davantage sur les
 Importer des projets et des investisseurs 	espaces pour les jeunes sur tout le territoire	quartiers défavorisés •Lutter contre la corruption
•Croissance et développement	 Abolir le ministère de la jeunesse et créer un bureau spécial pour la 	•La sécurité
• Qu'il fasse une croissance de 10% sur les 10 prochaines années	jeunesse dans chaque ministère • Honorer et montrer de la	•Le nécessaire pour le secteur de la santé
•L'égalité	reconnaissance	• Appliquer la loi
Aborder la crise avec sérieuxAméliorer l'infrastructure	 Penser aux jeunes autant qu'au sport 	• Respecter les citoyens

Gouvernement	Ministère de la jeunesse et des sports	Autorités locales
 Reconnaissance Œuvrer à réaliser l'autosuffisance à travers le secteur agricole Se concentrer sur le domaine Industriel Consolider la notion de citoyenneté auprès de l'état et des citoyens Favoriser l'intérêt national aux intérêts politiques Soutenir la société civile Êtr So So So Se sp Ar dé ca Sig ass Sig ass Sig ass Sig ass Sig Ass En Etr So So So So So So So So So De De De 	rticiper aux activités spontanées es jeunes onner plus de chance aux jeunes dépanouir et à montrer leurs pacités gnature de partenariat avec les sociations us de soutient pour les jeunes difficulté valiser des activités culturelles et e divertissement dans les zones rales re plus active en période de crise vutien des projets de jeunes vutien aux associations de jeunes concentrer sur les problèmes écifiques aux jeunes méliorer les infrastructures diées à tous les sports éer plus d'espaces de loisirs ablir une stratégie efficace sincère de renforcement es jeunes et prendre en insidération la spécificité des esoins des jeunes dans les dieux marginalisés méliorer et étendre les maisons et jeunes opager la culture, l'éducation, es sports, l'encadrement et le inseil es projets de développement ortif	 Inclure les jeunes dans tous les sujets qui concernent leur environnement Plus d'efficacité Impliquer des personnes qualifiées Réhabiliter l'administration Ecouter les jeunes Participer à améliorer la qualité de vie des citoyens Ne pas inclure les intérêts politiques Soutenir les efforts individuels La participativité Identifier plus soigneusement les priorités de sa région et veiller à combler ses lacunes Soutenir la participation de la société civile Veiller au développement de la région dans tous les domaines

Aujourd'hui quelles sont vos attentes / demandes vis-à-vis de:

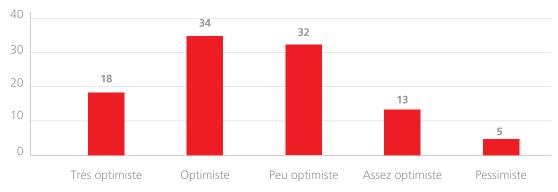
La société civile

Organisations de coopérations internationales

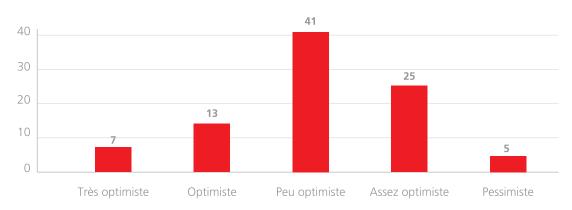
- Lutter contre la corruption
- Fournir plus d'efforts
- •S'impliquer dans l'amélioration du pays
- Sensibilisation
- Encadrement
- La résilience devant les obstacles
- Jouer le rôle d'intermédiaire pour améliorer la relation entre le citoyen et les autorités locales
- Soutenir les autorités locales
- La qualité et l'encouragement des jeunes à s'engager dans la vie publique, notamment l'exercice de leur droit électoral
- Être conscient, respectueux et respecter la loi
- Sensibiliser les analphabètes
- La transparence
- Élargir le cercle de ses activités, innover et créer de nouvelles idées pour aider
- Tenir bon, et faire de la pression, montrer ce qu'on peut faire
- Plus de coordination
- Approfondir leurs terrains d'activités et se détacher des donations et de la domination des organisations de coopération internationales
- Rester force de proposition
- Servir de contrepouvoir
- Rester uni
- Veiller à avoir plus d'impact, réaliser des activités pour le peuple
- •S'engager avec les autorités locales
- Unir leurs forces
- Encadrer les jeunes
- Réseautage entre les associations
- Être responsables
- Former les jeunes
- Mobiliser les jeunes
- Suivre les objectifs nobles pas l'argent et la propagande
- Se mettre d'accord sur leurs demandes
- Soutenir les libertés et les humains
- Développer les compétences des jeunes
- Plus d'inclusivité
- Plus de bénévolat
- S'éloigner des politiques et contribuer à la sensibilisation et au développement de la communauté
- Se tenir côte à côte, lutter contre l'ignorance, la patience et éviter de vouloir s'imposer dans cette période difficile
- Travailler sur des projets à impact positif pour les jeunes
- La participation à la vie sociale et politique
- Renforcer l'audit sur les municipalités
- Faire participer plus de jeunes aux initiatives

- •Travaillez davantage dans le domaine de la jeunesse
- Soutenir l'initiative des associations locales
- Financement
- Formation et coaching
- Soutenez les affaires qui comptent
- Jouer le rôle de médiateur entre le citoyen et les autorités locales dans l'amélioration des relations
- Jouez un rôle de surveillance
- Accompagner les autorités locales
- Accompagner les jeunes dans les petits projets
- •Intensification de l'activité
- Mobilisation davantage de jeunes
- Subvenir aux manquements dans le secteur sanitaire
- Continuer le développement
- •Le soutien et appui continus
- Visibilité
- Accompagner le processus de manière neutre, respecter la spécificité du pays, décoloniser leur soutien
- Optimiser les mécanismes de financement
- Innover
- Simplifier leurs procédures (plus flexible, aligné avec les besoins locaux)
- Soutenir des projets de développement social qui laissent un impact clair et contribuer à sa pérennité par le suivi et l'évaluation
- •Ne pas mettre l'argent entre les mains des organisations, les ONG devraient faire les projets et les coopérations internationales payer les factures sans leur envoyer de l'argent pour le payer elles-mêmes, sinon, ces ONG ne deviennent pas celles qui sont corrompues
- Plus de partage d'expérience et moins d'opportunisme
- Financer plus de projets en Tunisie
- Se tourner vers le marché de l'emploi
- Soutenir les associations locales, gouvernementales ou non gouvernementales
- Orienter le financement vers développement durable
- Offrir des opportunités et des initiatives aux jeunes pour participer
- Être plus présentes
- Être en contact direct avec les jeunes
- Apporter un support technique
- Partager leurs connaissances avec la société civile locale
- Travailler à réduire le taux de pauvreté
- Plus de concertation
- Soutenir les droits humains
- •L'intégration des jeunes dans des activités à dimension internationale et la création d'un partenariat entre différents jeunes
- Soutenir les institutions publiques
- Sensibilisation des jeunes
- Lutter contre la corruption

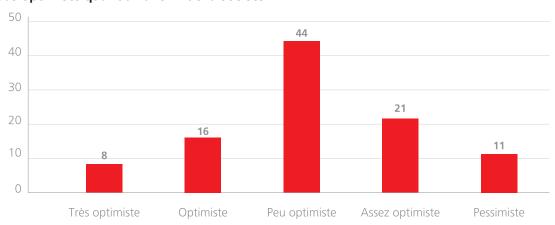
Êtes-vous optimiste quant à votre avenir?



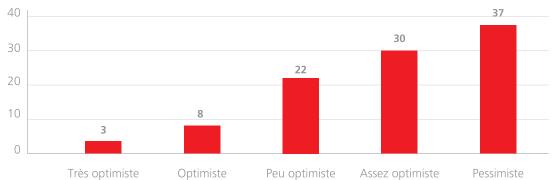
Êtes-vous optimiste quant à l'avenir du pays?



Êtes-vous optimiste quant à l'avenir de la société?



Êtes-vous optimiste quant à l'avenir politique du pays?



RECOMMANDATIONS

Principales recommandations (Générales ou spécifiques) pour contribuer à l'insertion des jeunes femmes et des jeunes hommes dans la vie civique telles qu'évoquées par les jeunes

- Jeunes enchaînés et marginalisés, jeunes ayant peur de leur ombre. Jeunes qui ne parlent pas de leurs droits. Jeunes qui ne savent pas ce qu'ils ont et ce qu'ils doivent
- Travailler à améliorer la relation entre les jeunes et l'État en renforçant leur confiance en soi et leur importance dans la société
- Orienter les médias vers des émissions qui sensibilise à des comportements plus civiques
- Valoriser la pensée des jeunes
- Encadrer les jeunes
- Inclure tous les jeunes de tous les groupes
- Que la vie et le travail scolaire et universitaire soient liés à la participation citoyenne, à commencer par l'étude d'une matière scolaire et à pratiquer, par exemple, le nettoyage quotidien des écoles et des départements est un devoir
- Créer des clubs et des associations dans les écoles et les instituts
- Intensifier le travail civil et associatif et organiser des campagnes de sensibilisation
- Inclusion des jeunes dans la société civile
- Beaucoup de formations et d'événements
- Une vie Civique adaptée aux besoins des citoyens
- Communication efficace
- Soutenir leurs idées d'innovation
- Pourquoi ne pas exploiter le taux de chômage élevé que nous avons pour augmenter le nombre de bénévoles.
- Ecouter les jeunes
- Offrir des opportunités aux jeunes pour participer et innover
- Rechercher les causes de la réticence des jeunes et essayer de trouver des moyens de stimuler la participation
- les impliquer directement
- Participer aux initiatives existantes et créer une alternative
- Révision de la loi sur les partis politiques pour imposer l'implication des jeunes
- Faire la promotion des associations
- Les jeunes doivent avoir confiance en leurs capacités et leurs réalisations
- Que la société civile soit présente dans les écoles primaires et dans les régions de l'intérieur en particulier
- Encourager les jeunes à être actifs dans la société civile, car cela a un impact sur leur développement de leurs compétences de vie, le développement de leurs relations sociales et le développement des compétences de communication avec les autres

- Financer les initiatives / projets des jeunes
- Formation et apprentissage systématiques basées sur l'efficacité et le changement
- Il est nécessaire d'aider les jeunes, en particulier les femmes, à s'intégrer dans la vie civile, dans un rôle effectif et non fictif.
- Faites attention aux zones marginalisées
- Lancer des projets pour les jeunes et s'efforcer de solliciter les jeunes de toutes les manières possibles y compris en matière d'emploi et autres
- Le bénévolat libère le potentiel
- Les jeunes ruraux sont très marginalisés. Nous devons travailler pour les intégrer
- Intensifier les formations et attirer les jeunes
- Campagnes de sensibilisation
- Donner aux jeunes des postes de leaders
- Les jeunes ont besoin de concret et de motivation pas par de simples paroles
- Multiplier les activités peut encourager les jeunes
- Nécessité de les motiver à participer à des associations et organisations indépendantes de la politique
- Participation active des jeunes
- Se concentrer sur les priorités des jeunes et les besoins qui affectent leur vie quotidienne
- Travailler pour développer des capacités plus personnelles
- Il est suggéré que l'une des conditions d'affectation dans la fonction publique est que le jeune fasse au moins partie d'une association et participe aux activités de la société civile
- Insertion dans les associations.
- Créer des clubs dans les écoles et les instituts
- Cercles de discussion et encouragement des jeunes et se porter candidats dans les postes de décision.
- La création d'espace de dialogue entre les autorités et les jeunes peut réduire le gap qui existe entre
- L'enseignement doit veiller au rapprochement des classes sociales.
- Valorisation des efforts des jeunes et faire preuve d'intérêt envers eux, en les incluant dans le processus de prise de décision
- Plus d'entrepreneuriat
- L'exile
- Ecouter et impliquer les jeunes
- Leur donner de quoi travailler, manger et s'habiller pour vivre dignement
- Cultiver l'esprit du volontariat dans les écoles / collèges / inculquer les principes des élections.



Bureau Tunisie

Fondation Friedrich Ebert - Bureau de Tunisie 4, rue Bachar Ibn Bord 2078 La Marsa - Corniche Tél. : (+216) 71 77 53 43 info.tn@fes.de www.fes-tunisia.org